

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA PENSÉE POLITIQUE DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE À L'ÉPOQUE DE LA
RÉVOLUTION ANTICOMMUNISTE EN RUSSIE, 1989-1991

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

GUILLAUME GRÉGOIRE-SAUVÉ

DECEMBRE 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite tout d'abord remercier Yves Couture, qui m'a épaulé tout au long de la maîtrise. Son exigence intellectuelle et sa disponibilité m'ont été d'un grand secours, non seulement pour écrire ce mémoire, mais aussi pour faire mes premiers pas dans les méandres tortueux du monde académique. Je tiens aussi à remercier Stéphane Vibert pour ses précieux conseils et commentaires.

Je suis reconnaissant au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, au Fonds de recherche sur la société et la culture du Québec et à la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM pour leur appui financier. Je remercie aussi tous ceux qui ont rendu possible mon stage de recherche à Saint-Petersbourg, qui a été pour moi une occasion privilégiée d'accéder à de précieuses ressources dans le cadre des mes travaux.

Je remercie chaleureusement mes parents et amis, qui m'ont soutenu et encouragé tout au long de la rédaction du présent mémoire. Quant à Geneviève, il n'y a pas de mot pour dire tout ce que je lui dois.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| LISTE DES ACRONYMES..... | iv |
| RÉSUMÉ..... | v |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| CHAPITRE I | |
| ENJEUX THÉORIQUES..... | 14 |
| 1.1 Contre deux idées reçues..... | 15 |
| 1.1.1 La pensée politique comme épiphénomène..... | 15 |
| 1.1.2 La prédominance des élites politiques..... | 22 |
| 1.2 Ouvrages sur la pensée politique des démocrates russes..... | 28 |
| 1.3 La conception arendtienne de la révolution moderne : un cadre théorique..... | 34 |
| CHAPITRE II | |
| LA FONDATION DE L'AUTORITÉ..... | 40 |
| 2.1 L'autorité de la révolution..... | 40 |
| 2.2 Le temps éternel..... | 45 |
| 2.3 La civilisation mondiale..... | 54 |
| 2.4 L'unité du peuple..... | 64 |
| 2.5 Messianisme et relativisme..... | 73 |
| CHAPITRE III | |
| LA VERTU POLITIQUE..... | 78 |
| 3.1 La vertu politique comme sentiment..... | 80 |
| 3.2 L'intégrité..... | 83 |
| 3.3 L'intransigeance..... | 91 |
| 3.4 Pureté morale et non-violence..... | 94 |

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE IV | |
| LA FONDATION DU POUVOIR..... | 99 |
| 4.1 Fondation du pouvoir et libération du pouvoir..... | 103 |
| 4.2 1989-1990 : La genèse du mouvement démocratique..... | 107 |
| 4.3 1990-1991 : Le mouvement démocratique en situation de multipartisme..... | 119 |
| 4.4 La libération et le bonheur privé..... | 127 |
| CONCLUSION..... | 132 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 148 |

LISTE DES ACRONYMES

| | |
|------------------|--|
| DPR : | Parti démocrate de Russie (<i>Demokraticheskaja partia Rossii</i>) |
| DR ou DemRossia: | Bloc électoral puis mouvement Russie démocratique (<i>Demokraticheskaja Rossiia</i>) |
| KDP : | Parti constitutionnel-démocrate (<i>Konstitoutsionno-demokraticheskaja partia</i>) |
| LNF : | Front populaire de Leningrad (<i>Leningradski narodni front</i>) |
| MADO : | Association interrégionale des organisations démocratiques (<i>Mejregionalnaïa assotsiatsia demokraticheskikh organisatsii</i>) |
| MDG : | Groupe interrégional de députés (<i>Mejregionalnaïa depoutatskaïa groupa</i>) |
| MOI : | Union moscovite des électeurs (<i>Moskovskoye obiedinenie izbiratelei</i>) |
| PKD : | Parti des constitutionnels-démocrates (<i>Partia konstitoutsionnikh demokratov</i>) |
| PCUS : | Parti communiste de l'Union soviétique (<i>Kommunisticheskaja partia Sovetskovo Soyouza</i>) |
| RKhDD : | Mouvement chrétien-démocrate de Russie (<i>Rossiskoe khristiansko-demokraticheskoe dvijenie</i>) |
| RPR : | Parti républicain de Russie (<i>Respublikanskaïa partia Rossii</i>) |
| RSFSR : | République soviétique socialiste fédérative de Russie (<i>Rossiskaïa sovietskaïa federativnaïa sotsialisticheskaja respoublika</i>) |
| SDPR : | Parti social-démocrate de Russie (<i>Sotsial-demokraticheskaja Partia Rossii</i>) |

RÉSUMÉ

Le présent mémoire est une étude de la pensée politique du mouvement démocratique russe, dont la mobilisation en 1989-1991 a contribué au renversement du régime soviétique et à la fondation de la Russie postcommuniste. Le matériau premier de notre analyse est tiré des principaux ouvrages qui traitent de ce mouvement et qui reposent notamment sur des entrevues avec ses militants et sur leurs écrits de l'époque. Notre démarche, inspirée des thèses de Hannah Arendt, consiste à analyser la pensée politique de ces acteurs, en rapport avec la tâche de fondation d'un nouveau corps politique inhérente à la révolution moderne. Nous nous penchons d'abord sur la fondation de l'autorité, c'est-à-dire l'élaboration par les démocrates russes des bases de la légitimité du régime démocratique auquel ils aspirent. Nous présentons ensuite les principaux paramètres du code éthique qui valide leur action politique. Nous examinons finalement leur mode d'action, afin de mesurer l'importance que comporte pour eux la création d'un pouvoir politique nouveau. Par cette étude de la pensée politique des démocrates russes, nous souhaitons jeter une lumière nouvelle sur les motifs de leur soutien à la consolidation d'éléments autoritaires en Russie postcommuniste. Nous avançons la conclusion suivante : bien que l'impératif moral de l'intégrité énoncé au cours de la lutte contre le communisme enjoigne les démocrates à rejeter toute forme d'oppression, le caractère essentiellement privé de leur désir de libération les soumet à la tentation du pouvoir autoritaire lorsqu'il se présente comme le seul moyen de garantir les libertés individuelles contre la menace d'un rétablissement totalitaire. Ainsi, en plus d'approfondir la compréhension de la pensée politique des démocrates russes de la fin de la perestroïka, le présent mémoire éclaire les conditions de la rapide déliquescence du mouvement démocratique en Russie postcommuniste et soulève plusieurs questions importantes quant aux fondements de la démocratie moderne.

Mots-clés : Russie, perestroïka, démocratie, pensée politique, Arendt

INTRODUCTION

Voilà vingt ans que l'URSS n'est plus. En Russie, la dissolution de l'État soviétique et son remplacement par un régime qui se réclame de la démocratie marque la conclusion d'une période de transformation politique profonde qui, à partir de 1989, prend les traits d'une révolution. À cette époque, la société russe se radicalise rapidement et une vaste mobilisation se déploie dans les grandes villes dans le but de renverser l'ordre communiste, balayant les efforts réformistes des dirigeants soviétiques au profit d'un programme radical articulé autour de la promotion de la démocratie. Le présent mémoire porte sur la pensée politique du « mouvement démocratique », acteur collectif de premier plan de cette révolution anticommuniste¹ qui, de 1989 à 1991, prépare la fondation d'un régime démocratique en Russie².

Certes, la démocratie n'est pas une idée neuve en Russie. Ainsi, à la veille de la révolution anticommuniste, le programme gorbatchévien de démocratisation remettait à l'ordre du jour une prétention déjà inscrite dans la Constitution soviétique. Ce que le mouvement démocratique apporte de nouveau, c'est une conception de la démocratie non seulement comme procédure de légitimation, mais aussi comme fondement premier d'un régime politique. Sous l'impulsion de ce mouvement, la démocratie s'impose dans l'espace

¹ C'est ainsi que nous désignons cette révolution. L'adjectif « anticommuniste » nous permet de distinguer la révolution russe de 1989-1991 des précédentes, tout en mettant l'accent sur un de ses traits les plus distinctifs.

² Sauf mention contraire, nous utilisons le terme « Russie » pour désigner la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), dont les frontières circonscrivent notre objet d'étude. Bien que les révolutions dans les autres républiques d'Union soviétique résultent d'un même élément déclencheur, soit les réformes gorbatchéviennes, elles en diffèrent sur des aspects importants, notamment en ce qui a trait au rôle du nationalisme et à l'engagement des masses populaires dans l'espace public.

public russe de cette époque comme le nouveau principe fondateur du vivre-ensemble, à l'aune duquel sont repensés tous les domaines de la vie sociale : l'économie doit être démocratique, de même que les relations internationales, le rapport de l'État à l'individu, etc. L'influence politique du mouvement démocratique ne se mesure donc pas uniquement aux victoires électorales, mais aussi à son importante empreinte symbolique sur la vie politique russe : la fondation de la légitimité et du pouvoir d'un régime démocratique. Cet apport du mouvement démocratique est d'autant plus intéressant qu'il se révèle paradoxal par rapport à son destin ambigu en Russie postcommuniste. Comment comprendre, en effet, la persistance d'importants éléments autoritaires chez les dirigeants qui se réclament de l'héritage du mouvement démocratique, tant à la présidence russe qu'à la mairie de Moscou ou de Saint-Petersbourg ? On serait tenté d'y voir une trahison des élites politiques à l'endroit de la base militante démocrate, si ce n'était du soutien apporté par cette dernière³. Ironie de l'histoire, la démocratie devient, dans la Russie d'Eltsine, l'une des justifications de l'autoritarisme qui se déploie prétendument pour faire obstacle aux forces réactionnaires qui menacent de rétablir l'ordre communiste. Cette troublante proximité de l'autoritarisme et des forces démocrates nous oblige à nuancer l'interprétation dichotomique qui oppose sur la scène politique russe le totalitarisme à la démocratie, comme si la signification libérale et le caractère progressiste de cette dernière allaient de soi peu importe son contexte d'émergence et d'application⁴. Le soutien massif – ou à tout le moins la tolérance – des démocrates russes à l'égard des pratiques autoritaires, s'il apparaît d'un point de vue extérieur comme une contradiction, invite en fait à s'interroger sur la signification spécifique de la démocratie pour ceux qui en ont fait la promotion. Dans cette perspective, nous consacrons le présent mémoire à l'étude de la pensée politique du mouvement démocratique.

³ Un soutien particulièrement marqué lors de la répression violente du parlement par le pouvoir présidentiel à l'automne 1993. Pour plus de détails sur la tolérance de l'autoritarisme par les démocrates russes, voir la conclusion, p. 137-147.

⁴ C'est du moins l'interprétation la plus courante dans la presse occidentale, de même que dans certains ouvrages grand public, comme celui de David Remnick : *Lenin's Tomb : The Last Days of the Soviet Empire*, New York, Random House, 1993.

La pensée politique, telle que nous l'entendons, désigne le processus par lequel les acteurs créent la signification des phénomènes politiques⁵. Cette création, bien sûr, ne s'effectue pas à partir du néant, mais par la réinterprétation subjective des idées politiques, c'est-à-dire des constructions objectivées socialement transmises. Du fait de cette réinterprétation, la pensée politique n'est pas entièrement déterminée par ses conditions de production, qu'elles soient culturelles, sociales ou institutionnelles. Elle est aussi normative, puisqu'elle crée des significations dotées de valeur. En cela, elle ne se résume donc pas à une réaction cognitive de résistance ou d'adaptation à l'environnement structurel, qui serait seul porteur de nouveauté. En d'autres mots, la pensée politique n'est pas uniquement le produit de ce qui *est*, mais aussi un jugement sur ce qui *devrait être*. Dans cette perspective, l'étude de la pensée politique du mouvement démocratique à l'époque de la révolution anticommuniste a pour objet la réinterprétation par ses participants des idéaux démocratiques dans un sens nouveau, celui d'un régime démocratique en Russie.

Cette reconnaissance d'un rôle propre à la pensée nous conduit à nous distancer de certaines interprétations de l'avènement de la Russie postcommuniste, qui postulent que les idées des acteurs politiques ne sont que les sous-produits de leurs conditions matérielles d'existence ou encore de la conjoncture des opportunités politiques. Certes, les études basées sur ces interprétations éclairent plusieurs dimensions importantes de l'événement, notamment ses causes structurelles, mais elles souffrent à notre avis d'une grave insuffisance : elles s'appuient sur des catégories analytiques qui sont étrangères à la pensée des acteurs politiques concernés. En effet, le peu d'intérêt accordé dans le cadre de ces interprétations à la pensée politique conduit à des simplifications excessives qui, en bout de ligne, en disent davantage sur les *a priori* théoriques de l'analyste que sur les acteurs politiques étudiés. Nous traitons de la nature et des limites de ces interprétations au chapitre I.

⁵ Par phénomènes politiques, nous entendons les phénomènes qui concernent l'aménagement des conditions du vivre-ensemble. Cette définition est suffisamment large pour inclure des aspects communs de la vie en société qui vont au-delà des seuls enjeux proprement institutionnels, tout en excluant les phénomènes strictement privés, qui ne sont pas politiques – bien qu'ils puissent le devenir s'ils sont traités dans l'espace public.

Pour autant, notre entreprise ne vise pas à substituer aux explications avancées par nos prédécesseurs un exposé des causes véritables de l'action politique des démocrates russes, que nous aurions découvertes dans les recoins les plus profonds de leur conscience, mais à enrichir la *compréhension* d'un phénomène, à partir des représentations que les acteurs ont de leur propre action. Il s'agit, en d'autres mots, de compléter le portrait du mouvement démocratique brossé par les observateurs de la scène politique russe en éclairant l'une des zones demeurées dans l'ombre : celle de la pensée politique dans laquelle se sont reconnus des centaines de milliers de militants qui ont envahi à maintes reprises les rues des grandes villes de Russie pour exprimer leur rejet du système soviétique et réclamer le passage à la démocratie.

Nous nous proposons donc d'interpréter le changement de régime de manière à considérer la pensée politique comme lieu de fondation du régime démocratique. Pour ce faire, nous avons choisi de recourir aux thèses de Hannah Arendt sur la tâche de *fondation* inhérente à la révolution moderne, un cadre théorique que nous présentons dans la troisième partie du chapitre I. Ce cadre théorique nous permet non seulement de saisir la pensée politique dans sa contingence et sa normativité, mais aussi de soulever, à la suite d'Arendt, plusieurs enjeux importants concernant l'autorité, la vertu et le pouvoir dans la révolution moderne – enjeux qui font respectivement l'objet des deuxième, troisième et quatrième chapitres du présent mémoire. Nous recueillons le matériau premier de cette analyse dans les principaux ouvrages de sociologie et de science politique qui se sont penchés sur les acteurs du mouvement démocratique russe. Ces études ont pour nous deux intérêts : elles offrent une perspective analytique qui permettra de préciser la nôtre et, surtout, fournissent un riche matériau de première main, constitué notamment d'entrevues réalisées avec des militants démocrates et d'extraits de leurs écrits, fort abondants à l'époque. Nous présentons ces ouvrages au chapitre I. Pour l'instant, nous consacrons cette introduction à la présentation de l'acteur collectif qui est au cœur de notre étude.

L'expression « mouvement démocratique » désigne communément en Russie et dans le monde académique l'ensemble des organisations politiques qui, au nom de la démocratie, entreprennent en 1989 de s'opposer au régime soviétique. Le mouvement démocratique n'est

donc pas une organisation en tant que telle, bien qu'il soit souvent associé à la coalition Russie démocratique, qui demeure son principal véhicule politique pendant la révolution anticommuniste⁶. Il est constitué d'une myriade d'organisations politiques hétérogènes – clubs de discussions, clubs d'électeurs, associations d'électeurs, clubs démocratiques du PCUS et partis politiques – et de sympathisants individuels qui, au-delà de leurs importantes divergences idéologiques et de leurs différends personnels, forment un front commun en vue de la promotion de la démocratie et de la critique du régime soviétique. Sur le terrain, ce sont des milliers de militants démocrates qui discutent, écrivent des lettres et des articles dans les journaux, distribuent des tracts, manifestent en masse, bref se mobilisent et s'organisent dans toutes les grandes villes du pays, et tout particulièrement à Moscou et à Leningrad. Malgré son importance numérique, il serait erroné de voir dans ce mouvement un microcosme de la société russe dans son ensemble. Le mouvement, au contraire, constitue une tendance particulière sur la scène politique russe de l'époque de la révolution anticommuniste et est en lutte avec plusieurs adversaires pour obtenir le soutien populaire.

Le premier adversaire du mouvement démocratique, celui qui fait l'objet de ses principales attaques, c'est bien sûr la nomenklatura qui, pour les démocrates, porte la responsabilité des atrocités commises par le régime, de l'oppression que subissent quotidiennement ses citoyens et du cul-de-sac économique et politique dans lequel le pays se trouve. Paradoxalement, cette bête noire des démocrates demeure quasiment absente de l'espace public russe tout au long de la révolution anticommuniste. En effet, à partir de 1989, les positions communistes orthodoxes et staliniennes – exprimées par exemple dans la lettre de Nina Andreïeva qui a fait grand bruit en 1988 – ne trouvent presque plus aucun porte-parole, y compris chez les communistes dits « conservateurs » de l'appareil, qui n'opposent aux démocrates qu'une approche plus graduelle de la démocratisation⁷. Cela

⁶ Carole Sigman, « Russie démocratique : histoire d'une organisation », *Problèmes politiques et sociaux, série Russie* (La Documentation française), vol. 706 (18 juin 1993), p. 14. Bien qu'elle regroupe la plupart des démocrates à partir de janvier 1990, l'organisation Russie démocratique ne résume pas à elle seule le mouvement démocratique. Certains refusent de joindre la coalition : ce sont les anarchistes, le Parti socialiste, l'Union démocrate-chrétienne et l'Union démocratique.

⁷ C'est le cas notamment des membres dits « conservateurs » du Comité central, dont le plus connu est Egor Ligachev. Nina Andreïeva est une institutrice de Leningrad qui s'est fait connaître dans le pays entier en publiant en 1988 une lettre intitulée « Ne mogou postoupat'sia printsipami » (Je ne

n'empêche pas les militants démocrates de pourfendre dans leurs discours les communistes orthodoxes – la droite, selon l'acception qui s'impose à l'époque – dont ils voient des manifestations dans la résistance de l'appareil aux réformes et dans l'hésitation de la population à emboîter massivement le pas aux démocrates. Bref, le mouvement démocratique se définit par son opposition à un ennemi jugé tout-puissant qui, associé au refus du changement et à la menace d'un retour au marasme brejnévien ou même au stalinisme, a déserté l'espace public.

Le deuxième adversaire du mouvement démocratique est le mouvement nationaliste russe. Les nationalistes peinent cependant à constituer une base populaire et leur mouvance demeure essentiellement le fait de quelques intellectuels dont le retentissement médiatique tient principalement à l'extrémisme de leur discours, souvent ouvertement raciste. Sur la scène politique russe, démocrates et nationalistes s'opposent : au particularisme des nationalistes russes, les démocrates opposent l'universalisme dont ils voient l'incarnation dans les démocraties occidentales. Même lorsqu'ils promeuvent la libération nationale et l'indépendance de la Russie, à partir de 1990, les démocrates prennent bien soin de se tenir à distance du nationalisme. L'opposition catégorique posée entre la démocratie et le nationalisme constitue assurément le principal élément de distinction du mouvement démocratique russe par rapport à ses homologues dans les autres républiques soviétiques. Nous consacrons la troisième section du chapitre II à cet aspect singulier de leur pensée politique.

Les dirigeants réformistes, Gorbatchev en tête, constituent le troisième adversaire du mouvement démocratique. Dès l'apparition du mouvement démocratique, ce dernier se présente comme « radical » pour bien marquer ses distances à l'égard des réformes gorbatchéviennes, qu'il juge trop timides. La divergence, dans ce cas, ne porte pas tant sur des questions de principe que sur le rythme des réformes. Néanmoins, le mouvement démocratique entre souvent en opposition directe avec Gorbatchev, ne serait-ce que parce

peux renoncer à mes principes), dans laquelle elle défend l'héritage stalinien contre le « salissage » perpétré par les réformistes.

qu'il représente l'autorité du régime soviétique, et qu'il est soupçonné de se laisser influencer par les conservateurs communistes et par les nationalistes russes.

L'opposition à Gorbatchev marque aussi la distance entre le mouvement démocratique et le mouvement informel, dont il émerge en 1989 et auquel il succède au premier rang de la lutte pour la démocratie⁸. Les informels doivent leur nom au statut officiel accordé aux clubs qu'ils organisent pendant la première partie de la perestroïka, de 1986 à 1988. Contrairement au mouvement démocratique, ils défendent une idéologie réformiste et leur mode d'action politique mise sur la coopération avec les dirigeants soviétiques.

Bref, le mouvement démocratique se définit comme un front commun de militants qui ont la démocratie comme cause commune et qui, sur cette base, s'opposent à la nomenklatura, aux nationalistes et aux leaders réformistes. Il émerge du mouvement informel au cours de l'année 1989 et disparaît à la fin de 1991 lorsque, suite à l'effondrement du régime soviétique, ses profondes divergences internes apparaissent au grand jour. Le mouvement démocratique se fragmente alors en une multitude d'organisations opposées, pendant que la coalition Russie démocratique entame un irréversible déclin⁹. L'existence et l'action du mouvement démocratique se confondent donc avec la révolution anticommuniste, qui marque le renversement du système soviétique et l'établissement en Russie d'un nouveau régime qui se réclame de la démocratie. De fait, le mouvement démocratique constitue un acteur de premier plan lors de cette révolution, comme le confirme son rôle décisif à plusieurs moments clés : les élections soviétiques de 1989, les élections républicaines et locales de 1990, l'abolition de l'article 6 de la Constitution soviétique en mars 1990, le référendum du printemps 1991 sur la préservation de l'Union et la création de la présidence

⁸ En 1989 et 1990, le mouvement informel, relégué à la marginalité par le succès du mouvement démocratique et en partie absorbé par ce dernier, disparaît en tant que tel.

⁹ Il est difficile de dater précisément le moment de la disparition du mouvement démocratique, dans la mesure où son principal véhicule, Russie démocratique, persiste pendant encore quelques années à vouloir représenter l'ensemble des démocrates au-delà de leurs divergences idéologiques, alors même que la coalition est minée par la désaffection de nombreux partis. Nous nous appuyons pour notre part sur l'observation de Carole Sigman, selon laquelle l'expression « mouvement démocratique » cesse d'être utilisée dès l'automne 1991, pour laisser place à l'étiquette « démocrates ». Sigman, « Russie démocratique », p. 16.

russe, les élections présidentielles de l'été 1991 et finalement l'échec du putsch d'août 1991. Que l'acte même de fondation de la Russie postcommuniste, comme bien des décisions importantes de l'époque, ait pris forme dans les coulisses du pouvoir, loin de la base militante démocrate¹⁰ relève à notre avis de la modalité spécifique de cette fondation. Cela n'invalide donc pas notre proposition quant au rôle décisif du mouvement démocratique, dans la mesure où cette fondation non seulement tirait sa légitimité – et donc son effectivité – du soutien des militants démocrates, mais n'aurait tout simplement pas été possible sans leur mobilisation.

Le mouvement démocratique se distingue dans l'espace public par son identité politique, mais aussi par ses caractéristiques socio-économiques. Il convient d'en faire une brève présentation, afin de situer notre objet d'étude dans son contexte social. Si l'on se fie au corpus des militants de Moscou, les démocrates russes se distinguent de la population soviétique en général et de leurs prédécesseurs informels sous plusieurs aspects importants¹¹. Tout d'abord, l'émergence du mouvement démocratique en 1989 marque la montée sur la nouvelle scène politique d'une génération de militants nés avant 1947, tandis que les militants nés dans l'après-guerre perdent le statut largement dominant qu'ils occupaient dans le mouvement informel¹². Au-delà de ce trait générationnel, les démocrates russes partagent aussi une origine sociale commune, puisque 80 % d'entre eux sont définis, selon les termes des statistiques soviétiques officielles, comme des « spécialistes », c'est-à-dire qu'ils appartiennent au segment de la population qui a achevé des études supérieures et qui fait carrière dans des domaines professionnels ou techniques. Cette proportion est d'autant plus

¹⁰ Cela nous donne l'occasion de préciser que, dans le cadre du présent travail, le mouvement démocratique ne se résume en aucun cas à ses figures charismatiques, telles que Boris Eltsine. Nous traitons de la distinction entre le mouvement démocratique et les nouvelles élites politiques au chapitre I, p. 22-28.

¹¹ Les données citées sont tirées des études sociologiques de Carole Sigman et de Marc Garcelon, qui se basent tous deux sur l'échantillon des démocrates russes de Moscou. Cet échantillon ne peut représenter l'ensemble des démocrates russes de manière statistiquement valide, mais il donne néanmoins une bonne idée des caractéristiques sociales de ceux qui ont été aux premières lignes du mouvement démocratique, dans la mesure où la plupart des importantes luttes politiques ont été menées dans la capitale. Marc Garcelon, « The estate of change : The specialist rebellion and the democratic movement in Moscow, 1989-1991 », *Theory and Society*, vol. 26, no 1, p. 39-85 et Carole Sigman, *Clubs politiques et perestroïka en Russie : subversion sans dissidence*, Paris, Karthala, 2009.

¹² Pour un tableau comparatif des cohortes générationnelles, voir Sigman, *Clubs politiques*, p. 44.

significative que les spécialistes ne comptent que pour 28 % de la population totale de Moscou en 1989. Par contraste, les ouvriers ne représentent que 6,9 % des militants démocrates, tandis qu'ils comptent pour 35,3 % de la population de la ville¹³. Les militants démocrates russes sont donc principalement des scientifiques, des ingénieurs, des instituteurs, des docteurs, des artistes et des dirigeants d'entreprise.

Bien qu'ils ne fassent généralement pas partie de la nomenklatura à proprement parler, les démocrates sont issus de groupes sociaux dominants, ce qui en URSS se mesure en fonction du statut plutôt que du revenu : des sondages révèlent ainsi que les scientifiques forment le groupe le plus prestigieux de la société soviétique¹⁴. Les démocrates russes sont particulièrement nombreux à avoir terminé leur formation post-secondaire en sciences pures ou dans un domaine technique, si bien que l'on retrouve parmi eux une importante proportion d'ingénieurs rattachés à des entreprises de pointe ou au complexe militaro-industriel¹⁵. Ce détail paraîtrait anodin s'il n'avait un impact concret sur l'expérience politique de ces individus. Les études dans les domaines militaire et industriel débouchent sur des secteurs stratégiques de l'économie soviétique et sont ainsi plus étroitement contrôlées par le régime. Les démocrates russes, contrairement à leurs prédécesseurs informels demeurent donc étrangers aux foyers de pensée critique ou même dissidente qui se multiplient dans les années 1960-1970 dans le milieu des étudiants en sciences humaines et en art. Pour la plupart, ils n'ont jamais été en opposition, même clandestine, avec le pouvoir avant leur entrée dans le mouvement démocratique. Au contraire, la plupart sont bien intégrés dans l'appareil officiel, dont ils ont su utiliser les outils de promotion sociale, comme le service militaire volontaire, le militantisme au Komsomol ou l'adhésion au Parti¹⁶. Sur ce dernier point, mentionnons que 37 % des militants de Russie démocratique de Moscou sont membres du Parti, contre 7 % de la population de Russie¹⁷. Avant d'entrer en opposition directe avec le régime soviétique, les

¹³ Pour un tableau comparatif des proportions respectives des différentes couches sociales au sein de Russie démocratique à Moscou, voir Garcelon, p. 48.

¹⁴ Garcelon, p. 53.

¹⁵ Garcelon, p. 48, Sigman, *Clubs politiques*, p. 102.

¹⁶ Sigman, *Clubs politiques*, p. 102.

¹⁷ Garcelon, p. 49.

démocrates faisaient donc partie d'une couche bien intégrée et prestigieuse de la société soviétique¹⁸.

Les démocrates russes étaient-ils donc si désintéressés qu'ils ont privilégié leurs idéaux démocratiques au détriment de leurs intérêts matériels et de leur statut ? La situation est plus complexe, car les études réalisées auprès des immigrants en provenance de l'URSS dans les années 80 révèlent que ce sont les couches sociales privilégiées qui sont les plus insatisfaites du régime soviétique :

What is striking is [our] discovery that those who were disproportionately reaping the material benefits of Soviet socialist system in the late 1970s were, in general, the least satisfied members of that society. Those who lived in the most desirable cities, had the highest educational attainment, held the most skilled jobs, earned the top-level incomes, occupied the best housing, and dominated consumption in all markets reported themselves the least satisfied. This is in sharp contrast with the findings of the Harvard Project of the early 1950s, in which those who had been the most successful materially expressed the least dissatisfaction with the Soviet society.¹⁹

Si les spécialistes ont commencé leur carrière de manière très prometteuse, ils sont de plus en plus soumis à une forte concurrence sur le marché du travail, si bien que nombre d'entre eux occupent des postes d'un niveau inférieur à leurs qualifications et peinent à maintenir la position sociale héritée de leurs parents²⁰. Grâce à leurs revenus plus élevés, qui leur permettent de voyager à l'étranger et de se procurer des produits importés, ils sont aussi

¹⁸ Sigman fait à ce sujet la réflexion suivante : « On se trouve ainsi en apparence devant un paradoxe : ce sont des individus socialement bien intégrés, restés éloignés des lieux de pensée critique ou dissidente, qui sont les moteurs d'une radicalisation politique, d'un affrontement avec le régime, alors que des acteurs ayant commencé leur activité d'opposants bien avant la perestroïka préfèrent jouer la carte d'une coopération avec le pouvoir et d'une modération dans leur opposition. » *Clubs politiques*, p. 120.

¹⁹ Millar, James R. et Elizabeth Clayton, « Quality of life : Subjective measures of relative satisfaction », p. 56. Chap. in *Politics, work and daily life in the USSR : a survey of former Soviet citizens*, sous la dir. de James Millar. New York, Cambridge University Press, 1987; cités dans Garcelon, p. 53.

²⁰ Entre 1959 et 1981, le nombre de citoyens ayant poursuivi des études supérieures augmente de 8,8 à 19,8 millions, si bien qu'en 1984, un travailleur sur quatre est considéré comme un « spécialiste ». Données tirées de Garcelon, p. 52.

plus au fait que le reste de la population de la stagnation du niveau de vie en URSS, par contraste avec l'essor économique des pays capitalistes²¹.

Les facteurs sociaux que nous avons exposés brièvement contribuent à expliquer les raisons qui ont amené cette partie de la population à entrer en opposition avec le régime, de même que les raisons pour lesquelles elle ne le fait que tardivement, au moins quatre ans après le début de la perestroïka. Relativement insatisfaits du régime, les futurs démocrates connaissent peu les idées subversives de la dissidence ou même les idées réformistes de l'époque du dégel; ils ne se joignent à la lutte pour la démocratie qu'au moment où les informels l'ont déjà propulsée au centre de l'espace public. Ils prennent alors le relais et impriment au camp de la démocratie une nouvelle direction, plus ouvertement oppositionnelle. Ceci dit, il importe de souligner que ces facteurs ne peuvent expliquer à eux seuls le contenu de la pensée politique du mouvement démocratique. Comme nous l'expliquons au chapitre I, nous considérons que la pensée politique comporte une part d'autonomie et ne peut donc se résumer à la somme des déterminismes issus de son contexte de production. Il serait cependant tout aussi illusoire de postuler son indépendance absolue, comme un domaine de l'esprit déconnecté du monde réel. C'est pourquoi nous avons tenu à présenter la situation socio-économique du mouvement démocratique, partie intégrante de la réalité dans laquelle s'inscrit son action politique.

Le mémoire comporte quatre chapitres. Le premier chapitre propose une revue de la littérature qui situe notre approche de la pensée politique des démocrates parmi les interprétations les plus courantes et les plus pertinentes de la révolution anticommuniste dans le monde académique. À la suite de quoi, nous exposons les grandes lignes de notre cadre théorique, inspiré des thèses d'Arendt sur la révolution moderne. Les trois chapitres suivants, qui forment le cœur du travail, sont consacrés à trois aspects importants de la pensée

²¹ Peter Reddaway et Dmitri Glinski mentionnent à ce sujet l'exemple de Nikolaï Travkine, dirigeant du Parti démocratique de Russie, qui déclare avoir perdu sa foi dans le socialisme lors d'un passage dans un supermarché suédois, alors qu'il visitait le pays au sein d'une délégation du Parti. *The tragedy of Russia's reforms : market bolshevism against democracy*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press, 2001, p. 165.

politique des démocrates russes, soit la légitimité du régime démocratique, la légitimité de l'action révolutionnaire et la conception du pouvoir en démocratie.

Le deuxième chapitre porte sur la fondation de l'autorité, c'est-à-dire la construction par les démocrates russes des bases d'une légitimité durable pour le régime démocratique auquel ils aspirent. D'où vient, pour ces acteurs, la supériorité du régime démocratique sur le régime soviétique ? Pour répondre à cette question, nous poursuivons quatre pistes de réflexion, inspirées des sources de légitimité les plus communément revendiquées dans les révolutions russes et occidentales, à savoir la nécessité historique, la cause nationale, l'intérêt du peuple et la raison scientifique. Les militants du mouvement démocratique russe se positionnent de manière très nette par rapport à ces sources d'autorité, parfois pour s'en réclamer, parfois pour les rejeter vivement. Au total, notre analyse révèle chez ces acteurs une conception particulière de la démocratie, bien plus complexe que le simple rejet du totalitarisme. Nous tâchons d'en souligner les idées phares et les paradoxes, qui tracent les contours et les limites du régime démocratique envisagé à cette époque.

Le troisième chapitre porte sur la conception des démocrates russes de la légitimité de l'action révolutionnaire, ce qui, selon Arendt, relève de la vertu politique. Nous présentons les principaux paramètres du code éthique qui valide l'action politique du mouvement démocratique : quels comportements sont valorisés et lesquels sont rejetés comme contraires aux principes du mouvement ? Jusqu'où la promotion de la démocratie peut-elle aller ? Si les normes communément admises au sein du mouvement varient dans leur application concrète, elles constituent néanmoins un puissant révélateur du rapport subjectif qu'entretiennent les démocrates russes à l'égard de leur action. À cet égard, l'étude de la conception de la vertu politique éclaire les motifs de l'adhésion aux sources de légitimité indiquées au chapitre précédent, de même que le choix de leur mode d'action particulier.

Le quatrième chapitre est consacré à la fondation du pouvoir, soit le processus de création d'un système de pouvoir stable. Le type de proposition apportée à cet effet dépend de la nature de l'entreprise envisagée par le mouvement démocratique : s'agit-il de limiter le pouvoir politique de manière à préserver les droits civils et le bien-être privé ou plutôt de

suspendre ces libertés pour permettre à la révolution de surmonter tous les obstacles à sa réalisation complète ? À moins qu'il ne s'agisse d'une combinaison des deux ? Entre le gouvernement limité, la tyrannie révolutionnaire et la démocratie républicaine, les démocrates russes sont conduits à établir leurs priorités entre la tranquillité individuelle et la participation aux affaires publiques.

Nous terminons le présent mémoire par une réflexion sur le destin de la fondation de la démocratie en Russie, à la lumière des éléments soulevés dans les chapitres précédents. Nous cherchons à voir quels liens l'on peut établir entre la relative tolérance des démocrates russes à l'égard de la persistance d'éléments autoritaires en Russie postcommuniste et leur pensée politique à l'époque de la révolution qui lui donne naissance.

CHAPITRE I

ENJEUX THÉORIQUES

Nous nous proposons d'interpréter la révolution anticommuniste en Russie à partir de la pensée politique du mouvement démocratique. Cela nous conduit à contester deux idées couramment admises dans la littérature académique sur le sujet. La première de ces idées stipule que l'action politique obéit à des mécanismes déterminés et prévisibles, ce qui confine la pensée politique, telle que nous l'avons définie en introduction, au rang d'épiphénomène. Concrètement, cela signifie qu'il n'est pas nécessaire d'étudier ce que les acteurs pensent pour comprendre leurs actions; il suffit d'en *présumer* les motivations à partir d'une définition normative de ce qu'ils devraient normalement penser compte tenu de leurs conditions socio-économiques ou de la structure des opportunités politiques. La seconde idée, qui porte précisément sur l'interprétation de la révolution anticommuniste, pose que le mouvement démocratique n'a joué qu'un rôle mineur dans cet événement par rapport aux élites politiques qui tenaient les rênes du pouvoir. Dans ce chapitre, nous portons un regard critique sur les interprétations de la perestroïka et de la révolution anticommuniste qui reposent sur l'une ou l'autre – ou la combinaison – de ces deux idées, afin de démontrer leur insuffisance théorique et explicative. Nous tâchons de démontrer que ces interprétations, si elles éclairent les conditions de l'action politique à cette époque, demeurent insuffisantes lorsqu'il s'agit de comprendre sa signification. À la suite de quoi, nous nous penchons sur des ouvrages qui examinent la pensée politique des démocrates, dans le but d'en cerner les mérites et les limites par rapport à la problématique de la fondation. Nous concluons ce chapitre par une présentation de notre cadre théorique, inspiré des thèses de Hannah Arendt sur la révolution moderne.

1.1 CONTRE DEUX IDÉES REÇUES

1.1.1 La pensée politique comme épiphénomène

Dans les études académiques consacrées à la politique communiste et postcommuniste, fortement dominées par la science politique américaine, l'interprétation de la perestroïka russe est principalement formulée à partir des paradigmes de la *transition* et de la *modernisation*¹. Certes, l'application à la politique russe de ces modèles théoriques, initialement élaborés dans des champs d'études qui lui sont étrangers², n'est pas dogmatique et uniforme; bien des auteurs empruntent des concepts à la transitologie et aux théories de la modernisation sans les endosser entièrement. Néanmoins, ces interprétations ont un certain nombre de traits communs, parmi lesquels un désintérêt manifeste pour l'étude de la pensée politique. L'action politique, pense-t-on, obéit à un principe qui est donné et qui peut donc être connu a priori. Généralement, il s'agit d'un principe utilitariste³ : les acteurs politiques sont réputés agir de manière normale lorsqu'ils sont motivés par la maximisation de leurs intérêts, qu'ils soient matériels ou symboliques, individuels ou collectifs. Selon cette logique, les actions qui ne sont pas « utiles » s'expliquent par la distorsion cognitive induite sur le

¹ Dans le cadre d'une recension détaillée de la littérature académique sur la transition postcommuniste, Jordan Gans-Morse objecte que ces paradigmes ne dominent pas empiriquement la discipline si l'on se fie au nombre d'articles qui s'en réclament explicitement. Or, le point de départ de son analyse est le constat de la *perception généralisée* de leur domination, qui en fait les repères incontournables de la discipline. C'est à cette forme de domination que nous faisons référence. Voir Jordan Gans-Morse, « Searching for Transitologists: Contemporary Theories of Post-Communist Transitions and the Myth of a Dominant Paradigm », *Post-Soviet Affairs*, 2004, vol. 20, no 4, p. 320-349.

² Dans le cas des théories de la modernisation, les auteurs américains se réfèrent principalement aux travaux d'économie politique et de sociologie comparée réalisés sur les conditions de développement de la démocratie et du capitalisme dans les pays du Tiers Monde. Dans le cas des théories de la transition, elles ont servi à la modélisation de la « troisième vague » de démocratisation, qui a eu lieu dans les années 1970 et 1980 en Europe méridionale et en Amérique du Sud. L'ouvrage canonique de ce modèle est celui de Guillermo O'Donnell et de Philippe C. Schmitter : *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, John Hopkins University, 1986. C'est à l'application de ce modèle que renvoie le terme « transitologie ».

³ Il y a des exceptions : pour un cas de déterminisme non utilitariste, voir plus loin (p. 17) le cas de Marc Ferro, *Les origines de la perestroïka*, Paris, Ramsay, 1990.

jugement par des « valeurs », conçues comme un ensemble d'idées héritées. Les explications divergent ensuite quant au niveau de détermination que l'on doit accorder à ces valeurs dans le contexte spécifique d'un changement de régime. D'une part, les analystes de la révolution anticommuniste qui se réclament des théories de la modernisation considèrent que l'action politique est fortement déterminée par les valeurs des acteurs politiques, qui sont en cela conditionnés par le niveau de développement socio-économique de leur milieu de socialisation. D'autre part, les auteurs qui se revendiquent du modèle de la transitologie avancent que le contexte exceptionnellement trouble des périodes de transition produit un relâchement de l'influence des diverses contraintes structurelles sur les acteurs politiques, qui retrouvent alors leur naturel calculateur. La dynamique du changement politique relève alors d'un jeu d'interactions stratégiques. Au-delà de cette différence de principe, il n'est pas rare de croiser dans la littérature une forme de combinaison des deux paradigmes : les valeurs expliquent les développements à long terme, comme l'avènement de la perestroïka ou encore les perspectives de consolidation de la démocratie, tandis que les choix stratégiques des acteurs expliquent les actions politiques singulières pendant la période de transition⁴. Assurément, poser le caractère stratégique de l'action politique permet à l'analyste de concentrer son attention sur la dimension économique de la vie politique. Les exemples qui suivent montrent cependant que cette position théorique conduit trop souvent à des simplifications abusives de la pensée des acteurs, ce qui au bout du compte ne rend pas service à la compréhension du phénomène politique à l'étude.

Dans *What Went Wrong with Perestroika*, Marshall Goldman se penche sur les causes de l'échec de la perestroïka dans une perspective modernisatrice qui accorde un rôle prédominant aux conditions économiques. Selon lui, les conditions structurelles contradictoires de l'URSS condamnaient l'entreprise de Gorbatchev à l'échec : le niveau de développement économique rendait la réforme inévitable, mais la socialisation autoritaire des

⁴ L'argument se retrouve chez le transitologue Michael McFaul, qui tend la main aux théories de la modernisation dans « The Fourth Wave of Democracy and Dictatorship : Noncooperative transitions in the Postcommunist World », *World Politics*, vol. 54, no 2 (janvier 2002), de même que chez Jerry Hough, qui parcourt le même chemin en sens inverse, à partir des théories de la modernisation : *Democratization and Revolution in the USSR, 1985-1991*, Washington D.C., Brookings Institution, 1997). Nous nous penchons sur ces ouvrages un peu plus loin dans ce chapitre.

citoyens soviétiques les rendaient impropres à la démocratisation. La perestroïka trouvait donc sa limite là où commençait la glasnost, c'est-à-dire dans la tête des principaux intéressés. Pour Goldman, la pensée politique est « pragmatique » ou « idéologique ». Le drame de la réforme gorbatchévienne réside dans l'incapacité des acteurs politiques – et en premier lieu les dirigeants réformateurs – à sortir de leur « cocon idéologique »⁵ et à discerner les choix qu'imposaient les circonstances. L'auteur n'accorde que très peu d'intérêt aux idées politiques, mais il ressort clairement de son argumentation que l'« idéologie » est associée aux principes de la planification économique et le « pragmatisme », aux mesures qui favorisent le libre marché. Une telle vision économiciste n'est cependant pas le fait de tous les tenants des théories de la modernisation. Un autre argument modernisateur consiste à associer la diffusion des idéaux démocratiques à l'élévation générale du niveau d'éducation de la population soviétique. Dans *Les origines de la perestroïka*, Marc Ferro cherche – avec raison – à déboulonner le mythe d'un État totalitaire figé pour toujours dans un conformisme plat. Pour illustrer l'avancement de la société soviétique, il présente les démocrates comme une élite éclairée, porteuse de changement :

[...] ce sont eux [cadres, architectes, médecins, journalistes] qui l'ont emporté sur les représentants de l'ordre ancien, assurant la victoire des chantres de la glasnost et de la perestroïka qui ne pouvaient plus supporter, vu leur éducation, le carcan d'une idéologie sclérosée.⁶

Quant aux ennemis de la perestroïka, il faut les chercher dans l'appareil bureaucratique et dans les classes populaires, qui restent attachées aux valeurs inculquées par le régime et qui craignent l'avenir incertain promis par les démocrates. La corrélation entre la hausse du niveau d'éducation et la prise de distance à l'égard de l'idéologie officielle est argumentée de manière intéressante par Ferro : il mentionne notamment la multiplication au sein du système soviétique d'aires d'autonomie qui favorisent la diffusion d'idées contestataires. C'est cependant pousser trop loin le raisonnement que de présumer, sans étudier leur pensée, que les actions politiques de la « nouvelle intelligentsia » sont autant d'étapes dans

⁵ Marshall I. Goldman, *What Went Wrong with Perestroika*, New York, Norton, 1991, p. 95.

⁶ Marc Ferro, p. 87.

l'établissement de la « normalité démocratique » telle qu'on la retrouve en Occident⁷. Ferro, au bout du compte, produit un portrait mental de la perestroïka aussi sommaire que celui de Goldman : d'une part des réformateurs à l'esprit moderne – démocrates pour l'un, pragmatiques pour l'autre – et d'autre part des conservateurs enracinés dans l'idéologie⁸.

Pareille évaluation simpliste de la pensée politique se retrouve aussi chez les analystes de la perestroïka qui se réclament de la transitologie. Ainsi, Russell Bova, l'un des premiers à appliquer ce modèle au monde communiste⁹, classe les acteurs de l'époque sous les étiquettes « conservateurs », « réformistes » et « radicaux ». Comme Bova ne se penche pas sur la pensée des acteurs et qu'il considère par ailleurs que les facteurs structurels n'exercent pas une influence déterminante sur la dynamique politique, il faut en conclure que ces étiquettes sont essentiellement des positions stratégiques. Le choix des termes suggère néanmoins que les acteurs s'orientent dans la lutte politique par rapport à une certaine définition normative

⁷ *Ibid.*, p. 104. Pour défendre ce point, il n'est pas suffisant de présenter la nouvelle intelligentsia comme « une nouvelle société soucieuse de modernité, tournée vers les démocraties occidentales » (p. 89), puisque le sens accordé à la modernité et à la démocratie occidentale en Russie soviétique n'est en rien évident.

⁸ Le penchant des théories de la modernisation à présumer les motifs de l'action politique des esprits « modernes » n'est pourtant pas inéluctable. Moshe Lewin (dans *La grande mutation soviétique*, Paris, La Découverte, 1989), par exemple, formule une théorie de la modernisation en URSS qui parvient à éviter ce piège. Comme Ferro, Lewin considère que la société soviétique s'est transformée de manière décisive depuis l'époque de Staline : « Aujourd'hui, ce sont des citoyens urbanisés et correctement instruits, non des paysans arriérés, qui constituent le groupe démographique le plus important » (p. 188). Comme Ferro encore, il associe à cette transformation sociale une transformation idéologique profonde : « C'est ainsi que les habitudes et les modes de pensée de la culture rurale [coexistent maintenant] avec les mœurs et la culture de l'ère scientifique et technologique moderne » (*Ibid.*). Or, selon Lewin, la modernisation des mentalités n'implique pas l'émergence nécessaire d'une forme politique précise, mais tout au contraire la diversification et la complexification des formes imaginées. La société civile soviétique – terme qui lui a d'ailleurs été reproché – est selon lui une « réserve infinie de spontanéité » (p. 189). Le passage à la modernité, pour lui, implique l'éclatement du dogme et l'ouverture du possible, et non pas le triomphe d'un idéal proprement « moderne ». À cet égard, son ouvrage est remarquable de modestie : il reconnaît à plusieurs reprises son ignorance concernant la pensée politique des divers groupes sociaux (p. 13, 191, 192) et s'interdit pour cette raison de tirer des conclusions quant aux motifs de leur action et au destin de la perestroïka – qui demeurerait inconnu au moment de la publication de son livre en 1989.

⁹ Il se réfère explicitement au modèle élaboré par O'Donnell et Schmitter : « Transition from communism may [...] be usefully viewed as a sub-category of a more generic phenomenon of transition from authoritarian rule ». Russell Bova, « Political dynamics of the Post-communist Transition: A Comparative Perspective », *World Politics*, vol. 44, no 1 (octobre 1991), p. 113.

du changement politique. Bova se refuse à donner cette définition, car il considère qu'elle ne joue pas un rôle significatif dans la forme politique qui résulte de la transition. La démocratie, pour lui, ne se bâtit pas sur la base d'idéaux démocratiques, mais repose sur un compromis institutionnel entre des partis qui poursuivent des buts particuliers¹⁰. Cette vision n'est cependant pas partagée par Michael McFaul qui, onze ans après Bova, modifie le paradigme de la transition pour tenir compte des ratés de la démocratisation dans le monde postcommuniste¹¹. Il s'attache, entre autres, à démontrer l'influence déterminante de l'idéologie des réformateurs sur le régime établi au terme de la transition. Son intérêt pour l'idéologie ne dépasse cependant pas cette déclaration de principe : il distingue les principes démocratiques et les principes autoritaires sans en remettre en question le sens. Il se refuse par ailleurs à étudier l'origine de ces idées, car cette genèse est historiquement contingente et ne peut être généralisée sous la forme d'un modèle universellement transposable pour la pratique de la politique comparée.

Les jugements sommaires sur la pensée politique de la perestroïka ne sont pas l'apanage exclusif du modèle de la transition et des théories de la modernisation. En effet, l'analyse du mouvement d'opposition révolutionnaire russe par Steven Fish dans son ouvrage *Democracy from Scratch* parvient à un résultat semblable à partir de bases théoriques différentes, soit une interprétation néo-marxiste du régime totalitaire¹². Pour Fish, le régime soviétique repose sur un pacte de domination visant à la préservation de l'État et des intérêts qu'il protège. Il s'oppose en cela à l'interprétation du totalitarisme qui souligne le rôle

¹⁰ Il s'agit d'un argument classique de la transitologie. « Democracy emerges not because it is the object of the politicians' collective ambition but because it is a practical compromise among politicians blocked from achieving their particular objective » Philip Roeder, « Transitions from Communism: State-Centered Approaches », p. 209. Chap. in *Can democracy take roots in Post-Soviet Russia?*, sous la direction de Harry Eckstein, Frederic Fleron, Erik Hoffman et William Reisinger. Lanham, Rowman and Littlefield, 1998; cité dans McFaul, *The Fourth Wave*, p. 219.

¹¹ Dans *The Fourth Wave*, Micheal McFaul propose de considérer les transitions dans le monde postcommuniste comme une « quatrième vague », distincte de la « troisième vague » de démocratisation qui aurait déferlé sur l'Amérique du Sud et l'Europe méridionale.

¹² Steven Fish, *Democracy from Scratch: opposition and regime in the new Russian Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1995. L'auteur s'appuie en particulier sur l'ouvrage de Ferenc Fehér, Agnes Heller et György Markus : *Dictatorship over Needs*, Oxford, Blackwell, 1983. Fish ne se réclame pas lui-même de l'étiquette néo-marxiste.

prépondérant de l'idéologie¹³. Pour Fish, les tenants de cette interprétation du totalitarisme, de même que tous les auteurs qui expliquent l'action politique des divers groupes sociaux par certaines structures idéelles, ont le défaut de projeter sur la société les traits qu'ils attribuent au régime, soit son extrême idéologisation. Pour combattre cette tendance, Fish propose de distinguer les attitudes officielles des attitudes sociétales. En soi, cet argument nous paraît fort valable, car il invite à l'étude sérieuse de la pensée politique de la population soviétique, au-delà des catégories idéologiques véhiculées par la propagande du régime. Ce n'est pourtant pas ce que fait Fish, qui se sert plutôt de cet argument pour condamner *toute* étude des attitudes et des croyances, et pour postuler l'indépendance idéologique des acteurs sociaux. Ces derniers sont pour lui des entrepreneurs dont l'action s'inscrit dans des « structures d'opportunités politiques »¹⁴. Or, le recours à ce postulat utilitariste l'empêche de s'interroger sur la signification de l'action politique en général et de la démocratie en particulier au sein du mouvement démocratique. En l'absence de toute étude de la pensée politique, l'affirmation selon laquelle ce mouvement « sought change in the direction of liberal or social democracy as these terms are commonly understood in the West »¹⁵ relève davantage de l'espoir que de l'argument.

Les analyses de la perestroïka et de la révolution anticomuniste qui ramènent le paysage mental de l'époque à une distinction entre ceux qui sont favorables au passage à la démocratie – ou au marché – et ceux qui lui sont hostiles, nous paraissent donc insuffisantes, et ce, sous deux aspects. Premièrement, cette dichotomie est grossièrement simplificatrice au regard du portrait de la pensée politique de la perestroïka qu'en brossent les études qui se sont sérieusement penchées sur cette question¹⁶ : comment distinguer a priori les réformateurs des conservateurs, si tous les acteurs se considèrent comme des réformateurs et presque tous

¹³ C'est la position d'Alain Besançon, qui définit le régime soviétique comme une « idéocratie ». Voir « De la difficulté de définir le régime soviétique ». Chap. in *Présent soviétique et passé russe*, Paris, Hachette, 1980. Dans une perspective semblable, Martin Malia désigne ce régime comme une « partocratie idéocratique ». Voir *La tragédie soviétique. histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris, Seuil, 1995, p. 625.

¹⁴ Fish, p. 27.

¹⁵ *Ibid.*, p. 28.

¹⁶ Ces études font l'objet de la seconde partie de ce chapitre, p. 28-34.

comme des démocrates, mais dans des sens souvent radicalement différents¹⁷ ? Deuxièmement, cette dichotomie écarte la question essentielle du sens de l'action politique et plus particulièrement de la poursuite de la démocratie. Les démocrates russes, présume-t-on, conçoivent la démocratie telle qu'elle est généralement définie en Occident. Nous ne pouvons que nous inscrire en faux contre la forme naïve de téléologie qu'implique ce raisonnement : l'évolution des mentalités en Russie serait le reflet plus ou moins fidèle du développement normal des sociétés, et son originalité résiderait donc... dans le retard qu'elle accuse sur le modèle original¹⁸. Bien souvent, ce postulat demeure implicite dans le raisonnement, mais il lui arrive aussi de paraître au grand jour, vêtu des oripeaux grandioses de la « fin de l'histoire ». C'est le cas notamment du transitologue Michael McFaul qui, dans ses écrits, se dit en accord avec le théoricien de la modernisation Francis Fukuyama sur le point suivant : « the final endpoint for all countries is the same – liberal, capitalist democracy »¹⁹. Bien sûr, les auteurs qui analysent la perestroïka à partir des concepts de la transitologie et des théories de la modernisation se défendent bien de prédire l'issue du changement politique; leurs analyses regorgent de remarques prudentes sur le caractère contingent de ces événements complexes. Cette prudence les honore, mais n'empêche pas plusieurs d'entre eux d'accoler aux acteurs politiques des étiquettes idéologiques qui en révèlent davantage sur leurs propres présupposés téléologiques que sur les acteurs en question. Une étude substantielle de la pensée politique permettrait de mieux comprendre la médiation subjective effectuée par les acteurs politiques entre les facteurs structurels décrits par les théories de la modernisation et

¹⁷ La critique de la dichotomie réformateurs – conservateurs est particulièrement vive chez les analystes qui combattent l'idée d'une issue nécessaire à la perestroïka et qui mettent l'accent sur ses alternatives oubliées. C'est le cas de Reddaway et Glinski, qui affirment: « if the promise of democratization turned sour [...] it was clearly not because of the explicit resistance of some antidemocratic dark forces but, rather, because of a profound but rarely recognized discord among the different – and occasionally irreconcilable – views of democracy in Russia », p. 48.

¹⁸ Toute téléologie n'est pas naïve, comme l'illustre le cas de Moshe Lewin, cité précédemment (p. 18, note 8). Nous n'avons pas la prétention d'étendre le reproche de simplification à toute forme de philosophie de l'histoire.

¹⁹ Michael McFaul, « Lessons from Russia's Protracted Transition from Communist Rule », *Political Science Quarterly*, vol. 114, no 1 (printemps 1999), p. 112.

la dynamique politique concrète décortiquée par les transitologues, mais aucun des auteurs mentionnés plus haut ne semble sensible à l'importance de ce genre d'exercice²⁰.

1.1.2 La prédominance des élites politiques

L'explication d'un événement requiert l'identification de ses causes. Elle implique pour ce faire de distinguer les facteurs déterminants de ceux qui sont accessoires, et les analystes qui cherchent avant tout à *expliquer* le déroulement de la perestroïka se sont naturellement intéressés aux principaux acteurs du changement politique en URSS. Dans la plupart des cas, le premier rôle a été attribué aux élites politiques, reléguant les acteurs politiques de la société civile – dont le mouvement démocratique – à un rôle mineur. Certes, les mouvements populaires russes souffrent de la comparaison avec leurs homologues d'Europe de l'Est ou des pays baltes. Le mouvement démocratique russe, en particulier, n'a jamais pris une forme aussi organisée que Solidarnosc et n'a pas agi de manière aussi directe sur le destin du pays. En Russie, le mouvement demeure dans l'ombre de ses leaders charismatiques, souvent issus des anciennes élites politiques (voir chapitre IV). À partir de ce constat, certains ont conclu que le mouvement démocratique a été somme toute un acteur relativement insignifiant et qu'il pouvait donc être légitimement écarté de l'explication des événements. C'est la conclusion à laquelle parviennent Jerry Hough, Robert English et Archie Brown, dont les études portent sur la pensée politique de la perestroïka à partir de l'évolution intellectuelle des sphères dirigeantes. Ces études présentent des conclusions intéressantes concernant la diffusion d'idées contestataires dans les couches dominantes de l'Union soviétique avant la perestroïka, lorsque toute mobilisation politique était interdite. Elles nous semblent cependant de peu d'utilité lorsqu'il s'agit de comprendre la dynamique de la révolution anticommuniste, car l'attention exclusive portée sur les élites ne tient pas compte de l'interaction complexe qui s'établit dans le nouvel espace public entre les dirigeants et la société civile, au gré des

²⁰ Soyons justes : les théories de la modernisation, dans la mesure où elles s'abstiennent de présumer les motifs de l'action politique, peuvent légitimement choisir de ne pas s'intéresser à la pensée politique et se concentrer sur l'étude de facteurs structurels. Par contre, il nous semble ironique que les transitologues puissent se désintéresser d'une manière aussi flagrante de la pensée des acteurs politiques et se revendiquer en même temps d'une approche centrée sur l'acteur.

élections, des référendums, des manifestations, des grèves et des pétitions. Nous verrons que les auteurs qui choisissent de ne pas tenir compte de cette interaction se trouvent bien en peine d'expliquer l'action politique révolutionnaire, ce qui contraste avec la finesse de leur analyse des origines intellectuelles de la perestroïka.

Dans *Democratization and Revolution in the USSR*, Jerry Hough semble à première vue s'en tenir aux paradigmes de la transition et de la modernisation. Selon lui, l'issue révolutionnaire de la perestroïka s'explique par les « actions » et les « valeurs » des acteurs, les premières définies comme des choix stratégiques et les secondes, comme des croyances héritées. Pour expliquer l'abandon des secondes au profit des premières, il emprunte à l'étude comparative des révolutions de Crane Brinton la thèse de la perte de confiance des élites : c'est parce que les dirigeants ont cessé de croire que le régime servait leurs intérêts qu'ils ont décidé d'y mettre fin, ce qui déclencha en URSS une « révolution des bureaucrates »²¹. Cette thèse le conduit à étudier les idées politiques des dirigeants soviétiques. Il fait alors le constat suivant : les mesures préconisées par les leaders antisoviétiques qui participent à la fondation de la Russie postcommuniste sont par leur radicalisme – refus des compromis, volonté prométhéenne de transformation totale de la société – en continuité avec les idées avancées dès le début de la perestroïka par les dirigeants réformistes²². Ce constat soulève la question de l'origine de la pensée politique des démocrates et, en particulier, de sa relation avec l'idéologie soviétique réformatrice, qui ne serait pas marquée par une opposition aussi nette que ne le présument les auteurs examinés à la section précédente. Hough propose quelques pistes d'explication à ce sujet lorsqu'il évoque l'origine intellectuelle commune de l'économie politique libérale et du marxisme soviétique, de même que les contacts de plus en plus fréquents des dirigeants soviétiques avec l'Occident. Malheureusement, Hough ne développe pas sa pensée sur les sources idéologiques de la pensée politique des démocrates et

²¹ Hough, p. 1. L'ouvrage de Crane Brinton est *The anatomy of Revolution*, New York, Norton, 1938.

²² Pour une étude approfondie du messianisme de la politique gorbatchévienne, voir Jacques Lévesque, « The Messianic Character of Gorbachev's "New Thinking" : Why and What for ? ». Chap. in *The Last Decade of the Cold War : From Conflict Escalation to Conflict Transformation*, sous la direction d'Olav Njolstad, p. 159-176. London; New York, Frank Cass, 2004.

consacre la plus grande partie de son ouvrage à la dimension stratégique de l'action politique révolutionnaire.

Dans leurs travaux, Robert English et d'Archie Brown²³ rejettent à la fois les postulats utilitaristes selon lesquels l'action politique s'expliquerait par la maximisation des intérêts et le déterminisme structurel en vertu duquel les hommes obéiraient à des mécanismes qui les dépassent. Les deux auteurs s'entendent pour considérer la perestroïka comme la réalisation par les dirigeants soviétiques d'un programme fondé sur une nouvelle vision de la société. Cette perspective les amène à effectuer des analyses approfondies sur la genèse de ces nouvelles idées sous le régime soviétique. Comment une pensée aussi radicalement réformatrice peut-elle émerger d'une structure politique qui interdit toute altérité d'opinion ? Voilà la question qu'ils soulèvent, et à laquelle ils apportent des conclusions fort différentes. Robert English observe dans l'URSS post-stalinienne une lutte entre deux visions du monde mutuellement exclusives, soit l'ancienne pensée, « hostile et isolationniste », marquée par l'anticapitalisme et le nationalisme xénophobe, et la nouvelle pensée, « globale et intégrationniste », fondée sur l'idée d'un monde unifié autour de valeurs universelles. Après avoir été longtemps l'apanage exclusif d'une minorité d'intellectuels, soutient English, la nouvelle pensée triomphe finalement et définitivement de l'ancienne en 1986, lorsque Gorbatchev et ses conseillers y adhèrent. Selon English, l'emprise de la nouvelle pensée sur les élites politiques reste prépondérante tout au long des années qui suivent : elle inspire les actions politiques non seulement de Gorbatchev, mais aussi d'Eltsine et de Poutine, qui tous veulent faire participer la Russie à un ordre mondial libéral. Bien que cette analyse témoigne d'un effort réel pour comprendre la pensée des acteurs, elle nous paraît peu convaincante. English présente la nouvelle pensée comme une vision normative basée sur des croyances philosophiques fondamentales sur l'ordre du monde, mais on ne peut que demeurer rêveur devant la diversité des formes concrètes que peut prendre la « véritable

²³ Nous nous penchons en particulier sur les ouvrages suivants : Robert D. English, *Russia and the Idea of the West: Gorbachev, intellectuals and the end of the Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000; Archie Brown, *Seven Years that Changed the World : Perestroika in Perspective*, Oxford; New York, Cambridge University Press, 2007.

démocratie » liée à cette « Weltanschauung libérale »²⁴ : le soviétisme réformé poursuivi par Gorbatchev avant 1988, la social-démocratie prônée par Gorbatchev après 1988, l'« arrogante oligarchie corrompue » établie par Eltsine et la politique de renforcement de l'État entamée par Poutine²⁵. À vrai dire, la nouvelle pensée semble avant tout définie par English comme la négation de l'idéologie soviétique²⁶, plutôt que par un contenu normatif spécifique, ce qui tout compte fait n'apporte que peu de lumière sur l'évolution de la pensée politique en Russie une fois consommée la rupture avec l'idéologie officielle.

Archie Brown, pour sa part, décrit l'émergence des idées réformatrices comme le résultat d'une transformation sémantique graduelle à l'intérieur de l'idéologie soviétique. Selon lui, dans un contexte où les idées dissidentes ne peuvent s'exprimer publiquement, l'innovation conceptuelle s'effectue par la subversion des concepts officiels, c'est-à-dire par une modification substantielle de leur signification au sein même des institutions officielles. Les idées contestataires qui sont à l'origine de la perestroïka ne tirent donc pas leur origine de la dissidence, dont l'influence est quasiment nulle à partir de la fin des années 1970 (voir chapitre II), mais du révisionnisme qui s'est développé à l'intérieur du parti-État. C'est ainsi qu'apparaissent en 1985 et 1986 de nouveaux concepts dans le discours politique soviétique, comme le « pluralisme socialiste », les « modèles du socialisme » et l'« État de droit », qui ouvrent un nouvel espace pour l'action politique²⁷. Dans ce sens, l'approche de Brown à l'égard de la pensée politique est très semblable à celle qui guide le présent mémoire. Contrairement à English, qui semble considérer les *idées* politiques comme des constructions

²⁴ Robert English, « The Sociology of New Thinking : Elites, Identity Change, and the End of the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, no 2, 2005, p. 66.

²⁵ English, *Russia and the Idea of the West*, p. 235.

²⁶ Cette impression est renforcée par l'insistance d'English à souligner l'opposition absolue des deux systèmes de croyances, dont les combinaisons sont qualifiées de « dissonantes » (*Ibid.*, p. 205). Ce jugement est d'autant plus contestable qu'il implique que la pensée de tous les acteurs politiques, à l'exception de celle des dissidents les plus intransigeants et des néo-staliniens les plus bornés, est restée « dissonante » jusqu'en 1988, ce qui en soi tend à invalider cette thèse d'un jeu à somme nulle entre les deux visions du monde.

²⁷ « [These concepts] help to open up space for new political activity and provide a theoretical underpinning for some of the concrete reforms that the more radical interpreters of perestroika are attempting to implement », Brown, p. 110.

objectivables relativement fixes qui ne peuvent qu'être adoptées ou rejetées, Brown s'intéresse véritablement à la *pensée* politique, comme mode subjectif d'interprétation des idées politiques. Cette approche éclaire le processus de construction idéologique, car elle restitue la médiation qui s'effectue entre la structure mentale collective et l'action politique concrète. Aussi, nous ne pouvons que regretter l'attention exclusive que porte Brown à la pensée politique des élites dirigeantes, et le peu de cas qu'il fait du mouvement démocratique. Ce désintérêt s'explique par la distinction ferme qu'il établit entre la dynamique réformatrice de la perestroïka gorbatchévienne (1985-1988) et la dynamique destructrice de la période qui suit (1989-1991). La première apparaît comme une entreprise consciente et préméditée des dirigeants soviétiques réformateurs pour mettre fin au système communiste²⁸. Par contraste, la seconde période, qui fait suite à la perte de contrôle des réformateurs, se présente essentiellement comme une période de désintégration de l'État soviétique, qui devrait davantage aux ambitions d'Eltsine et à la maladresse des putschistes d'août 1991 qu'à l'application d'idées programmatiques²⁹. En cela, la position de Brown rejoint celle de Hough : la dynamique politique de la perestroïka serait essentiellement stratégique à partir du moment où les élites perdent foi en l'idéologie officielle. Bien que réducteur, cet argument contient une part de vérité et mérite donc que l'on s'y attarde.

Le relâchement de la discipline administrative et de la pression idéologique, de même que l'effet des premières mesures en faveur du passage à une économie de marché, créent effectivement les conditions idéales à l'émergence d'attitudes « stratégiques » – pour ne pas dire opportunistes – au sein de l'élite soviétique. Les mesures de décentralisation politique incitent les dirigeants locaux à accroître démesurément leur pouvoir personnel, tandis que les mesures économiques permettent à des bureaucrates de privatiser en sous-main les ressources dont ils ont la responsabilité. La révolution anticommuniste s'inscrit donc dans le contexte

²⁸ Certes, Brown reconnaît que les réformateurs profitent de l'appui des intellectuels libéraux qui, à la faveur de la glasnost, parviennent dès 1986 à mobiliser la presse nationale et à établir un « climat politique » favorable au changement (p. 104). L'initiative de l'action politique demeure cependant dans les sphères du pouvoir, comme en témoigne la propension de Brown à mesurer l'influence politique des idées issues de l'intelligentsia à leur adoption par Gorbatchev (p. 110, 113).

²⁹ Quand Brown traite du mouvement démocratique et de sa pensée politique, il se contente généralement de renvoyer le lecteur au travail de l'un de ses étudiants à Oxford, Alexandre Loukine. Suivant son conseil, nous examinons l'ouvrage de ce dernier un peu plus loin (p. 30-32).

d'une défection massive des élites à l'égard du système soviétique, dont l'effondrement n'est que trop évident à partir du printemps 1990³⁰ : l'époque est marquée par une lutte de pouvoir chaotique – républiques, régions et même villes adoptent des lois qui contreviennent ouvertement à la Constitution soviétique –, doublée de manière plus ou moins souterraine par une campagne visant l'appropriation des ressources. C'est ce qui fait conclure à plusieurs auteurs, dont Hough et Brown, que la révolution anticommuniste ne résulte pas d'un projet politique fondé sur des idées, mais d'une lutte pour le pouvoir et les ressources dans un contexte de désintégration institutionnelle³¹. Cette interprétation décrit un phénomène bien réel, mais demeure néanmoins partielle, car elle évalue l'action politique des élites indépendamment de l'évolution du climat politique, marqué par la prégnance croissante du principe démocratique de légitimité populaire dans l'espace public. Au-delà de la défection d'une partie des élites à l'égard de l'ordre communiste et au-delà de leur intérêt « objectif » à stabiliser leurs privilèges par la privatisation, la victoire d'Eltsine sur Gorbatchev et la fondation de la Russie postcommuniste reposent sur le soutien d'une partie importante de la population³². Pour rendre compte de l'influence de la société civile, Hough et Brown désignent la « radicalisation » de la population comme cause de l'abandon massif des projets réformistes à partir de 1989. Mais que faut-il entendre par « radicalisation » ? Comme nous l'avons vu, Hough avance que le mouvement démocratique poursuivait une forme « radicalisée » du réformisme gorbatchévien. Ce n'est probablement pas faux, mais c'est trop peu dire : il faudrait expliquer pourquoi certains traits de la pensée réformiste apparaissent de manière exacerbée dans la pensée politique des démocrates, tandis que d'autres se résorbent.

³⁰ Le signe le plus clair de cet effondrement est sans doute l'abolition en mars 1990 de l'article 6 de la Constitution soviétique, qui proclamait le rôle dirigeant du Parti communiste dans l'organisation de l'État.

³¹ Certains auteurs poussent cet argument encore plus loin. Pour eux, la possibilité de l'abandon du système soviétique en faveur d'une privatisation des ressources était inscrite dans la condition même de la bureaucratie comme groupe social dominant. Voir David Seppo, « Contradictions et faillite du gorbatchévisme », *Quatrième internationale*, décembre 1991-février 1992, p. 8-27; David Michael Kotz et Fred Weir, *Revolution from Above : the demise of the Soviet System*. Londres; New York, Routledge, 1997.

³² C'est ce qui fait dire à Brown que l'issue de cette période trouble aurait pu être différente si, au printemps 1990, Gorbatchev s'était fait élire au poste de président de l'URSS au suffrage direct, plutôt qu'indirectement par le Congrès des députés du peuple, en prévision d'une future élection présidentielle. Il aurait peut-être alors joui d'une légitimité suffisante pour faire face à Eltsine, qui est élu au suffrage universel au poste de président de Russie le 12 juin 1991. Voir Brown, p. 204.

Au total, quels que soient les motifs des élites politiques – soif de pouvoir, opportunisme vénal ou même défense sincère de la démocratie – ils ne peuvent expliquer à eux seuls la dynamique politique de la révolution anticommuniste.

1.2 OUVRAGES SUR LA PENSÉE POLITIQUE DES DÉMOCRATES RUSSES

Jusqu'ici, nous avons indiqué les limites des interprétations de la perestroïka et de la révolution anticommuniste qui écartent l'étude de la pensée politique et qui négligent le rôle du mouvement démocratique dans la révolution anticommuniste. Nous tournons maintenant notre regard vers les ouvrages qui portent, en totalité ou en partie, sur la pensée politique du mouvement démocratique et qui, de ce fait, forment le matériau de base de notre interprétation. Dans cette section, nous tâchons plus précisément d'en cerner les apports et les insuffisances par rapport à la problématique de fondation de la Russie postcommuniste.

La sociologie politique apporte de précieuses informations sur la société civile naissante à l'époque de la perestroïka et sur la place qu'y occupe le mouvement démocratique. Dans son ouvrage *The Rebirth of Politics in Russia*, rédigé en collaboration avec les politologues russes Viacheslav Igrounov et Sergueï Mitrokhine, Michael Urban fait porter son analyse à un niveau qui, selon lui, précède et détermine les croyances des acteurs politiques : la structure de leurs interactions. L'époque de la perestroïka, selon cette approche, est marquée par une transformation majeure de la structure organisationnelle et communicationnelle de la société politique, définie comme l'espace public où sont médiatisés les intérêts et les identités. Étant donné l'absence de société civile sous le régime totalitaire en Russie, Urban interprète cette transformation comme la *naissance de la politique*. Selon lui, l'élaboration des « cadres de pensée » de la perestroïka – dont celui des démocrates – prend la forme d'une quête identitaire, où les valeurs défendues et les actions entreprises reflètent moins des croyances profondes que des mécanismes de distinction-association dans l'espace public. Jusqu'à l'avènement d'un régime de propriété par lequel s'institutionnalisent intérêts et identités, ce qui n'advient que bien plus tard, l'action politique conserve donc un caractère peu substantiel. Pour notre recherche, le principal apport de l'ouvrage d'Urban est

de situer le mouvement démocratique dans les interactions complexes de la nouvelle société politique russe. Cependant, le « grand récit » – la naissance de la politique – que nous propose Urban pour interpréter la signification de ces événements n'aborde qu'accessoirement la portée normative de cette pensée pour la fondation du régime postcommuniste : il observe que l'instauration d'un régime présidentiel fort par le gouvernement Eltsine reflète l'« ethos de combat »³³ du mouvement démocratique. Quant à la perpétuation d'éléments autoritaires en Russie postcommuniste, elle s'expliquerait par l'échec des démocrates à institutionnaliser la relation entre la société politique et l'État sur des bases claires et solides. Cette conclusion se rapproche de celle mise de l'avant par un autre observateur de la société politique russe naissante, Richard Sakwa³⁴. Ce dernier considère que c'est l'incapacité du mouvement démocratique à se constituer en parti qui l'a empêché d'agir comme un contrepoids efficace au pouvoir des bureaucrates « démocrates », une fois ceux-ci installés aux commandes de l'État. Pour Sakwa, cette impuissance politique trouve sa source dans la nature même du mouvement démocratique, qu'il dépeint comme une organisation non structurée d'éléments idéologiquement hétéroclites réunis par une commune haine du communisme, mais incapables de formuler collectivement un programme positif. En cela, le mouvement poursuit tout au long de la révolution la même « politique insurrectionnelle »³⁵, alors même que les nouvelles lois soviétiques promulguées à la fin de la perestroïka lui permettent de prendre une forme plus structurée. Ce constat nous semble convaincant, mais ne faudrait-il pas s'interroger plus en profondeur sur cette attitude insurrectionnelle – ou cet « ethos de combat », pour reprendre l'expression d'Urban – qui persiste bien après qu'elle ait cessé d'être nécessaire et par laquelle le mouvement démocratique plombe son propre pouvoir politique ? L'étude de la pensée politique du mouvement démocratique nous permet d'approfondir cette question.

³³ Michael Urban, Vyacheslav Igrunov et Sergueï Mitrokhin, *The Rebirth of Politics in Russia*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 1997, p. 261.

³⁴ Nous nous référons à ses deux ouvrages généraux sur la politique soviétique et russe : *Soviet Politics in Perspective*, London; New York, Routledge, 1998; *Russian Politics and Society*, London; New York, Routledge, 2008.

³⁵ Sakwa, *Russian Politics and Society*, p. 174.

L'hypothèse d'un ethos politique propre aux démocrates sous-entend l'existence d'un ensemble de croyances partagées qui demeure stable au-delà du processus d'autodéfinition identitaire décrit par Urban. C'est ce que cherchent à cerner les approches basées sur le concept de culture politique. Ce concept, il faut le dire, est souvent balayé du revers de la main sous prétexte qu'il impute à des structures mentales ataviques un déterminisme abusif sur l'action politique. Cette critique est légitime lorsqu'elle vise certains auteurs qui considèrent que le peuple russe est culturellement prédisposé au despotisme³⁶, car cette thèse n'explique en rien le changement des mentalités et, à plus forte raison, la poursuite des idéaux démocratiques. Il serait cependant injuste d'adresser cette critique aux promoteurs du concept de culture politique qui prennent bien soin d'éviter le piège du déterminisme structurel. C'est le cas d'Alexandre Loukine, qui définit la culture politique des « démocrates »³⁷ pendant la perestroïka comme un système de croyances qui se constitue de manière contingente dans le contexte précis de la fin de l'Union soviétique. Son travail, basé sur un grand nombre d'entrevues avec des participants au mouvement démocratique, représente un apport très appréciable pour notre recherche. Tout d'abord, il cerne l'objet « démocrates » comme un mouvement défini non par des critères formels d'adhésion à un groupe en particulier, mais par le partage d'un même « cadre de pensée » basé sur des croyances partagées et des objectifs communs, qui permet à la fois de se reconnaître dans

³⁶ Alexandre Loukine consacre un article fort intéressant à la dénonciation de cette lecture de la culture politique russe, qu'il fait remonter aux travaux des historiens Richard Pipes, Edward Richard Tucker et Tibor Szamuely. Voir Alexander Lukin et Pavel Lukin, « Myths about Russian Political Culture and the Study of Russian history », p. 16. Chap. in *Political culture and Post-communism*, sous la dir. de Stephen Whitefield, p. 15-41. Basingstoke ; New York, Palgrave Macmillan, 2005. Pour une réitération récente de la thèse du caractère fondamentalement autoritaire de la culture politique russe, voir Richard Pipes, « Flight from Freedom: What Russians Think and Want », *Foreign Affairs*, vol. 83, no 3 (mai – juin 2004), p. 9-15.

³⁷ L'auteur utilise toujours l'expression démocrate – et démocratie – entre guillemets afin de souligner que le sens accordé à cette expression dans le contexte de la perestroïka ne correspond pas nécessairement à celui qui lui est généralement accordé en Occident. Nous avons plutôt choisi de désigner les identités politiques au moyen des étiquettes utilisées par les acteurs eux-mêmes – démocrates, libéraux, socialistes – sans guillemets. Non seulement cette dénomination allège le texte, mais elle correspond mieux à notre perspective théorique, qui ne consiste pas à mesurer l'écart entre le sens accordé par les Russes à la démocratie et une certaine définition communément admise de ce concept, mais à observer quelle signification précise prend la démocratie dans le contexte de la perestroïka. Nous laissons au lecteur le soin de juger si cela correspond ou non à une définition « normale » de la démocratie. Alexander Lukin, *The Political Culture of Russian "Democrats"*, Oxford; New York, Oxford University Press. 2000.

l'espace public et de se différencier des systèmes de croyance concurrents. Malgré certaines réserves quant à la cohérence que Loukine reconnaît à ce système de croyances, nous considérons que cette approche a le mérite de définir les démocrates avant tout par leur pensée et leur action, ce qui correspond à notre perspective. Ensuite, et surtout, Loukine brosse un portrait fort détaillé des croyances partagées par les démocrates, ce qui constitue un matériau précieux pour notre travail interprétatif. En cela, le livre de Loukine approfondit les observations faites quelques années auparavant par une équipe de sociologues français et russes sur les projets et orientations de la société civile russe au sortir de la perestroïka. Les résultats de cette étude sont présentés par Alexis Berelowitch et Michel Wieviorka dans un ouvrage intitulé *Les Russes d'en bas*. Les chapitres consacrés à l'intelligentsia libérale et aux militants des organisations démocrates indiquent la similarité des opinions de ces deux groupes, ce qui s'explique selon les auteurs par leur appartenance commune au mouvement démocratique à l'époque de la révolution anticommuniste³⁸. Au terme de leur analyse, Berelowitch et Wieviorka se montrent plutôt pessimistes quant à l'établissement de la société civile en Russie postcommuniste, relevant l'importante diffusion d'opinions qui vont dans le sens d'un affaiblissement de la participation politique – notamment une position morale antipolitique, une foi en la technocratie et un mépris pour les groupes d'intérêts. Loukine pousse plus loin cette conclusion, affirmant que la « sous-culture » des démocrates de l'époque de la perestroïka perpétue à bien des égards les traits de l'idéologie soviétique officielle et, pour cette raison, déclare qu'elle est impropre à l'établissement des bases d'une démocratie libérale telle qu'elle existe en Occident. Il doute même de la capacité des démocrates russes à fonder un État fonctionnel : « Naturally, people who shared these beliefs could hardly create a liberal democracy. [Moreover] they could hardly create a workable state system »³⁹. Cette réflexion est fort intéressante, mais nous pouvons regretter, dans la perspective de notre problématique, que Loukine ne se soit pas penché davantage sur la

³⁸ « La proximité entre le groupe des politiques [...] et celui des intellectuels [libéraux] est particulièrement forte. Les deux groupes se ressemblent socialement [...] Et, surtout, leurs horizons politiques et idéologiques sont semblables : les uns et les autres viennent de ce qui, dans les années 1989-1991, s'appelait encore la "mouvance démocratique" ». Alexis Berelowitch et Michel Wieviorka, *Les Russes d'en bas : enquête sur la Russie post-communiste*, Paris, Seuil, 1996, p. 350. À ce titre, les opinions de ces deux groupes se distinguent nettement de celles des autres groupes sociaux étudiés par ces auteurs, soit les entrepreneurs, les militants écologistes et les militants syndicaux.

³⁹ Lukin, p. 298.

relation entre la pensée politique des démocrates et la constitution du futur régime. Cet enjeu est celui que nous cherchons à approfondir.

Timour Atnachev est, à notre connaissance, le seul observateur de la perestroïka à s'être posé explicitement la question de la portée normative de la pensée politique de cette époque pour la *fondation* de la Russie postcommuniste. L'auteur se penche sur cet enjeu au terme d'une analyse détaillée de l'évolution du discours politique public de 1985 à 1991 mettant à contribution les outils conceptuels de l'école de Cambridge en histoire intellectuelle. Ce faisant, son analyse vise à reconstruire le cadre subjectif⁴⁰ à partir duquel les acteurs pensent l'action politique, en lien avec l'évolution des règles explicites et implicites qui circonscrivent l'expression publique. Pour lui, c'est précisément le discours politique public, tant par son contenu idéologique que par la signification subjective qu'il recèle pour ses porte-paroles, qui rend possible l'action collective et pose les fondations de la nouvelle vie politique. Étudiant ce discours, il s'intéresse à la création d'un langage commun, au-delà des différences idéologiques entre les libéraux, les nationalistes et les socialistes réformistes⁴¹. Sur la base des similitudes qu'il observe entre le contexte intellectuel de la perestroïka et celui de la naissance de la modernité en Europe, Atnachev fait appel à la pensée du premier penseur moderne de la fondation, Machiavel, pour évaluer la portée normative du discours politique dominant à la fin de la perestroïka en vue de la fondation d'une nouvelle république. Selon lui, la transformation du discours politique à cette époque constitue un « moment antimachiavélien », caractérisé par le rejet de la légitimité de l'action humaine au profit d'une foi aveugle en la *fortuna* historique. Selon Atnachev, cette forme de

⁴⁰ Il considère que la perestroïka est marquée par le développement d'un « nouveau type de subjectivité » ou, plus précisément, d'un nouveau mode de relation entre la subjectivité individuelle et l'expression publique : « perestroika was not simply the liberalization of the concealed voices, but more dramatically an experience of *new kind of subjectivity* ». Timur Atnashev, « Transformation of the Political Speech under Perestroika: Rise and fall of free agency in the changing idioms, rules and second-order statements of the emerging intellectual debates (1985-1991) ». Thèse de doctorat, Florence, European University Institute, 2010, p. 86. C'est l'auteur qui souligne.

⁴¹ Son intérêt pour les démocrates procède donc d'une démarche inverse de celle de Loukine et d'Urban, qui étudient leur pensée politique en tant qu'elle se distingue de celle des autres groupes politiques – comme sous-culture pour l'un et comme identité politique pour l'autre. Atnachev étudie la pensée politique des démocrates comme un élément participant d'un cadre subjectif commun, propre à l'époque de la perestroïka. Cela ne l'empêche pas de souligner les traits idéologiques qui distinguent les différentes formes d'expression de cette subjectivité.

subjectivité constitue un cadre de pensée pour le moins paradoxal pour la fondation de la Russie postcommuniste : elle contribue à expliquer le déroulement pacifique du changement de régime, mais aussi la faiblesse structurelle de la société politique postcommuniste russe, telle que l'avaient diagnostiquée Urban et Sakwa. L'interprétation de la pensée de la perestroïka à partir du concept de *fondation*, telle qu'elle est proposée par Atnachev, constitue un apport extrêmement intéressant à la problématique de notre projet de recherche. Pour autant, l'approche machiavélienne de la fondation comporte, à notre avis, certaines limites importantes qui découlent du rôle déterminant qu'elle attribue aux mœurs publiques.

À l'instar de Polybe, Machiavel voit dans les mœurs publiques le principe de durabilité des corps politiques. De bonnes mœurs rendent possibles de bonnes institutions, et de bonnes institutions garantissent la durabilité et la grandeur. Or, Machiavel formule une conception fataliste de l'Histoire, selon laquelle la fondation ou la refondation ne peut que retarder l'inéluctable corruption des mœurs. Si Machiavel est ambivalent quant à la possibilité d'assainir les mœurs là où elles sont corrompues, il est catégorique quant au fait que cela ne pourrait être accompli que par une « autorité presque monarchique » : les peuples qui ont pris l'habitude de la soumission ne peuvent fonder une démocratie⁴². Il nous semble que l'argument d'Atnachev repose sur une idée semblable lorsqu'il affirme que la condition anthropologique des débats politiques de la perestroïka, soit l'« incompétence subjective » des acteurs marquée par un manque de confiance en l'efficacité de l'action humaine, a miné dès le départ la possibilité de construction d'un sens de maîtrise collective du politique, condition vitale à l'émergence de la politique comme pratique publique compétitive⁴³. Au

⁴² La citation complète se lit comme suit : « De toutes les choses susdites procède la difficulté ou l'impossibilité qu'il y a, dans les cités corrompues, à maintenir la liberté ou à la créer de nouveau. Si l'on devait cependant la créer ou la maintenir, il conviendrait de se rapprocher plutôt de la monarchie que de la démocratie, afin que les hommes dont l'insolence ne peut être corrigée par les lois soient réfrénés de quelque manière par une autorité presque monarchique. Vouloir les faire redevenir bons par d'autres voies serait une entreprise très cruelle ou totalement impossible », Nicolas Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, I, XVIII. In *Œuvres*, édition établie par Christian Bec. Paris, Laffont, 2006.

⁴³ « The anthropological condition of perestroika's debates and reforms made the public speech [...] weak. [...] However, the construction of the imagined but real *sense* of collective mastery is the vital basis and function of the competitive public politics », Atnashev, p. 459. C'est l'auteur qui souligne. Ce raisonnement n'est pas une référence directe à Machiavel, mais est inspiré des théoriciens néo-républicains qui soulignent, à l'instar de Machiavel, l'importance déterminante de la vertu

total, cette approche machiavélienne de la fondation nous paraît insuffisante, car elle n'envisage pas de modifications substantielles du cadre subjectif de l'action politique autrement que par un façonnement autoritaire. Pourtant, rien n'est moins sûr pour peu que l'on jette un coup d'œil à l'expérience révolutionnaire moderne. Certes, les divers despotes éclairés peuvent avoir contribué à de nombreux progrès importants, mais les révolutions modernes comme celle qui nous occupe, constituent l'illustration typique du phénomène inverse, marqué par la *précédence* de la transformation des mentalités sur le changement politique. Si la perestroïka commence en effet comme une entreprise technocratique pilotée par une poignée de dirigeants, elle trouve sa limite exactement au moment où la révolution anticomuniste débute : lorsque la radicalisation de la société fait tomber l'initiative du changement politique des mains du despote éclairé. Bref, le déterminisme des mœurs sous-estime à notre avis la part de contingence que comporte le processus de réinterprétation continuelle qui est à l'œuvre dans la *pensée politique* des acteurs politiques.

1.3 LA CONCEPTION ARENDTIENNE DE LA RÉVOLUTION MODERNE : UN CADRE THÉORIQUE

À l'époque de la rédaction des *Origines du totalitarisme*, Hannah Arendt semble gagnée par un pessimisme qui n'est pas sans rappeler le fatalisme de Machiavel : le totalitarisme marque la victoire du mal radical, qui détruit non seulement ses victimes, mais aussi les moyens par lesquels les survivants pourraient s'y opposer. C'est la révolte de 1956 en Hongrie qui lui redonne espoir en la capacité des hommes à créer un ordre politique nouveau, même sous le joug d'un régime totalitaire. Dans un article consacré à ces événements, elle s'enthousiasme pour la créativité politique des Hongrois et reconnaît que cette révolution l'oblige à réviser sa conception pessimiste du totalitarisme : « à la lumière de cet événement, il nous faut vérifier

publique pour la fondation d'une république. Atnachev s'appuie particulièrement sur l'interprétation par Unger de la participation politique en URSS. Voir Aryeh L. Unger, « Political Participation in the USSR: YCL and CPSU », *Soviet Studies*, vol. 33, no 1 (janvier 1981), p. 107-124.

et développer notre compréhension de la forme totalitaire de gouvernement»⁴⁴. Elle n'abandonne pas pour autant l'idée de l'effet annihilateur du régime totalitaire sur la vie politique et souligne que la Hongrie n'avait eu qu'une « expérience éphémère de la domination totalitaire », ce qui n'est pas le cas de la Russie : « il serait par trop imprudent d'attendre du peuple russe qu'il montre, après quarante ans de tyrannie et trente ans de totalitarisme, le même esprit et la même inventivité politiques que le peuple hongrois dans ses heures de gloire »⁴⁵. Il faut cependant distinguer ce pessimisme du fatalisme machiavélien. Arendt formule en effet une théorie de la natalité en politique selon laquelle elle considère qu'il est réaliste de s'attendre à l'imprévu :

[...] les processus historiques sont créés et constamment interrompus par l'initiative humaine, par l'initium que l'homme est dans la mesure où il est un être agissant. Par conséquent, ce n'est pas du tout de la superstition, c'est même une attitude réaliste que s'attendre à ce qui ne peut être prévu et prédit, de se préparer à des miracles dans le domaine politique⁴⁶

Elle n'en est pas pour autant indifférente au contexte politique dans lequel s'inscrit l'action politique, et en particulier à l'expérience politique concrète des acteurs. C'est dans cette optique qu'elle s'interroge quant aux formes politiques nouvelles qui peuvent naître là où le souvenir du politique a été effacé par des décennies de domination. La parution de *Essai sur la révolution*, cinq ans plus tard, constitue l'aboutissement de cette réflexion. Bien qu'il porte principalement sur les révolutions américaine et française, cet essai est traversé par une question politique bien contemporaine inspirée par l'expérience du totalitarisme, soit la fondation d'un nouveau corps politique. Il nous paraît donc tout naturel de recourir aux thèses d'Hannah Arendt pour interpréter la révolution anticomuniste en Russie⁴⁷. Nous nous

⁴⁴ Hannah Arendt, « Réflexions sur la révolution hongroise » (1958), p. 899. Chap. in *Les origines du totalitarisme, Eichmann à Jérusalem*, édition établie par Pierre Bouretz, p. 896-938. Paris, Gallimard (Quarto), 2002.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 916.

⁴⁶ Hannah Arendt, « Qu'est-ce que la liberté? », p. 221. Chap. in *La crise de la culture : huit exercices de pensée politique*. Paris, Gallimard (Folio essais), 1972.

⁴⁷ Il semble que cette application des thèses d'Arendt aux événements de 1989-1991 en Russie soit relativement originale. À notre connaissance, elle n'a que deux précédents, et tous deux sont très limités. Tout d'abord, Jonathan Schell, dans une introduction à *On Revolution* pour l'édition Penguin Books, propose de qualifier d'« arendtiennes » les révolutions de la « troisième vague » – le terme

appuyons en particulier sur *Essai sur la révolution*, dont nous reprenons certains éléments de l'appareil conceptuel, de même que deux idées principales : l'importance centrale de la pensée politique pour une interprétation de la fondation ainsi que de celle de la nouveauté comme trait inhérent à la révolution moderne.

Contrairement aux auteurs qui prétendent *expliquer* le changement de régime par ses causes spécifiques et se contentent d'en présumer la signification – comme transition vers la démocratie, par exemple – la visée d'Arendt est d'*interpréter* l'événement. Elle se penche sur le phénomène révolutionnaire pour y découvrir ses « conséquences générales pour l'Homme en tant qu'être politique [et] leur signification politique pour le monde où nous vivons [...] indépendamment des abus et des persécutions et privations de liberté qui [ont pu inciter à la révolte] »⁴⁸. Arendt avance que la signification de la révolution moderne est la *fondation d'un nouveau corps politique*⁴⁹. Le concept de *fondation* est lourd de sens : il implique l'idée que le monde politique est le fruit d'une construction volontaire et consciente des hommes, plutôt que le résultat nécessaire d'une force qui transcende l'action humaine, qu'elle prenne le nom de Dieu, de la nature ou de l'Histoire. Le lieu privilégié de l'étude de la fondation est la pensée politique de ceux qui font ou qui préparent la révolution. Pour reprendre les termes

qualifie communément la série de renversements de régimes dictatoriaux en Europe méridionale et en Amérique du Sud qui a inspiré le modèle de la transitologie –, parmi lesquelles il inclut les révolutions postcommunistes y compris l'insurrection de 1956 en Hongrie. La suggestion est intéressante, mais l'argumentation demeure rudimentaire : Schell énumère des éléments de correspondance entre ces révolutions récentes et des éléments de la pensée d'Arendt sans examiner l'essentiel, soit la tâche de fondation. Cette omission l'empêche de distinguer, comme le fait Arendt, les révolutions réussies de celles qui, suite à l'échec de la fondation, s'effondrent et font à nouveau place à la tyrannie. Par conséquent, l'auteur n'apporte aucune réponse quant à savoir pourquoi la démocratisation en Russie se serait conclue par un « glissement autoritaire » sous Poutine. Jonathan Schell, « Introduction », p. xxvii. Par ailleurs, Tim Beasley-Murray consacre un article à l'interprétation des révolutions de 1989 en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est à partir de la pensée de Slavoj Žižek, Walter Benjamin et Hannah Arendt. Les réflexions inspirées d'Arendt proposent des pistes d'interprétations intéressantes, mais ne sont pas appliquées à la révolution anticommuniste en Russie. « The Revolutionary Moment and the Lost Treasure of Democracy : 1989 in the light of Hannah Arendt, Walter Benjamin and Slavoj Žižek ». Chap. in *Resistance, Rebellion and Revolution in Hungary and Central Europe: Commemorating 1956*, sous la dir. de Laszlo Peter et Martyn Rady. Londres, UCL-SSEES (SSEES Studies in Russia and Eastern Europe series), 2008.

⁴⁸ Hannah Arendt, *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1985, p. 59.

⁴⁹ C'est en ce sens que nous considérons la fin de la perestroïka comme révolutionnaire.

d'Arendt, il s'agit de sonder « les cœurs et les esprits » des révolutionnaires⁵⁰. Notre étude de la révolution anticomuniste s'inscrit dans cette visée : nous faisons appel à plusieurs sources d'information sur la pensée politique des démocrates de manière à cerner les fondements sur lesquels ces derniers entendent établir le régime postcommuniste. Notre tâche interprétative consiste à évaluer la portée normative de cette *pensée de la fondation*. Plus précisément, nous tâchons de vérifier l'hypothèse selon laquelle la perpétuation d'éléments autoritaires en Russie postcommuniste repose en partie sur la manière propre aux démocrates de penser la fondation, dans le cadre de la révolution anticomuniste.

Notre approche de la pensée politique comme lieu de construction de signification nous incite à tenir compte de la part de contingence propre à l'événement. Pour ce faire, il nous faut considérer l'action politique avec un certain recul par rapport aux structures qui la conditionnent, et les thèses d'Arendt s'y prêtent parfaitement. Tout au long de son œuvre, Arendt insiste en effet sur l'importance de dissocier l'action politique de toute forme de nécessité qui dicterait son principe. Ainsi, dans *Essai sur la révolution*, elle se distancie de Machiavel et de son interprétation de la fondation conditionnée par les mœurs publiques. Au penseur florentin, Arendt objecte que sa pensée ne permet pas de saisir l'exigence de radicale nouveauté que comporte la tâche de la fondation dans le contexte spécifique des révolutions modernes. Précisons que chez Arendt l'association entre la modernité et l'exigence de nouveauté exclut toute forme de téléologie comme progrès des facultés humaines. Ce qui se manifeste à l'âge moderne est une réalité sans âge, qui va de pair avec la condition humaine, soit la brèche que l'être humain crée par la pensée entre le passé et le futur, où, par l'action, la parole et le souvenir, il peut transcender la finitude de son existence mortelle⁵¹. Cette brèche

⁵⁰ L'expression « in the hearts and minds » apparaît à plusieurs reprises dans le texte original, et est généralement traduite par « dans les cœurs et les esprits ». Il serait erroné de voir là un simple effet de style, car ces concepts sont rigoureusement choisis. En effet, Arendt distingue « le cœur et l'esprit », qui « existent et fonctionnent tous deux seulement en interaction avec le monde », de « l'intériorité », soit « l'espace intérieur où le moi est à l'abri du monde » (« Qu'est-ce que la liberté? », p. 190). Par là, Arendt souligne l'inscription de la pensée politique dans le monde, contre l'idée d'une radicale indépendance de la volonté humaine.

⁵¹ « Cette brèche, je présume, n'est pas un phénomène moderne, elle n'est peut-être même pas une donnée historique, mais va de pair avec l'existence de l'homme sur la terre. Il se peut bien qu'elle soit la région de l'esprit ou, plutôt, le chemin frayé par la pensée, ce petit tracé de non-temps que l'activité de la pensée inscrit à l'intérieur de l'espace-temps des mortels et dans lequel le cours des

n'est ni plus grande ni plus profonde à l'époque moderne, mais elle devient évidente suite à la rupture de la tradition, qui a longtemps maintenu l'illusion d'un continuum historique. Et c'est parce que la brèche est désormais manifeste aux yeux de tous qu'elle devient à l'époque moderne un problème politique, dont la révolution constitue la concrétisation en actes. Pour Arendt, cette redécouverte de la nouveauté en politique est le fait des révolutions américaine et française :

Ce n'est qu'au cours des révolutions du XVIII^e siècle que les hommes s'avisèrent qu'un « avènement » pouvait constituer un fait politique, qu'il pouvait résulter de l'action et même de l'intention consciente de l'homme. [...] Dès que la « nouveauté » atteignit le forum, elle devint le début d'une histoire nouvelle, commencée – mais à leur insu – par ceux qui agissaient⁵²

Ce passage est révélateur du rôle qu'accorde Arendt à la pensée politique dans ce « pathos de la nouveauté »⁵³ : à la fois moteur et résultat de l'action. D'une part, l'idée de nouveauté politique n'atteint le grand nombre que lorsque l'action la rend pensable. D'autre part, la pensée mobilise les idées nouvelles pour formuler de nouveaux principes d'action. Au départ, ce ne sont donc pas les idées nouvelles qui conduisent à la révolution, mais l'action révolutionnaire qui ouvre aux hommes l'idée d'un ordre politique inédit. Elle en veut d'ailleurs pour preuve les révolutionnaires américains et français qui, rappelle-t-elle, se lancèrent d'abord dans l'action dans le but de restaurer un ordre ancien troublé par le despotisme, avant de se laisser emporter par l'esprit révolutionnaire et d'inventer une forme de régime qui n'existait nulle part ailleurs⁵⁴. La thèse d'Arendt quant à la nouveauté inhérente à la révolution moderne nous permet de reconnaître à la pensée politique une part de créativité – ou pour le dire autrement, de contingence quant à sa signification – sans la déraciner de la réalité politique concrète.

pensées, du souvenir et de l'attente sauve tout ce qu'il touche de la ruine du temps historique et biographique ». Hannah Arendt, « La brèche entre le passé et le futur », p. 24. Chap. in *La crise de la culture*.

⁵² Arendt, *Essai sur la révolution*, p. 63-64.

⁵³ L'expression nous paraît plus fidèle à la formule d'Arendt (« pathos of novelty ») que l'« emphase sur la nouveauté » proposée par le traducteur de *Essai sur la révolution*.

⁵⁴ Arendt fait remarquer de manière tout à fait significative que cela reflète le sens originel du terme « révolution », tel qu'il est issu de l'astronomie : un retour éternel et nécessaire vers une forme connue. *Ibid.*, p. 57.

Il faut aussi mentionner notre dette à l'égard d'Arendt en ce qui a trait à l'appareil conceptuel par lequel nous abordons la révolution anticomuniste en Russie. En effet, la problématique de chaque chapitre, tel qu'indiqué en introduction, s'articule autour d'un concept élaboré par Arendt pour analyser la révolution moderne, soit respectivement la fondation de l'autorité, la vertu politique et la fondation du pouvoir. Chacun des chapitres débute par une présentation des enjeux théoriques de son concept central, suivie des questions spécifiques qu'il soulève au sujet du mouvement démocratique russe.

Pour conclure, soulignons que l'étude de la pensée politique d'un groupe politique, pluriel par définition, comporte un risque de généralisation abusive. Pour éviter de créer une illusion d'unanimité et d'homogénéité, nous portons une attention toute particulière aux différences de point de vue à l'intérieur du mouvement démocratique. Notre entreprise, en somme, consiste à mettre en lumière les idées que *partagent* les démocrates *au-delà* des différences idéologiques. Pour ce faire, nous nous appuyons en particulier sur les observations d'auteurs comme Loukine et l'équipe de Berelowitch et Wiewiorka, qui se basent sur des entrevues avec des militants démocrates, de même que sur les études du discours public de cette époque, comme celles d'Atnachev et de Boobbyer. Par ailleurs, nous tâchons de situer la pensée des démocrates dans le contexte idéologique de l'époque, marqué par la référence aux systèmes idéologiques passés, soit ceux de l'idéologie officielle soviétique, des réformateurs socialistes et de la dissidence, et par la compétition avec les systèmes idéologiques perçus comme concurrents, soit les nationalistes et les communistes orthodoxes. Nous avons alors recours à de nombreuses sources portant sur les divers aspects – économiques, sociaux, politiques – de la révolution anticomuniste.

CHAPITRE II

LA FONDATION DE L'AUTORITÉ

2.1 L'AUTORITÉ DE LA RÉVOLUTION

L'autorité, au sens de Hannah Arendt, est un principe d'obéissance qui ne repose ni sur la violence ni sur la persuasion. L'autorité est essentielle à l'inscription du corps politique dans le temps : elle perpétue le lien social en assurant sa filiation avec le passé et sa transmission dans l'avenir¹. C'est pourquoi l'autorité est souvent perçue comme un héritage, comme un principe *déjà-là* qui légitime l'ordre établi; elle se transmet comme une *tradition*. Dans ce contexte, il est difficile d'imaginer les conditions de la naissance de l'autorité. C'est pourtant, selon Arendt, ce que prétend faire la révolution moderne, qui appelle à l'existence d'un nouveau corps politique. Ce faisant, la fondation de l'autorité remplit deux fonctions contradictoires. La première est de légitimer l'irruption de la nouveauté dans le domaine politique et la rupture qu'elle provoque dans la continuité de l'ordre ancien. La révolution moderne doit alors surmonter l'arbitraire inhérent à tout commencement :

Il est dans la nature même des commencements de comporter une mesure de complet arbitraire. Non seulement ils ne sont pas compris dans une chaîne évidente de causes et d'effets [...] qui plus est, tout se passe comme si le commencement n'avait rien à quoi se raccrocher, comme s'il venait de nulle part dans le temps et l'espace. Un instant, l'instant du commencement, c'est comme si celui qui commence abolit la

¹ À ce sujet, voir Myriam Revault d'Allonnes qui s'inspire, entre autres, des thèses d'Arendt, *Le pouvoir des commencements : Essai sur l'autorité*, Paris, Seuil, 2006.

séquence même du temps, ou comme si les acteurs en étaient jetés hors de l'ordre temporel et sa continuité.¹

En tant que *fait*, l'acte de commencement est dépourvu d'autorité, c'est pourquoi les révolutionnaires ressentent le besoin de fonder la rupture de la continuité historique en *droit*. La seconde fonction de la fondation de l'autorité consiste à inscrire le nouveau corps politique dans la durée. En effet, la révolution moderne ne peut se contenter d'invoquer la nécessité du changement, mais doit aussi inscrire son action dans le temps, afin d'assurer la pérennité de ses acquis. Concrètement, il s'agit de promulguer une loi suprême qui donne aux pouvoirs institués une légitimité durable. Sur le plan législatif, cette loi fondamentale est la source de la légalité des lois positives, non seulement pour les contemporains de la fondation, mais aussi pour les générations futures, qui n'ont pas connu les circonstances particulières de la révolution. En somme, la fondation de l'autorité comporte à la fois une exigence de nouveauté et un certain « conservatisme », ou, pour le dire autrement, elle est à la fois une rupture et une inscription durable dans la temporalité. Cette double tâche est clairement contradictoire : comment les révolutionnaires peuvent-ils prétendre faire table rase du passé et, du même souffle, exiger de leurs successeurs l'obéissance aux nouveaux principes qu'ils édictent ? Comment inscrire un corps politique dans la durée sans nier la part de liberté qui a prévalu à son avènement ? Ce paradoxe est bien connu des philosophes politiques et en particulier des théoriciens de la fondation. Jean-Jacques Rousseau, par exemple, constate lucidement l'aporie à laquelle conduit ce problème. Pour lui, l'établissement du contrat social qui fonde le corps politique tire sa légitimité de son adéquation à la volonté générale. Or, cette dernière ne peut se manifester dans l'état d'ignorance où se trouve la société prépolitique, car c'est précisément le contrat social qui révèle à la société sa volonté générale. Pour légitimer l'acte de fondation, il faudrait donc que le peuple reconnaisse une autorité qui ne sera pourtant établie que par la fondation. Il résume ce paradoxe en ces termes :

¹ Arendt, *Essai sur la révolution*, p. 309. Nous avons préféré l'expression « complet arbitraire » pour traduire « complete arbitrariness » (*On Revolution*, p. 198) à celle d'« arbitraire absolu » proposé par le traducteur, qui porte à confusion étant donné l'utilisation précise que fait Arendt du concept d'absolu.

Pour qu'un peuple naissant pût goûter les saines maximes de la politique et suivre les règles fondamentales de la raison d'État, il faudrait que l'effet pût devenir la cause; que l'esprit social, qui doit être l'ouvrage de l'institution, présidât à l'institution même; et que les hommes fussent avant les lois ce qu'ils doivent devenir par elles.²

Ce constat va dans le sens des observations d'Arendt, qui observe que la fondation de l'autorité repose sur une « pétition de principe »³. La solution avancée par Rousseau est d'autant plus intéressante pour notre propos :

Ainsi donc le législateur ne pouvant employer ni la force ni le raisonnement, c'est une nécessité qu'il recoure à une autorité d'un autre ordre, qui puisse entraîner sans violence et persuader sans convaincre. [...] Cette raison sublime qui s'élève au-dessus de la portée des hommes vulgaires est celle dont le législateur met les décisions dans la bouche des immortels, pour entraîner par l'autorité divine ceux que ne pourrait ébranler la prudence humaine⁴

Rousseau propose de recourir à l'autorité divine pour trancher le nœud gordien posé par la fondation de l'autorité. Il utilise ainsi une stratégie qui consiste à fonder l'autorité du politique dans une source d'autorité qui transcende le domaine humain, soit, pour reprendre les termes d'Arendt, dans un *absolu*. D'un point de vue logique, le recours à l'absolu permet effectivement de résoudre l'aporie exposée précédemment. L'inscription du nouveau corps politique dans un temps éternel légitime non seulement sa pérennité, mais aussi son avènement, qui n'apparaît plus comme une construction contingente, mais comme la *révélation* d'un ordre qui précède la fondation de toute éternité. Sous l'Ancien régime, cet absolu réside dans la volonté divine, incarnée par le monarque. Dans la tradition politique initiée par la Révolution française, cet absolu devient immanent. Plus précisément, il prend pour objet le lien social. En effet, pour Sieyès, la révolution a pour but de *révéler* la volonté de la nation française, qui remplace le monarque absolu à la fois comme la source de toute autorité et la détentrice de tout pouvoir.

² Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 2001, p. 83.

³ Arendt, *Essai sur la révolution*, p. 237.

⁴ Rousseau, p. 83. Noter que Rousseau fait ici écho à Machiavel, qui affirme : « En vérité, il n'a jamais existé dans un peuple de fondateur de lois extraordinaires qui n'ait eu recours à Dieu, parce qu'autrement elles n'auraient pas été acceptées. Nombreux sont, en effet, les principes connus d'un sage qui ne portent pas en eux des preuves assez évidentes pour convaincre les autres. Aussi les hommes habiles qui veulent faire disparaître cette difficulté ont-ils recours à Dieu ». Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, p. 214.

Or, Arendt met en garde contre cette propension moderne qui consiste à conférer aux affaires humaines – nécessairement contingentes et plurielles – les oripeaux de l'absolu divin, soit *l'éternité* et *l'unité*. Dans le contexte de la révolution moderne, le recours à l'absolu pour la fondation de l'autorité conduit au fanatisme et à la tyrannie, avertit-elle, car il repose sur une représentation de l'action politique comme le triomphe d'un principe unique et éternel, plutôt que comme l'aménagement d'un système de pouvoir. Accorder l'autorité absolue à un groupe humain, c'est lui accorder – ou plus précisément, accorder à ses représentants – le monopole du savoir quant à la nature du bien commun, de même que la totalité des pouvoirs nécessaires à sa mise en œuvre. Que l'absolu soit incarné par un individu ou par un groupe social, fût-il majoritaire, pour Arendt c'est bien toujours de tyrannie qu'il s'agit, car l'action révolutionnaire s'effectue aux dépens de la pluralité humaine, et donc des conditions d'exercice de la liberté politique. Elle en veut pour exemple la Révolution française, qui voit le triomphe de la volonté nationale se traduire par une forte centralisation des pouvoirs, si bien qu'il n'est pas si contradictoire que cet absolu puisse finalement être incarné par un seul homme, Napoléon, qui peut tranquillement décréter la mort de la république au nom de cette même volonté nationale qui avait « voulu » sa naissance⁵.

Le présent chapitre vise à examiner comment les démocrates russes concevaient les sources de l'autorité de la fondation d'un régime démocratique. S'inspirant de la réflexion d'Arendt, nous orientons cette analyse de manière à évaluer le caractère absolu de l'autorité invoquée. À en juger par les slogans des démocrates, qui proposent de remplacer le dogme communiste et la dictature du parti-État par une démocratie pluraliste, on serait porté à croire qu'ils appuient leur action sur une pensée politique qui assume la contingence de l'action et la

⁵ Le jugement sévère d'Arendt sur la théorie de la volonté générale et de la souveraineté populaire ne s'inscrit pas, comme pour Edmund Burke, dans une défense de la tradition. Arendt ne reproche pas à la Révolution française l'immanence de son absolu, mais l'absolu de son immanence. Le problème pour elle ne réside pas dans la promotion des intérêts collectifs, mais dans le fondement de ce principe dans la volonté nationale, dont le caractère absolu détourne les révolutionnaires de la tâche de fondation d'un système de pouvoir propre à l'exercice de la liberté. On peut légitimement reprocher à Arendt de négliger les accomplissements sociaux de la Révolution française, mais cela n'invalide pas la pertinence de sa réflexion sur les conditions de la liberté.

pluralité humaine⁶. Mais est-ce vraiment le cas ? La liberté et la démocratie sont des concepts trop souvent galvaudés pour que l'on puisse les étudier sans se pencher sur la signification précise qu'en donnent leurs défenseurs. Et si la démocratie russe, plutôt que de succéder à l'ère de l'absolu comme fondement du politique, perpétuait cet absolu sous une nouvelle forme ? Pour reprendre les idéaux-types des traditions révolutionnaires proposés par Arendt, il nous paraît raisonnable de présumer que la référence explicite par les démocrates russes à la tradition révolutionnaire américaine, soit l'apologie du régime présidentiel, de l'importance des élections et de la Constitution, s'accompagne de similarités avec la tradition révolutionnaire française qui tend à fonder le politique sur un absolu immanent⁷. Auquel cas, les démocrates russes fondent l'autorité de la démocratie sur un absolu dont il faut évaluer la signification précise, dans le but d'analyser son influence potentielle sur l'action politique. Pour vérifier cette hypothèse, nous nous penchons sur la façon dont les démocrates russes conçoivent le lien social. Concrètement, nous cherchons la trace d'attributs absolus – éternité et unité – dans la conception du groupe social duquel le corps politique tire son autorité. Mais tout d'abord, nous nous penchons sur l'inscription temporelle du corps politique. Les révolutionnaires considèrent-ils que leur action marque le début d'une ère radicalement nouvelle, ou l'inscrivent-ils dans un ordre éternel qu'il s'agit de *révéler* ? L'acte révolutionnaire, en pareil cas, perd de son caractère contingent et peut se présenter comme une *nécessité historique*.

⁶ C'est ce qui fait dire à Schell que la révolution anticommuniste en Russie est une authentique « révolution arendtienne ». À ce sujet, voir p. 35, note 47.

⁷ La validité historique de la dichotomie posée par Arendt entre les traditions révolutionnaires américaine et française – l'une pluraliste, l'autre absolue – peut certes faire l'objet d'importantes réserves. Arendt ne minimise-t-elle pas le recours à l'absolu dans la révolution américaine, dont les protagonistes n'hésitaient pas à se réclamer de Dieu et du droit naturel ? Ces réserves, aussi fondées soient-elles, ne diminuent en rien la pertinence de l'enjeu théorique soulevé par Arendt à l'aide de cette dichotomie. C'est en ce sens que nous y faisons référence, plutôt que dans la perspective d'une comparaison historique des révolutions.

2.2 LE TEMPS ÉTERNEL

Les démocrates russes inscrivent leur action politique dans la temporalité de manière explicite. En effet, le langage du « progrès », de la « modernité » et de l'« évolution » traverse leur discours de part en part. La référence à l'Histoire est au cœur de leur discours sur la démocratie, de même que leur critique du régime soviétique. La démocratie, pour eux, constitue l'étape ultime du progrès de l'humanité, marqué dans le domaine social et politique par la transition des formes les plus primitives vers les formes les plus évoluées, par le passage de la barbarie vers la civilisation, de l'esclavage vers la liberté. Ces idées s'inscrivent dans une conception linéaire de l'Histoire, dont chaque étape se produit de manière à la fois *naturelle* et *nécessaire*. C'est ce qui ressort des observations de Loukine et de l'équipe de Berelowitch et Wieviorka, basées sur des entrevues avec des militants du mouvement démocratique⁸. C'est aussi ce qui ressort de l'étude menée par Atnachev sur le discours public à l'époque de la perestroïka qui, selon lui, prend en 1989-1991 une tonalité nouvelle en faveur d'une évolution historique naturelle menant nécessairement à une vie civilisée⁹. La voie de la démocratie est présentée comme le choix historique évident trop longtemps ignoré par la Russie, comme l'avance le programme de l'un des partis démocrates en 1990 :

En proposant l'option démocratique en remplacement du système totalitaire, nous cherchons à attirer l'attention des Russes sur le fait qu'il existe un choix différent de celui du socialisme avec une perspective communiste, et que ce choix a été celui de presque toute la civilisation mondiale.¹⁰

⁸ « The majority of Russian "democrats" understood history as a forward movement, a development from simple forms to more complicated ones, from barbarism to civilization, from imperfection to perfection », Lukin, p. 236. Berelowitch et Wieviorka mentionnent l'idée, répandue dans leur groupe d'étude, d'un « cours normal de l'histoire », p. 70.

⁹ « Historiosophical vocabulary was in steady use in 1989-1991 but the accent was subtly changed – toward a new focus on the virtue of the *natural-historical* evolution [...] leading to civilization », Atnashev, p. 323. C'est l'auteur qui souligne. Cette idée, observe-t-il, repose sur deux postulats : « first, there should be *one correct path* which would provide for the solutions to political problems and, second that this could happen *naturally-historically*, without deliberate plans and great projects », *Ibid.*, p. 328. L'auteur avance d'ailleurs que ce vocabulaire de la nécessité historique est partagé par la majorité des acteurs politiques, aussi bien par les démocrates que par leurs adversaires nationalistes ou communistes orthodoxes.

¹⁰ *Programme du Parti démocratique de Russie*, cité dans Lukin, p. 228-229. Nous traduisons à partir de l'anglais.

À l'inverse, le système communiste, qualifié de « totalitaire » par les démocrates, apparaît comme une *dévi*ation. La délégitimation du régime soviétique passe par la critique de son fondement historique : ce qui ne correspond pas au cours naturel de l'histoire conduit nécessairement à un « cul-de-sac », ou est carrément effacé du temps comme une « expérience anti-historique » :

Finally, the theoretical debate [...] focuses on what we have constructed – a « bad » socialism or a certain society existing outside of time and space of the world civilization. In addition, if one examines the classics from a critical point of view, one poses the question: Has history foreseen on its path a place for the type of Marxist socialism?¹¹

Forts du constat de cet échec, les démocrates conçoivent leur action comme la réparation du fil historique rompu par l'expérience soviétique et, pour ce faire, ils cherchent dans le passé le moment où la Russie a bifurqué de sa voie naturelle. Cette quête s'accompagne de l'idée selon laquelle il suffirait de retrouver cette voie d'abord écartée pour rejoindre le cours normal de l'histoire. Pour autant, les démocrates ne s'entendent ni sur la nature de cette « voie normale » ni sur le moment où elle a été perdue, en raison des divergences idéologiques à l'intérieur du mouvement. Cela nous conduit à présenter les deux principales tendances du mouvement démocratique, sur lesquelles nous reviendrons à plusieurs reprises.

Le mouvement démocratique, tel que mentionné en introduction, est une nébuleuse politique peu organisée. On ne s'étonnera donc pas d'observer parmi ses participants un vaste éventail de positions idéologiques. Pour notre part, nous basons notre analyse sur la définition des idéaux-types de ses deux principales tendances idéologiques¹², soit le socialisme humaniste et le néo-libéralisme¹³. La différence entre ces deux tendances se manifeste

¹¹ C'est la conclusion à laquelle parviennent les participants d'une table ronde, tel qu'indiqué dans la revue *Kommunist*. « Partia ne mozhet byt' vtcherachneï. KPSS pered sezdom » (Le Parti ne peut être en retard. Le PCUS avant le Congrès), *Kommunist*, 1990, no 4, p. 3; cité dans Atnashev, p. 330.

¹² Nous faisons abstraction des voies très minoritaires telles que l'anarchisme, dont l'influence est nettement moindre et dont la pensée est beaucoup moins documentée.

¹³ Les analystes ne s'entendent pas sur la typologie des positions idéologiques. Pour notre part, nous reprenons la distinction proposée par Atnachev (voir note suivante), à la nuance près que

principalement dans les valeurs professées : les premiers défendent les valeurs de justice sociale et d'égalité, tandis que les seconds privilégient la défense des libertés individuelles et de l'intérêt personnel¹⁴. Pendant la révolution anticomuniste, leur collaboration au sein du mouvement démocratique a pour base leurs valeurs communes, soit un féroce antistalinisme et une ardente défense de la démocratie comme régime idéal. Ils partagent aussi la même conception de l'histoire comme progrès linéaire de l'humanité : pour les uns comme pour les autres, la démocratie apparaît comme le stade ultime de l'évolution normale et nécessaire des formes politiques, et le régime soviétique tel qu'ils le connaissent constitue un accident de l'histoire. Socialistes humanistes et néo-libéraux divergent cependant quand il s'agit de préciser le moment auquel l'histoire russe a dévié de son cours normal et quand il s'agit de définir concrètement le contenu de la démocratie comme « fin de l'histoire ». Bref, ils s'entendent pour critiquer le régime, mais leur promotion de la démocratie ne correspond pas au même projet politique.

En URSS, à l'époque de la perestroïka, la promotion des valeurs socialistes humanistes s'inscrit dans un héritage intellectuel et politique bien précis, celui du réformisme soviétique porté par les « soixantards »¹⁵, c'est-à-dire l'intelligentsia réformatrice qui fleurit dans le

nous traduisons « market liberals » par « néo-libéraux » afin de faire ressortir l'importance qu'ils accordent à la liberté individuelle et leur hostilité à l'égard de l'intervention de l'État en économie. L'étiquette « néo-libéral », qui est par ailleurs utilisée par Berelowitch et Wiewiorka, se rapproche de celle utilisée par Reddaway et Glinski : « free-market liberals ». Nous préférons cette étiquette à celle de « libéraux » utilisée par Loukine – qui utilise toutefois cette expression entre guillemets –, Urban, English et d'autres car, comme nous l'expliquons plus loin, l'expression « libéraux » est source d'une grande confusion étant donné qu'on l'utilise parfois pour désigner les socialistes humanistes. La responsabilité de cette imprécision n'incombe pas nécessairement aux auteurs, mais réside dans l'impossibilité de traduire littéralement l'expression anglaise « liberals », qui évoque un certain progressisme plutôt que le libéralisme politique ou économique à proprement parler. Pour notre part, il nous paraît préférable de diviser les démocrates selon des étiquettes plus précises : socialistes humanistes et néo-libéraux.

¹⁴ Cette distinction apparaît chez tous les auteurs, mais elle est expliquée de manière particulièrement claire par Atnachev qui observe dans l'espace public soviétique la concurrence de quatre ensembles stables de valeurs à partir de 1988 : les soviétiques orthodoxes, les nationalistes russes, les humanistes socialistes et les « market liberals ». Seuls les deux derniers participent au mouvement démocratique. Voir Atnashev, p. 308.

¹⁵ En russe « chestidesiatniki ». Nous reprenons l'expression « soixantards » de Sigman (*Clubs politiques*). À ce sujet, voir English, « Intellectuals and the World: From the Secret Speech to the Prague Spring », p. 81-115, Chap. in *Russia and the Idea of the West*.

contexte de déstalinisation entamée par Khrouchtchev et qui disparaît de l'espace public dans la foulée de la répression brejnévienne contre les projets de « socialisme à visage humain ». Vingt ans plus tard, à la faveur de l'ouverture créée par la glasnost, les idées des soixantards bénéficient d'un retour en grâce. Sous l'influence d'Alexandre Yakovlev, bras droit de Gorbatchev, des socialistes humanistes notables sont nommés à la direction de plusieurs revues et journaux importants¹⁶. Le monde académique connaît un phénomène semblable, alors que des savants longtemps ignorés sous Brejnev sont appelés à participer à l'élaboration des réformes. C'est le cas de la sociologue Tatiana Zaslavskaïa et de l'économiste Abel Aganbeguian, du « groupe de Novossibirsk », qui a produit des analyses non-conformistes de la société soviétique. À son tour, la réhabilitation de ces grandes figures réformistes favorise l'expression des valeurs socialistes humanistes dans la société soviétique. Le mouvement informel¹⁷, en particulier, se fait le chantre de la réforme du socialisme dans le sens de la défense des droits des citoyens contre les abus de pouvoir de la bureaucratie, de l'abolition du régime des privilèges et de la revitalisation des campagnes par l'introduction d'une forme de marché à l'intérieur du système de planification économique. Forts de leur nouvel ascendant sur le débat public pendant la première partie de la perestroïka, les socialistes humanistes participent à l'élaboration d'une nouvelle conception officielle de l'histoire.

Les socialistes humanistes conçoivent le progrès historique de manière relativement conforme aux canons de l'idéologie officielle soviétique, qui présente l'histoire de l'humanité comme un processus linéaire qui évolue par stades successifs. Rappelons que l'autorité du régime soviétique est en effet intimement liée à son inscription dans l'histoire. À l'instar des communistes du monde entier, qui présentent leur mouvement comme une force modernisatrice, le régime soviétique se revendique explicitement d'une supériorité historique, qui le place loin devant les pays capitalistes sur la voie du progrès. Selon le matérialisme historique soviétique officiel, le socialisme apparaît comme la forme politique la mieux

¹⁶ Parmi les plus importants : Sergueï Zalyguine à *Novy Mir*, Vitaly Korotich à *Ogonek*, Gueorgui Baklanov à *Znamia*, Egor Yakovlev à *Moskovskye Novosti* (journal traduit en plusieurs langues étrangères, il constitue le visage international de la presse soviétique), Albert Beliayev à *Sovetskaïa Kultura*, Vladislav Starkov à *Argumenty i fakty* et Boris Nikolskii à *Neva*, basé à Leningrad.

¹⁷ Rappelons qu'il s'agit du prédécesseur du mouvement démocratique pendant la première partie de la perestroïka.

adaptée au développement des forces productives de la société industrielle moderne, tandis que le capitalisme, ayant épuisé son potentiel modernisateur, est condamné à s'écrouler sous le fardeau de ses contradictions internes. Cette philosophie de l'histoire se fige à l'époque de Staline dans une téléologie linéaire, qui pose que le régime soviétique constitue la fin de l'histoire. C'est le message véhiculé par le célèbre livret connu sous le nom de *Kratki kurs*¹⁸, qui est à la base de l'éducation politique qui accompagne les études supérieures en URSS stalinienne et poststalinienne. On y pose que l'histoire se déroule comme la succession nécessaire de cinq formes d'organisation sociale et politique : la société primitive communautaire, la société esclavagiste, la société féodale, la société capitaliste et la société communiste. Les socialistes humanistes acceptent généralement cette conception de l'histoire. Ce qu'ils rejettent, c'est la prétention de l'URSS à incarner la forme suprême du développement social et, par là, la réalisation concrète de la fin de l'histoire. Pour rendre compte des errances du stalinisme tout en préservant le caractère téléologique progressiste de l'histoire, les socialistes humanistes avancent des concepts qui permettent de rendre compte de possibles déviations à son cours normal : c'est le sens, à l'époque de Khrouchtchev, de la théorie des « zigzags » dans la « voie des pionniers »¹⁹ et, plus tard, à l'époque de Gorbatchev, de la théorie des « modèles du socialisme »²⁰, qui permet de concevoir plusieurs voies vers un même objectif.

La conception du développement historique élaborée par les socialistes humanistes conserve l'idée d'un progrès historique conduisant au socialisme tout en rendant compte de l'épisode terrible que fut le stalinisme. Cette entreprise collective comporte donc une dimension négative et une dimension positive : d'une part, la critique systématique du stalinisme et de la prétention brejnévienne à la réalisation du « socialisme développé » et, d'autre part, la revendication des « principes léninistes », associés à la démocratie et à la promotion d'une certaine forme de marché. Pendant la première partie de la perestroïka, les

¹⁸ De son nom complet, *Istoria Vsesoyuznoi Kommunisticheskoi Partii. Kratki kurs* (Histoire du Parti communiste pansoviétique. Précis), Moscou, OGIZ, 1938. Références tirées d'Atnashev, p. 193-194, 227-229.

¹⁹ Voir à ce sujet Atnashev, p. 228.

²⁰ Voir à ce sujet Brown, p. 106, 108.

socialistes humanistes – incluant Gorbatchev et son entourage – désignent l’initiative stalinienne de la collectivisation forcée comme le moment de bifurcation de l’histoire soviétique, et prônent un retour aux principes politiques et économiques de la NEP²¹. Cette nouvelle conception de l’histoire, qui devient dominante dans l’espace public à cette époque grâce à l’impressionnant tirage de la presse réformatrice²², trouve son application concrète dans les réformes entreprises par Gorbatchev. En 1988, on adopte la Loi sur les coopératives, qui introduit une certaine forme de marché parallèlement au système de planification, de même que les thèses de la XIX^e conférence du PCUS, qui engagent la réforme politique sous le slogan « Tout le pouvoir aux soviets ». C’est le temps où les socialistes humanistes, à l’intérieur comme à l’extérieur des cercles du pouvoir, clament en chœur le retour aux véritables principes socialistes²³.

Par contre, le néo-libéralisme russe de certains démocrates, qui pose l’opposition dichotomique de la société et de l’État et qui prône la suprématie des droits individuels, demeure marginal en ce début de perestroïka. Leurs promoteurs sont ostracisés par l’ensemble des acteurs politiques – dirigeants et réformateurs du mouvement informel – en raison de leur association avec la dissidence. Il nous faut dire un mot sur cette dissidence, car c’est chez elle que l’on peut retracer les origines idéologiques du néo-libéralisme parmi les

²¹ La NEP : « Nouvelle politique économique », en vigueur de 1921 à 1925. Pour une étude détaillée de la nouvelle conception gorbatchévienne de l’histoire soviétique, voir Robert W. Davies, *Soviet History in the Gorbachev Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1989.

²² De 1985 à 1989, le tirage d’*Ogonek* passe de 1,5 millions de copies à 3,35 millions, celui de *Znamya*, de 175 000 à 980 000, celui de *Novyy Mir*, de 425 000 à 1, 573 millions. Yitzhak M. Brudny, « The Heralds of Opposition to Perestroika », p. 162. Chap. in *Milestones in Glasnost and Perestroika: Politics and People*, sous la dir. de Edward A. Hewett et Victor H. Winston. Washington D.C., Brookings Institutions, 1991. De plus, comme le souligne Josephine Woll, ces données ne tiennent pas compte du fait que chaque copie est lue en moyenne par trois ou quatre personnes. « Glasnost’ and Soviet Culture », p. 233. Chap. in *The Soviet System: From Crisis to Collapse*, sous la direction d’Alexander Dallin et Gail Lapidus. Boulder, Westview Press, 1995.

²³ Pour un aperçu des écrits des socialistes humanistes pendant la première moitié de la perestroïka, voir les recueils soviétiques traduits en français et en anglais, dont le plus célèbre est *Inovo ne dano*. Pour l’édition française, voir Iouri Afanassiev (dir. publ.) *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989. On retiendra aussi les livres d’entrevues : Stephen Cohen et Katrina Vanden Heuvel (dir. comp.), *Voices of Glasnost : Interviews with Gorbachev’s Reformers*, London; New York, Norton, 1989 ou encore Elena Joly, *La troisième mort de Staline : Entretiens avec des intellectuels gorbatchéviens*, Paris, Actes Sud, 1988.

démocrates russes. Certes, la dissidence soviétique n'a jamais été idéologiquement homogène, mais à la faveur du recul du socialisme humaniste vers la fin des années 1960, elle se voit peu à peu dominée par le courant non socialiste des défenseurs des droits de l'homme – les *pravozachitniki*. Ce courant impose à la dissidence une vision « juriste »²⁴ de la politique, marquée par l'affrontement de la société et du pouvoir, et dominée par les principes du droit international tel qu'il a été édicté en Occident. Les dissidents – et nous entendons désormais par là les défenseurs des droits de l'homme, suivant l'usage qui s'impose à partir de ce moment – refusent toute compromission avec le pouvoir. Pour eux, les soixantards qui tentent de réformer le système de l'intérieur sont tout simplement des collaborateurs.

La scène politique de la perestroïka est donc marquée par cette lutte entre le modèle réformateur et le modèle dissident pour la légitimité de la contestation. Aux heures de gloire du réformisme socialiste humaniste, de 1985 à 1989, les deux mouvements évoluent en parallèle sans chercher à collaborer : les réformateurs déploient leur action dans le nouvel espace public créé par la glasnost, qui assure une large diffusion de leurs idées, tandis que les dissidents se confinent volontairement dans l'illégalité du *samizdat*²⁵. Tout cela change en 1989, alors que la société politique se radicalise profondément suite à l'échec des réformes gorbatchéviennes. À ce moment, rien ne va plus pour les réformateurs : à l'étranger, la politique internationale en faveur de réformes et la non-intervention de l'armée soviétique conduisent à la dislocation rapide du bloc de l'Est; dans les républiques soviétiques, la glasnost se traduit par une flambée de violence ethnique et par la montée du nationalisme sécessionniste; en Russie, les réformes économiques entraînent des pénuries et stimulent un fort mécontentement populaire. La nouvelle instance politique, le Congrès des députés du

²⁴ L'expression est de Sigman, *Clubs politiques*, p. 65.

²⁵ Une exception notable à cette règle est le cas du club informel Démocratie et humanisme, organisé par la dissidente Valeria Novodvorskaïa. Le club, qui défend une version radicale de l'idéologie des défenseurs des droits de l'homme, s'invite systématiquement dans les réunions des clubs informels, au grand désarroi de ces derniers, qui ne peuvent cependant le chasser sans nier leurs idéaux démocratiques. En mai 1988, alors que le multipartisme est loin d'être un sujet de débat public, le club se transforme en « parti d'opposition » d'un type si radical qu'il se pose comme principe de ne jamais participer aux élections : c'est l'Union démocratique. À son sujet, voir Vera Tolz, *The USSR's Emerging Multiparty System*, Washington D.C.; New York, Praeger, 1990, p. 56-60.

peuple de l'URSS, ne parvient pas à créer un consensus autour des réformes et se polarise entre une minorité de réformateurs de plus en plus radicaux et la masse des membres de l'appareil, « la majorité agressivement docile »²⁶, qui se méfie des changements apportés par la perestroïka. Face à cet échec, certains socialistes humanistes radicalisent leur position et adoptent comme projet politique le passage à une social-démocratie calquée sur le modèle suédois ou canadien²⁷. Ils participent à la création du mouvement démocratique, qui prend son essor suite à l'irruption massive sur la scène politique d'une nouvelle cohorte d'acteurs politiques moins liés à l'héritage des soixantards. À vrai dire, les nouveaux venus se reconnaissent davantage dans le modèle de la dissidence, dont ils reprennent la conception de la politique comme opposition binaire entre le pouvoir et la société. Dès sa naissance, le mouvement démocratique est donc marqué par l'ascension de la tendance néo-libérale au détriment de la tendance socialiste humaniste. Les néo-libéraux conçoivent le mouvement démocratique comme le représentant de la société contre le PCUS et l'État soviétique, au sein desquels ils refusent désormais de distinguer les réformateurs des conservateurs. Cette opposition catégorique se manifeste par l'utilisation d'étiquettes idéologiques autrefois interdites, telle que celle de « libéraux » pour se qualifier eux-mêmes, et de « totalitaire » pour dépeindre l'adversaire. Le critère de légitimité des acteurs politiques devient l'inverse de celui qui dominait au temps des informels; le mouvement démocratique se méfie de ceux qui collaborent avec le régime et porte en triomphe les opposants au système, d'où le statut privilégié de Boris Eltsine, apparatchik auréolé d'une réputation de rebelle depuis son expulsion du Politburo en 1987, et des dissidents comme Andreï Sakharov. Dans son action politique comme dans sa pensée, le mouvement démocratique s'inscrit donc dans la filiation de la dissidence.

À l'instar des socialistes humanistes, les défenseurs des valeurs néo-libérales considèrent que l'histoire suit un cours naturel et nécessaire, et cherchent dans le passé le

²⁶ L'expression est de Iouri Afanassiev. Cité par Martin Malia, *La tragédie soviétique, histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris, Seuil, 1995, p. 554.

²⁷ Loukine dénombre plusieurs autres pays cités comme exemples de social-démocratie ou de forte intervention étatique dans l'économie, notamment la Finlande, l'Autriche, la Suisse, la France et l'Espagne. Lukin, p. 231.

moment de bifurcation qui a conduit l'URSS dans un cul-de-sac historique. La radicalisation de leurs positions les conduit cependant à dépasser les socialistes humanistes sur leur « gauche »²⁸, et à faire remonter l'erreur historique jusqu'à la révolution d'Octobre, ramenant ainsi Lénine et les bolcheviks au même rang que Staline et Béria parmi les responsables des atrocités du régime. Ainsi, le 7 novembre 1989, jour de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, les slogans des démocrates qui marchent à Moscou en disent long sur leur appréciation du passé soviétique : « Gloire éternelle aux premiers perestroïkistes – les marins de Kronstadt », « 72 ans sur une route qui ne mène nulle part »²⁹. Pour ces démocrates, le stalinisme n'est plus seul responsable de la perversion du cours de l'histoire, mais le soviétisme dans son ensemble, qu'il faut donc remplacer par une forme politique plus évoluée, soit la démocratie comme État minimal. Les démocrates néo-libéraux se sont en cela inspirés du modèle des États-Unis de Ronald Reagan et de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher.

Au-delà de leurs importantes divergences idéologiques, les démocrates socialistes humanistes et néo-libéraux partagent la même conception de l'histoire comme temporalité éternelle au déroulement nécessaire. Dans cette perspective, l'avènement de la démocratie n'apparaît pas pour eux comme la création d'un système politique original, mais comme la révélation d'un ordre naturel, indûment perturbé par l'intervention d'une clique de criminels – les staliniens pour les uns, les communistes pour les autres. L'autorité de la démocratie, de par son mode d'inscription dans une temporalité éternelle, transcende donc absolument le domaine des affaires humaines. Pour cette raison, il nous paraît justifié de conclure à l'*absolutisation* d'une conception téléologique de l'histoire dans la pensée politique des démocrates russes. Toutefois, une telle affirmation exige un examen plus approfondi. Aussi, nous nous proposons d'examiner ce que nous avons défini comme le second attribut de

²⁸ Ironie de l'histoire : à l'époque de la perestroïka, est dit de « gauche » celui qui conteste le régime communiste, peu importe son allégeance idéologique. À l'inverse, les communistes orthodoxes sont dits de « droite ». Pour une discussion critique de ce phénomène, voir Boris Kagarlitsky, « A Step to the Left, a Step to the Right ». Chap. in *Late Soviet Culture : from perestroika to novostroika*, sous la dir. de Thomas Lahusen et Gene Kuperman, p. 21-34. Durham N.C., Duke University Press, 1993.

²⁹ La révolte des marins de Kronstadt contre la dictature des bolcheviks, en mars 1921, a été écrasée sur l'ordre de Lénine. Slogans cités par Urban, p. 168. Nous traduisons à partir de l'anglais.

l'absolu dans la pensée politique des démocrates, soit l'unité. Un absolu, avons-nous indiqué sur la base des réflexions d'Arendt, subsume la singularité et la pluralité dans un principe unique et homogène. Par conséquent, on dira du lien social qu'il repose sur un absolu lorsqu'il repose sur une source d'autorité qui ne connaît pas de division interne. Or, nous soutenons que c'est précisément ce que font les démocrates russes, qui fondent l'autorité de la démocratie sur son appartenance à la *civilisation*. Dans la section qui suit, nous verrons que cette source d'autorité, qui repose sur l'unité de la nature humaine, conduit les démocrates à s'opposer à l'idée d'une clôture externe de la société.

2.3 LA CIVILISATION MONDIALE

Il ressort clairement des entrevues réalisées par Loukine, de même que de celles menées par l'équipe de Berelowitch et Wieviorka, que les participants au mouvement démocratique rejettent généralement le nationalisme russe et l'idée d'une voie historique propre à la Russie, différente de celle suivie par l'Occident.³⁰ Les démocrates préfèrent se réclamer de valeurs universelles et lorsqu'ils en cherchent des modèles d'application, leurs regards se tournent vers l'Ouest. La promotion de la démocratie repose sur l'intégration à la civilisation mondiale, à l'encontre de l'idée d'appartenance nationale. Nation et démocratie, en somme, « sont pensées comme une alternative »³¹. De manière générale, le nationalisme est assimilé à

³⁰ La question de la signification du nationalisme russe est complexe, ne serait-ce que parce qu'il a rarement pris en Russie une forme semblable à celle qui s'est imposée en Occident et qui repose sur la souveraineté de la nation comme communauté politique. Par conséquent, l'étiquette « nationaliste russe », bien que courante dans le monde académique, doit être utilisée avec précaution, d'autant plus qu'elle est rarement revendiquée comme telle en Russie, où elle est associée à l'expérience nazie (Reddaway et Glinski, p. 76; Sakwa, *Russian Politics and Society*, p. 259). Ceci étant dit, le caractère limité du présent travail nous contraint à nous satisfaire d'idéaux-types, qui ont l'avantage de faciliter l'orientation du lecteur parmi les différentes positions idéologiques de l'époque de la perestroïka. Ainsi, nous qualifions de « nationaliste » toute pensée qui trace pour la Russie une voie historique singulière, essentiellement différente de celle suivie par l'Occident. Cette catégorie englobe des perspectives très différentes, du nationalisme culturel russe de Valentin Raspoutine à l'union panslave d'Alexandre Soljenitsyne, en passant par l'impérialisme communiste russe d'Alexandre Prokhanov. Dans le contexte de la perestroïka, le point commun le plus évident des nationalistes est leur anti-occidentalisme.

³¹ Berelowitch et Wieviorka, p. 90.

un masque du totalitarisme, destiné à tomber avec lui le jour où la démocratie triomphera. Pour bien comprendre cette association du nationalisme au régime communiste dans l'esprit des démocrates, il faut se replacer dans le contexte idéologique et politique de la révolution anticommuniste.

À cette époque, l'opposition entre la voie universelle défendue par le mouvement démocratique et la voie russe défendue par les nationalistes s'inscrit dans une intense lutte idéologique et politique. Dans la presse, démocrates et nationalistes se rejettent mutuellement la responsabilité du détournement de la Russie de sa voie historique naturelle. Ainsi, contre l'idée des démocrates d'une marche vers une civilisation « à l'occidentale » détournée par une révolution qui a fait retomber la Russie dans le despotisme asiatique³², les nationalistes défendent la perspective selon laquelle le développement organique de la nation a été bouleversé par l'introduction d'une idéologie étrangère, dont ils voient la manifestation à la fois dans l'idéologie communiste et dans l'idéologie libérale. Les deux plus célèbres tenants de cette position sont Alexandre Soljenitsyne et Igor Chafarévitch qui dénoncent le caractère immoral de l'idéologie des démocrates, qui repose sur la « conviction hypnotique qu'elle ouvre la seule voie du progrès »³³. Pour ces auteurs, comme pour plusieurs autres, l'utopisme artificiel des « pseudo-démocrates » expose l'identité russe aux menaces extérieures. À l'époque de la perestroïka, ces menaces sont désignées comme la culture occidentale – en particulier la musique rock, qui est de plus en plus populaire auprès des jeunes –, les Juifs et les francs-maçons.³⁴ À l'inverse, les démocrates considèrent les nationalistes comme des réactionnaires, qu'ils accusent de pactiser avec les bureaucrates pour défendre leurs privilèges. D'où l'étiquette très péjorative « rouge-brun », largement utilisée à cette époque par les démocrates pour désigner l'alliance réactionnaire des communistes et des

³² Lukin, p. 181.

³³ Chafarévitch, Igor, « Deux routes vers un précipice » (*Dve dorogi k odnomu obryvu*), *Novy Mir*, 1989, 7, p. 161; cité dans Atnashev, p. 379. Nous traduisons à partir du russe.

³⁴ Ces idées sont défendues dès 1987 dans la revue *Molodaïa Gvardiya* par Vyacheslav Gorbachev, qui mène la campagne nationaliste contre les partisans de la perestroïka. Il est suivi de nombreux autres dans les années qui suivent. Pour un exposé détaillé des idées avancées par les nationalistes, voir Brudny, « The Heralds of Opposition to *Perestroyka* », p. 163-189.

nationalistes³⁵. Mais s'ils se rejoignent dans le rejet catégorique du nationalisme et sur la nécessité pour la Russie de s'engager sur la voie de la « civilisation mondiale », les démocrates ne considèrent pas tous la référence « nationale » avec la même animosité. Certains démocrates, que nous appelons « patriotes »³⁶, soulignent la contribution des valeurs russes à la civilisation et rejoignent en cela les préoccupations de certains nationalistes, sans pour autant partager leur anti-occidentalisme. D'autres, à l'inverse, nourrissent une méfiance très profonde à l'égard de toute affirmation du caractère russe, qu'ils associent au chauvinisme et auquel ils opposent un attachement exclusif aux principes universels du droit naturel. Pour cette raison, nous désignons ces derniers comme les « juridistes ». Il est entendu que cette distinction entre patriotes et juridistes n'est pas totalement étanche, mais elle permet d'éclairer la diversité idéologique des voies considérées par les démocrates pour rejoindre le cours de la civilisation mondiale.

Les écrits de Robert English s'imposent parmi les sources d'information les mieux documentées quand il est question des débats idéologiques entourant la perestroïka. Ce dernier, tel qu'indiqué au chapitre précédent, décrit le paysage mental soviétique comme un champ de bataille où s'affrontent deux visions du monde irréconciliables, l'une universaliste et progressiste, et l'autre nationaliste et réactionnaire. Si l'on acceptait cette thèse, force serait alors de constater l'incohérence d'une bonne partie des intellectuels soviétiques, non seulement à l'époque de Khrouchtchev ou de Brejnev, mais aussi au cours de la période la plus polarisée de la perestroïka, soit de 1989 à 1991. En effet, cette conception dichotomique de la lutte idéologique en URSS fait abstraction d'une position intermédiaire occupée par un

³⁵ Pourtant, cette alliance ne voit officiellement le jour qu'en 1991. Notons que la couleur brune est attribuée aux nationalistes par association au fascisme.

³⁶ Nous reprenons la distinction faite par Sakwa parmi les démocrates. (Sakwa, *Russian Politics and Society*, p. 259). L'expression « patriote » n'est pas idéale, car elle est aussi associée par certains démocrates au chauvinisme nationaliste (Lukin, p.vii), mais elle désigne une réalité bien réelle parmi les démocrates, souvent désignée comme la tendance « nationaliste libérale ». On en trouve une description plus détaillée chez Brudny, qui produit une typologie élaborée des principales branches du nationalisme russe. Il distingue ainsi le nationalisme libéral du nationalisme conservateur et du nationalisme radical. Voir Brudny, *Reinventing Russia : Russian nationalism and the Soviet state, 1953-1991*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1998, p. 8-13. Compte tenu de nos réserves à l'égard des termes « nationalisme » et « libéralisme », qui sont teintés par l'expérience politique occidentale, nous préférons l'étiquette de « patriote ».

grand nombre d'acteurs, soit ceux que nous appelons les « patriotes ». Ces derniers partagent plusieurs valeurs avec les nationalistes, notamment la promotion des traditions spirituelles russes et de la religion orthodoxe, et la protection de l'environnement. Ils s'en distinguent néanmoins par leur perspective « supranationale »³⁷ qui insiste sur les droits des individus et des communautés plutôt que ceux des nations. Contrairement aux nationalistes qui tracent une voie historique proprement russe, les patriotes conjuguent l'amour de la patrie et le rattachement de la Russie à la civilisation mondiale, comme voie universelle du développement humain. À l'époque de la révolution anticommuniste, la position patriotique est portée par deux générations d'acteurs : certains soixantards, puis, à partir de 1990, les dirigeants démocrates élus à la tête des institutions politiques russes. Le parcours de ces groupes conforte la thèse d'une transformation des codes du discours public en URSS et va à l'encontre de celle décrivant une lutte bipolaire entre le nationalisme « hostile et isolationniste » et l'universalisme « global et intégrationniste ».

Avant la polarisation des positions idéologiques au cours de la révolution anticommuniste, il n'était d'ailleurs pas rare en URSS de voir nationalistes et patriotes faire front commun dans la condamnation du stalinisme. L'exemple le plus marquant de cette collaboration est celui de la revue *Novy Mir*, étendard du réformisme des soixantards qui, sous Khrouchtchev, publie à la fois des écrits de patriotes tels que Sergueï Zalyguine, Fédor Abramov et Boris Mojaev, et ceux de nationalistes comme Alexandre Soljenitsyne, Vassili Belov et Alexandre Yachine. Les premiers défendent les droits des paysans contre les abus de la bureaucratie, tandis que les seconds dénoncent la menace que fait planer l'urbanisation sur le mode de vie paysan, porteur de la morale et de l'identité russe. Les deux tendances convergent dans la dénonciation de la collectivisation forcée et, de manière générale, du caractère répressif du stalinisme. En raison de leur souci commun pour le sort des campagnes, ces auteurs ont été classés dans un même genre littéraire³⁸ connu sous le nom de « prose de village », tandis qu'eux-mêmes sont appelés les « écrivains de village »³⁹. Muselés

³⁷ Le mot est de Sakwa, p. 259.

³⁸ « Littéraire » au sens large, puisque ce genre comprend aussi bien des œuvres de fiction que des essais. En Russie, la limite entre ces deux modes d'expression est souvent très ténue.

³⁹ En russe *derevenskaïa proza* et *derevenchtchiki*.

sous Brejnev, les « écrivains de village » occupent de nouveau le devant de la scène publique au tout début de la perestroïka, avec la bénédiction de Gorbatchev qui approuve cette forme de coalition en faveur des réformes.

À partir de 1987, la collaboration des patriotes et des nationalistes s'effondre, alors que le débat sur la responsabilité du stalinisme et sur la direction à donner à la perestroïka se polarise. L'affrontement public a d'abord lieu dans la presse⁴⁰. Sous l'impulsion d'Alexandre Yakovlev, antinationaliste notoire⁴¹ nommé responsable de l'idéologie au Comité central, la presse réformatrice prend son essor et s'oriente de plus en plus vers la défense des libertés individuelles. Toutefois, l'impressionnante popularité de ces revues et journaux inquiète certains nationalistes comme Valentin Raspoutine, Vassili Belov et Victor Astafiev, qui collaboraient avec les patriotes au cours de la nouvelle vague de la « prose de village ». Ces nationalistes réformateurs s'insurgent devant l'apologie qui est faite des libertés « occidentales » et du mode de vie qui l'accompagne, ce qui les incite à se distancer des patriotes et à se joindre aux revues qui s'étaient imposées comme les principaux véhicules du nationalisme le plus conservateur, soit *Molodaïa gvardiya* (Jeune garde) et *Nash sovremennik* (Notre contemporain). Ces revues bénéficient au sein de l'appareil du soutien d'Egor Ligachev, membre important du Comité central, qui prône une perestroïka beaucoup plus graduelle et surtout moins « occidentale » que celle promue par Alexandre Yakovlev.

Cette polarisation des débats politiques se déplace ensuite de la presse vers la scène politique naissante. Chaque initiative des informels – puis des démocrates – visant à organiser la promotion de réformes en faveur des libertés individuelles donne lieu à une réplique de la part des nationalistes. En 1987 et 1988, l'organisation nationaliste radicale

⁴⁰ Les positions réformatrices paraissent principalement dans la presse pansoviétique, basée à Moscou. Le même phénomène, mais de moindre ampleur, se produit plus tard à Leningrad. Quant au reste de la presse locale, elle demeure généralement favorable à l'appareil.

⁴¹ En 1971, alors qu'il dirige le département de la propagande du Comité central du PCUS, Alexandre Yakovlev publie dans l'hebdomadaire à grand tirage *Literaturnaïa Gazeta* un long article dans lequel il dénonce le regain du nationalisme russe dans les sphères dirigeantes du parti. Bien qu'il mène cette critique au nom des principes léninistes, il est déchu de son poste et envoyé en « exil » comme ambassadeur au Canada, poste qu'il occupera jusqu'à ce qu'il soit rappelé à Moscou par Andropov, à la demande de Gorbatchev.

Pamyat' (Mémoire) vient concurrencer les clubs du mouvement informel. À partir de 1989, les nationalistes tentent de créer un mouvement de masse qui puisse faire concurrence au mouvement démocratique. Ainsi, à l'automne de 1989, plusieurs organisations d'obédience nationaliste se regroupent pour présenter une liste commune en vue des élections au Congrès russe des députés du peuple de la RSFSR : c'est le Bloc des organisations sociales patriotiques de Russie, qui s'oppose explicitement à Russie démocratique, le bloc électoral créé également en vue de ces élections par des figures bien en vue du mouvement démocratique. L'action politique des nationalistes fait grand bruit dans la presse soviétique et étrangère, notamment en raison du radicalisme de leurs positions – parfois ouvertement racistes –, mais ne parvient pas à mobiliser la population⁴². Du point de vue des démocrates, les nationalistes deviennent des adversaires d'autant plus redoutables que, contrairement aux bureaucrates, ils se réclament d'une légitimité populaire. Une prétention dépourvue de toute crédibilité, déclarent les démocrates, car elle s'appuie sur la perpétuation d'une mentalité réactionnaire et sur le soutien infamant de l'appareil communiste. Ce dernier point n'est d'ailleurs pas sans fondement, puisque plusieurs dirigeants soviétiques locaux soutiennent verbalement et matériellement les organisations nationalistes, qu'ils jugent comme les plus à même de protéger les bases essentielles du système⁴³. Dans les revues, nationalistes et communistes orthodoxes, malgré leurs divergences⁴⁴, critiquent avec une égale véhémence

⁴² Non sans humour, Walter Laqueur affirme que « for every member of Pamyat' there has been an article in the Russian and Western press », *The Dream that Failed: Reflections on the Soviet Union*, New York, Oxford University Press, 1994; cité dans Reddaway et Glinski, p. 126.

⁴³ En 1987, Boris Eltsine, alors qu'il est encore dirigeant du Parti pour la ville de Moscou, est le premier haut dirigeant soviétique à rencontrer officiellement les dirigeants d'une organisation informelle. Le fait que cet honneur échoit à *Pamyat'* semble indiquer qu'Eltsine, à cette époque, n'avait pas encore opéré sa transformation en démocrate. Voir à ce sujet Reddaway et Glinski, p. 126. À Leningrad, l'appareil du parti fournit ressources et personnel à la coalition nationaliste pour l'aider à l'emporter contre Russie démocratique dans le cadre des élections de 1990. Sans succès. Voir Urban, p. 179.

⁴⁴ Les nationalistes, ne l'oublions pas, ne sont pas des apologistes du régime soviétique. Ils reprochent à la doctrine communiste d'être une abstraction artificielle greffée à la Russie comme un corps étranger qui entrave son développement organique. Ce faisant, ils mettent en garde contre les réformes proposées par les démocrates, au nom du respect dû à la patrie et à l'État. C'est notamment la thèse soutenue dans une lettre commune publiée en juillet 1991 dans *Sovetskaja Rossiya* et signée par plusieurs nationalistes – parmi lesquels Valentin Raspoutine et Iouri Bondarev – conjointement avec des communistes. Voir Boobbyer, p. 195. Alexandre Prokhanov est à peu près le seul à soutenir cette collaboration, allant jusqu'à proposer une fusion des valeurs communistes et nationalistes. Il invite en particulier à une alliance entre les intellectuels nationalistes et les forces conservatrices au sein de

les intellectuels démocrates, qu'ils accusent de « salir l'histoire » en ne relevant que les aspects négatifs du passé national. Ce ralliement des nationalistes et des communistes dans la défense des ancêtres contribue à leur association dans l'esprit des démocrates. En somme, le contexte de polarisation de la révolution anticommuniste conduit à la cristallisation, dans la pensée politique des démocrates, d'une dichotomie profonde entre la démocratie et le nationalisme, oblitérant du même coup la position intermédiaire des patriotes.

L'effondrement de la coalition réformatrice des patriotes et des nationalistes favorise la diffusion parmi les démocrates d'un nouvel internationalisme dénué de toute référence nationale. Dans cette perspective, le lien social tire son fondement exclusif du Droit, ce pourquoi nous le désignons comme la tendance « juriste » du mouvement démocratique. En cela, cette tendance n'est d'ailleurs pas sans rappeler les positions des dissidents. Ces derniers, comme Andreï Sakharov, nourrissent une profonde méfiance à l'égard de toute manifestation de fierté nationale, qu'ils assimilent à un dangereux chauvinisme. Dans le contexte de l'affrontement politique avec les nationalistes, nombre de démocrates sont gagnés par cet universalisme postnational, comme l'illustre ce cri du cœur d'un militant : « La démocratie est notre nation, et nous sommes ses citoyens ! En défendant la nation Démocratie, nous sommes internationalistes avec tous ceux qui pensent de la même façon dans ce pays et dans le monde entier ».⁴⁵ Ces mots, parus en 1989, illustrent l'idée selon laquelle la lutte pour la démocratie et contre le totalitarisme est universelle et, à ce titre, ne peut être limitée à une question strictement russe. Cette lutte n'est ni le fait d'une classe ou d'un peuple, mais de l'humanité tout entière qui lutte pour son émancipation. Il est significatif à cet égard que le discours de ces démocrates demeure particulièrement flou lorsqu'il est question de définir le territoire

l'appareil militaire : « Aujourd'hui la bataille pour la défense de l'armée est la dernière lutte pour préserver l'État et la nation. La désintégration et la destruction de l'armée nous rend impuissants devant les pillards qui cherchent à démembrer l'URSS en petits morceaux facilement digestibles et à briser la résistance de la Russie, qui refuse [...] de se retrouver au plus bas étage de la hiérarchie économique et culturelle des civilisations mondiales cruelles et pseudo-humanistes. » Prokhanov, Alexandre, *Dostatochnaïa oborona* (Une défense suffisante), cité dans Brudny, *Reinventing Russia*, p. 235.

⁴⁵ Kryskin, Evgueni, 'Slovo o pol'ze demokratii', *Listok 'Grazhdanskoy initsiativy'*, 4 (24 mars. 1989); cité dans Lukin, p. 217. De la même manière, l'Union chrétienne-démocrate, l'un des partis fondés en 1990, tient à préciser que son action est conforme aux « normes juridiques et morales internationales », telles qu'elle sont stipulées dans la Déclaration des droits de l'homme et le Pacte relatif aux droits civils et politiques, de l'ONU. Citée dans Boobbyer, p. 208.

concerné par leur projet démocratique : comme l'URSS est associé au PCUS et la Russie, au chauvinisme des nationalistes, les démocrates juristes se contentent de définir simplement l'espace où se déploie leur action comme « le pays »⁴⁶.

Forts de cet esprit de solidarité internationale, les démocrates russes expriment à plusieurs reprises leur soutien envers ceux qu'ils considèrent comme leurs compagnons de combat, en Chine et en Europe de l'Est, mais aussi en Afrique et en Amérique du Sud. Citons un passage du programme de l'Union démocratique :

L'Union démocratique réaffirme sa solidarité avec les forces de la démocratie partout dans le monde et prône la défense des droits de la personne dans tous les pays. L'Union démocratique se déclare solidaire de toutes les forces à l'étranger qui sont favorables à la paix, des groupes internationaux de défense des droits de l'homme, de même que des groupes écologistes et pacifistes. Le respect des droits de l'homme et la garantie des libertés fondamentales devraient devenir le principal critère de soutien à un pays, qu'il soit d'Europe de l'Est ou du Tiers Monde.⁴⁷

L'internationalisme des démocrates repose sur l'idée d'un monde uni autour de valeurs humaines fondamentales, généralement associées à celles défendues par les démocraties occidentales. La cause démocratique transcende les différences nationales dans la défense de valeurs universelles, associées aux droits de l'homme. Ainsi, à l'instar de Gorbatchev, ces démocrates fondent de grands espoirs dans l'assistance financière de l'Occident à la transition du communisme à la démocratie, car ils misent sur la solidarité naturelle qui unit les défenseurs de la liberté⁴⁸. Pour Loukine, l'internationalisme des démocrates découle directement de l'internationalisme prolétarien prôné par le régime soviétique, mais en inverse les valeurs : le bloc socialiste devient le bloc totalitaire, tandis que le bloc capitaliste devient le bloc démocratique. La thèse est fort pertinente, ne serait-ce que par ce qu'elle détruit

⁴⁶ Urban, p. 182.

⁴⁷ « Proekt programmy partii Demokratcheskij Soyuz » (Projet de programme du parti Union démocratique), 44. Cité par Lukin, p. 220. Nous traduisons à partir de l'anglais.

⁴⁸ Ces espoirs sont cruellement déçus. Les pays occidentaux demeurent réticents à financer la démocratisation de l'URSS. Les États-Unis, la Grande Bretagne et le Canada, en particulier, posent comme condition l'adoption d'un plan de transition rapide vers l'économie de marché. Voir à ce sujet Michel Roche, *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie : la démocratie confisquée*, Paris; Montréal, L'Harmattan, 2000, p. 64-75.

l'illusion d'une opposition fondamentale entre les démocrates et les tenants de l'orthodoxie marxiste-léniniste. Toutefois, une nuance s'impose. L'internationalisme des démocrates se différencie de celui son prédécesseur soviétique par le déracinement plus profond encore qu'il pose à l'égard des formes d'appartenance collective. L'internationalisme soviétique, c'est bien connu, transcende la nation pour mieux inscrire l'individu dans une classe mondiale, le prolétariat⁴⁹. Chez les démocrates russes de la révolution anticomuniste, l'attachement aux valeurs universelles transcende à la fois l'appartenance nationale et sociale : l'individu s'inscrit dans une totalité sans frontière, la civilisation mondiale.

Démocrates patriotes et démocrates « juristes », au-delà de leur différente sensibilité à l'égard de la culture russe et de son héritage, rejettent l'idée d'une voie historique propre à la Russie. Pendant la révolution anticomuniste, suite à la polarisation des positions politiques dans l'espace public, c'est quasiment à l'unanimité que les démocrates stigmatisent les nationalistes comme des réactionnaires collaborateurs. Mais alors, comment expliquer la rhétorique nationaliste d'Eltsine et de ses alliés au moment même où ils portent les coups décisifs au régime soviétique ? Comment expliquer que la lutte pour la démocratie en 1990 et 1991 ait été présentée par les nouveaux dirigeants russes comme une « libération nationale » ? L'acte de mort de l'Union soviétique, prononcé en décembre 1991 par les dirigeants de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine, repose en effet sur l'affirmation de la souveraineté des trois républiques slaves, ce qui en Russie fait écho à la déclaration adoptée par le Congrès des députés du peuple de la RSFSR le 12 juin 1990. Ce phénomène illustre la distance qui persiste entre la base militante du mouvement démocratique et ses chefs charismatiques, surtout à partir du moment où plusieurs d'entre eux parviennent au pouvoir dans le cadre des élections au Soviet de Russie au printemps 1990. L'introduction tardive de la question nationale sur la scène politique par certains dirigeants démocrates est

⁴⁹ Certes, la théorie marxiste prévoit que le prolétariat est lui-même appelé à disparaître au moment de l'avènement de la société sans classe. L'URSS persiste cependant à se réclamer de l'autorité du prolétariat mondial bien après que ses dirigeants aient conclu à la réalisation du socialisme à l'intérieur de ses frontières, ne serait-ce que parce qu'elle s'oppose à ce titre aux pays capitalistes, représentants de la bourgeoisie.

perçue par la majorité des militants comme une contradiction⁵⁰. Ceci dit, les militants démocrates savent que cette « libération nationale » s'inscrit dans le contexte de la lutte de pouvoir qui se joue à partir de 1990 entre Eltsine et Gorbatchev et qui a pour enjeu le destin des réformes et le rythme de la démocratisation. Les institutions politiques de la Russie, acquises aux démocrates lors des élections de mars 1990, deviennent le principal levier du mouvement contre le régime soviétique qui, pour sa part, s'appuie sur les institutions de l'URSS. Si les démocrates soutiennent Eltsine dans sa défense de la souveraineté nationale, c'est parce qu'il s'impose comme le principal adversaire des communistes. En somme, pour paraphraser une formule de Sakwa, la lutte pour l'indépendance de la Russie prend une *forme nationale* sans être *nationaliste* pour autant⁵¹. Ce point fondamental distingue la révolution anticommuniste en Russie – et en Biélorussie, par ailleurs – des révolutions véritablement nationales qui ont lieu à la même époque dans d'autres républiques soviétiques, à commencer par les pays baltes.

Qu'apportent ces considérations sur le nationalisme à notre réflexion sur la fondation de l'autorité par les démocrates russes ? La condamnation du nationalisme, dans le contexte de la révolution anticommuniste, s'appuie sur l'idée d'une appartenance commune à la civilisation mondiale, dont les normes et valeurs universelles constituent le fondement de la communauté politique démocratique. Les démocrates inscrivent résolument les fondements du lien social dans l'universel, dont le caractère absolument unitaire transcende tout particularisme. Cela tend à confirmer notre hypothèse, selon laquelle ils fondent l'autorité de la démocratie sur un absolu qui, aussi immanent soit-il, transcende le domaine des affaires humaines. Cette conclusion, que nous avons tirée de l'examen de la limite extérieure du lien social – la clôture de la communauté politique – doit être confirmée par une analyse de la

⁵⁰ Loukine témoigne des reproches portés par la majorité des militants démocrates contre les partis démocrates qui tentent d'inclure des références nationales dans leur programme – la fierté nationale, l'intérêt national – dans leur programme. C'est le cas du Parti démocratique de Russie, de Nikolai Travkine, le Mouvement chrétien-démocrate de Russie, de Victor Aksiuchits, et le Parti constitutionnel-démocrate, de Mikhail Astafiev. Ils sont immédiatement accusés de glisser du côté des « rouges et bruns ». Lukin, p. 204.

⁵¹ Sakwa: « The country's struggle for sovereignty in the late Soviet years was both national and democratic; Russia's rebirth as an independent state took a national form but did not adopt the classic exclusive forms of nationalism », *Russian Politics and Society*, p. 259.

pluralité interne de la société, ce qui exige d'examiner la signification de la division sociale dans la pensée politique des démocrates.

2.4 L'UNITÉ DU PEUPLE

Nous avons vu que les démocrates russes se sont donné pour tâche de moderniser la société. Il n'est pas inutile de comparer rapidement la source d'autorité de cette entreprise modernisatrice avec celle qui est inscrite au cœur du projet révolutionnaire bolchevique, afin d'en souligner le contraste. Pour les bolcheviks, le passage à la forme supérieure d'organisation sociale correspond aux intérêts de la classe révolutionnaire, le prolétariat, à qui échoit le rôle de faire progresser l'histoire mondiale. Quoi qu'on puisse dire de la déformation idéologique opérée par les successeurs de Lénine à la doctrine bolchevique, le régime soviétique continue de se réclamer de cette forme d'autorité historique incarnée par une classe sociale. À l'inverse, la pensée politique des démocrates russes repose en grande partie sur le rejet de la notion d'intérêt de classe. Pour eux, le passage à la démocratie modernise la société dans la mesure où, balayant les dogmes sclérosés, il révèle et actualise les libertés naturelles de l'homme. Or, dans cette perspective, quelle idée les démocrates postcommunistes se font-ils des rapports sociaux et, de manière générale, de la division sociale ? Et quelle place accordent-ils aux diverses revendications sociales portées par la population soviétique à cette époque ? Mentionnons, pour situer cet enjeu dans son contexte, que la population soviétique, bien qu'hostile à la bureaucratie et favorable à la démocratisation, demeure généralement réticente à l'égard des mesures économiques prônées par les réformateurs. Les ouvriers, en particulier, redoutent que l'introduction de la concurrence entre les entreprises dans le cadre d'une économie de marché ne conduise à la perte de leurs droits sociaux, en particulier la sécurité d'emploi et la part « sociale » de leur salaire, qui comprend des subventions au logement, aux transports publics et à l'éducation.

Les entrevues réalisées par Loukine et l'équipe de Berelowitch et Wieviorka auprès de démocrates indiquent que, de manière générale, ces derniers traitent ces résistances populaires avec mépris, car ils les soupçonnent de prendre racine dans l'obscurantisme d'un

peuple soumis. En fait, c'est l'utilisation répandue chez les démocrates du terme péjoratif « lumpen » pour désigner celui qui a intériorisé les normes de conduite soviétiques et, en particulier, la propension à compter sur l'État pour améliorer ses conditions de vie. Pour les démocrates néo-libéraux en particulier, le *lumpen* est une sorte de parasite social, qui cherche uniquement à défendre les intérêts égoïstes de son groupe d'appartenance et fait ainsi obstacle à l'avènement de la démocratie. À la mentalité lumpenisée, ils opposent une saine indépendance individuelle, soit la capacité à défendre soi-même ses intérêts, ce qui précisément fait défaut dans le système soviétique. Ainsi, Alexandre Eliovitch de l'Union démocratique, considère que le principal trait de ce régime est l'absence de la « souveraineté économique de la personnalité, quand tout le peuple est lumpenisé et dépend totalement des structures étatiques »⁵², tandis qu'Alexandre Yakovlev écrit :

Si les êtres humains renoncent à la lutte pour l'existence et cherchent à maintenir l'État comme une institution philanthropique et comme un comptoir de distribution, cela conduit à la lumpenisation massive de toutes les couches et de tous les groupes sociaux. [...] Tchernobyl était le résultat de l'activité d'ingénieurs lumpenisés et de dirigeants lumpenisés, qui avaient perdu l'habitude de l'indépendance. [...] Le modèle socialiste stalinien est aussi né d'une compréhension du monde lumpenisée.⁵³

De la même manière, on peut lire dans le programme du Parti social-démocrate de Russie (SDPR) que sous le régime soviétique « les effets négatifs du cours douloureux de la modernisation [...] ont entraîné l'accroissement de la masse des lumpen et le développement d'attitudes anti-humanistes et parasitaires ». En cela, les bolcheviks n'ont d'ailleurs fait que profiter de l'arriération du peuple : « le drame historique de ces millions de personnes qui ont eu foi dans le bolchevisme résidait dans leur faible niveau d'éducation et de culture, dans leur inaptitude à se gouverner eux-mêmes et leur manque de respect pour les droits et libertés de

⁵² Alexandre Eliovitch, *Vpolgolosa*, 3 (juin 1991), p. 8; cité dans Lukin, p. 184. Nous traduisons à partir de l'anglais.

⁵³ Alexandre Yakovlev, *Svobodnaïa Mysl'*, no 17-18, 1993, p. 13; cité dans Robert W. Davies, *Soviet history in the Yeltsin era*, New York, St-Martin's Press, 1997, p. 63. Nous traduisons à partir de l'anglais.

l'individu ». Les reproches du SDPR n'épargnent pas même les libéraux contemporains des bolcheviks, qu'ils accusent d'avoir « flirté égoïstement avec le peuple »⁵⁴.

Considérant le nombre important d'intellectuels parmi les démocrates, faut-il voir dans cette charge contre les *lumpen* la manifestation de la condescendance traditionnelle de l'intelligentsia russe à l'égard du peuple, trop captivé par ses passions matérielles pour reconnaître son véritable intérêt ? C'est la thèse de Maria Ferretti, pour qui les « démocrates libéraux » héritent d'une « structure de pensée très profondément ancrée dans la mentalité de l'intelligentsia », soit la difficulté tenace à penser le corps social dans sa complexité, ce pourquoi il n'est compris qu'à travers le vague concept de « peuple »⁵⁵. Dépourvu de toute épaisseur sociale, le peuple apparaît donc comme un corps unitaire dépourvu de toute division interne. Comme l'indique Loukine, cette unité procède de son opposition au sein du régime soviétique à la classe qui la domine et l'opprime : la bureaucratie. Le renversement de l'appareil bureaucratique, en ce sens, permet de rétablir l'unité sociale⁵⁶. Mais si le peuple est si uni, qui sont donc les *lumpen* ? Les démocrates, s'ils rejettent l'idée d'une pluralité d'intérêts divergents au sein de la société, n'en font pas moins une distinction sur le plan des valeurs : d'une part le « bon » peuple, qui reconnaît l'intérêt général, et d'autre part les *lumpen*, qui demeurent enfermés dans une mentalité archaïque et qui, dans leur dépendance à l'égard de

⁵⁴ « La route vers le progrès et la démocratie sociale ». Principes fondamentaux du programme du SDPR, octobre 1990; cité dans Reddaway et Glinski, p. 165. Nous traduisons à partir de l'anglais.

⁵⁵ Maria Ferretti, « De l'engouement pour la liberté à l'apologie de l'autoritarisme : la métamorphose de l'intelligentsia démocratique russe », p. 158. Chap. in *De Russie et d'ailleurs, feux croisés sur l'histoire : pour Marc Ferro*, textes recueillis et édités par Martine Godet. Paris, Institut d'études slaves, 1995. Selon Ferretti, cette conception du peuple découle directement de l'autoreprésentation de l'intelligentsia russe : « À la base de cette construction, dont l'origine remonte au XIX^e siècle, il y a une perception des réalités sociales filtrées par le prisme du "triangle maudit" constitué par intelligentsia-pouvoir-peuple. Porte-parole des "vraies" aspirations du peuple à mener une vie meilleure, aspirations qu'elle connaît *mieux* que le peuple lui-même grâce à son savoir (car le peuple, lui, est victime des différents "obscurantismes", dont il faut le libérer en l'éclairant), l'intelligentsia s'arroge le droit de le représenter vis-à-vis du pouvoir : elle définit ainsi son rôle et sa fonction dans la société. C'est un rôle qui se situe tendanciellement au-dessus de toute forme de médiation institutionnelle, car la légitimité de l'intelligentsia ainsi conçue relève plutôt du domaine de l'absolu des valeurs (il n'y a qu'un peuple, qu'un *vrai* idéal) que de celui du relatif et du politique. » p. 159. C'est l'auteur qui souligne.

⁵⁶ Lukin, p. 189.

l'État, ne poursuivent que leur intérêt égoïste. En ce sens, une mesure est dite « antipopulaire » dans la mesure où elle s'oppose à l'intérêt général, indépendamment de son degré de soutien dans la population⁵⁷. À l'inverse, une mesure dite « populaire » peut se révéler très impopulaire dans la pratique. La prise de conscience de plus en plus aiguë de cette impopularité, à la toute fin de la perestroïka, nourrit d'ailleurs chez les démocrates la peur de débordements de la masse ignorante. C'est ce qu'observe Ferretti, pour qui la croyance en l'unité substantielle du peuple s'accompagne chez l'intelligentsia d'une lecture du conflit social obnubilée par la peur de la guerre civile et de l'émeute. De la même manière, Michael Urban, caractérise l'« ethos de combat » des démocrates par cette propension à se considérer comme un mouvement « kamikaze » prêt à se sacrifier pour le bien d'un peuple ingrat, car incapable de comprendre la nécessité du changement⁵⁸.

Mais quelles sont donc ces mesures impopulaires que prônent les démocrates ? Dans l'ensemble, elles concernent le passage à l'économie de marché. À l'époque de la révolution anticommuniste, le marché s'impose en effet parmi les démocrates comme la seule institution qui soit compatible avec l'exigence d'indépendance individuelle qui est au cœur de leur définition de la démocratie. Pour eux, la supériorité du marché réside en effet dans sa capacité naturelle à harmoniser les intérêts individuels et sociaux grâce à la dynamique créatrice de l'initiative personnelle – le « facteur humain », pour reprendre l'expression de Gorbatchev. L'initiative personnelle doit remplacer les considérations politiques et idéologiques qui sont au cœur du « système administratif de commandement » – expression créée en 1987 par Gavriil Popov pour qualifier la gestion planifiée et régulée de l'économie soviétique⁵⁹. La revendication du passage à l'économie de marché et l'appel à la fin du monopole de l'État sur la propriété et sur les leviers de contrôle économique s'inscrivent donc

⁵⁷ Ainsi, en 1993, Eltsine dit de la résistance du parlement à la thérapie de choc qu'elle est « antipopulaire ». « Vstupitel'noe slovo Borisa El'tsina na press-konferentsii v Kremle », TASS, 19 août 1993; cité dans Ferretti, p. 159.

⁵⁸ Urban, p. 261.

⁵⁹ L'expression apparaît dans un article qui a fait grand bruit à l'époque : Popov, Gavriil, « S tochki zrenia ekonomista. O romane Aleksandra Beka "Novoe naznachenie" » (Du point de vue d'un économiste. Au sujet du roman d'Alexandre Bek "La nouvelle affectation"), *Nauka i Zhizn'*, 4, 1987, p. 54-66; cité dans Lukin, p. 169.

dans la logique de leur conception du peuple comme une entité unitaire où les intérêts individuels s'harmonisent naturellement.

Bien entendu, les divergences idéologiques entre démocrates de tendances socialiste humaniste et néo-libérale se reflètent dans leurs désaccords quant à l'organisation concrète du marché, en particulier quant au rôle de l'État. Pour les démocrates néo-libéraux, l'établissement d'un marché « normal » passe avant tout par l'établissement de la propriété privée. C'est notamment l'opinion de Guennadi Bourboulis⁶⁰ :

Le but socio-économique de la réforme, de mon point de vue, peut être exprimé de la manière suivante : créer l'institution de la propriété privée. Les gens devraient vivre dans une société où ils peuvent librement acquérir et posséder toute forme de propriété privée. L'expérience historique nous l'enseigne : rien qui ne corresponde mieux à la nature humaine n'a été inventé depuis dix mille ans. Ce système n'est pas idéal, mais normal. Et ce système convient d'une manière ou d'une autre à l'Europe, à l'Asie, à l'Amérique et ne supprime pas les traits nationaux.⁶¹

Pour les néo-libéraux, la privatisation des ressources n'est pas uniquement garante d'une efficacité accrue, mais aussi d'une société plus harmonieuse. C'est le point de vue défendu par Anatoli Tchoubais⁶², pour qui la privatisation assure l'indépendance individuelle, et donc la fin de la domination dans la société :

Une économie de marché est une économie basée sur la propriété privée. [...] Si la propriété est détenue par plusieurs personnes, aucune d'entre elles ne jouit d'un droit exclusif et de l'opportunité concrète de donner des ordres aux autres et de déterminer leur niveau de revenu personnel ou leur statut social. [...] Aucune vue particulière ne s'impose de manière dominante et ne devient contraignante pour tous. C'est tout simplement impossible : le seul pouvoir d'un propriétaire privé sur les autres est d'offrir (ou pas) de meilleures conditions que son compétiteur. En ce sens, une économie de marché est une garantie non seulement de l'usage efficace des moyens, des fonds et des autres ressources, mais aussi de la liberté de la société et de l'indépendance des citoyens.⁶³

⁶⁰ Guennadi Bourboulis est l'un des proches collaborateurs d'Eltsine et, à ce titre, dirige le premier gouvernement postcommuniste.

⁶¹ Cité dans Lukin, p. 290. Nous traduisons à partir de l'anglais. Notons la présence du thème de la nécessité historique.

⁶² Économiste, il est l'un des penseurs derrière la thérapie de choc.

⁶³ Tchoubais, Anatoli; cité dans Lukin, p. 291. Nous traduisons à partir de l'anglais. De la même manière, Eltsine considère que le marché est une condition essentielle à la démocratie, car c'est

Les démocrates de tendance socialiste humaniste qui, à l'époque de la révolution anticommuniste, défendent en général le modèle social-démocrate, ne partagent pas cette vision et considèrent que le marché est un moteur de justice sociale, dans la mesure où il permet de lutter contre l'accaparement de la richesse par la bureaucratie. Ils envisagent une privatisation partielle, qui tout maintenant un certain encadrement étatique, permet de mettre fin au règne des privilèges et de la corruption du « système administratif de commandement ». L'option social-démocrate trouve des défenseurs au sein même du Comité central, notamment en la personne d'Alexandre Yakovlev, qui cite en exemple le système économique canadien. Il y voit là la démonstration de la capacité du marché à harmoniser efficacement l'intérêt individuel, l'intérêt collectif et l'intérêt de l'État⁶⁴. Cette idée se trouve résumée dans la formule du publiciste Andreï Nouïkine : « l'intérêt privé et l'intérêt commun, lorsqu'ils sont réunis peuvent créer des miracles »⁶⁵. Bien qu'ils se distinguent des néo-libéraux par la prise en compte de l'intérêt collectif, les démocrates de tendance socialiste humaniste partagent l'idée de la naturalité du marché, qu'il s'agit de libérer des entraves artificielles du système de planification centralisé. Cela apparaît clairement dans les écrits de Nikolaï Chmeliov, qui s'impose par ses interventions dans la presse réformatrice comme l'un des économistes les plus influents de la perestroïka⁶⁶. Pour lui, les lois de la vie économique, associées aux incitations matérielles au sein du marché, sont des lois naturelles :

Ainsi, peut-être qu'aujourd'hui, alors que l'économie du pays est parvenue au bord de la catastrophe, nous comprendrons finalement que notre tâche actuelle ne consiste pas à inventer quelque chose de nouveau, de forcé ou d'artificiel, qui serait par conséquent condamné à l'échec dès sa naissance, mais à maîtriser ce que la vie elle-même a inventé en mille ans de développement de l'humanité, en commençant par l'Égypte ancienne et en terminant par ces pays et ces peuples qui sont aujourd'hui en avant de

la déformation des rapports économiques qui donne lieu à la déformation des rapports politiques. *Izvestiya*, 12 décembre 1989; cité dans David Mandel, « La lutte idéologique en Union soviétique », *Critiques socialistes*, no 7-8, 1990, p. 101.

⁶⁴ Atnashev, p. 336.

⁶⁵ Nouïkine, Andreï, « Idealy i interessy, tchast' 2 » (Idéaux et intérêts, deuxième partie), *Novy Mir*, 1988, 2, p. 216; cité dans Atnashev, p. 335. Nous traduisons à partir du russe.

⁶⁶ Son article « Progrès et dettes » (*Avansy i dolgy*), publié au début de la perestroïka, a joué un rôle très influent. Pour une version anglaise, voir Nikolai Shmelev, « Advances and Debts ». Chap. in *The soviet system : from crisis to collapse*, p. 261-270.

nous. [...] Soit la force, soit le rouble : il n'y a pas d'autre choix en économie et il n'y en a jamais eu d'autres.⁶⁷

Chmeliov popularise dans l'espace public la formule du retour au « sens commun » en matière économique par une critique des théories économiques échafaudées dans des bureaux et qui, en fin de compte, violent les lois de l'économie et de la vie elle-même⁶⁸.

Au-delà des divergences idéologiques entre les partisans du libre marché et ceux du marché encadré par l'État, les démocrates partagent la même foi en la supériorité de la motivation individuelle et de l'indépendance personnelle comme moteurs du progrès historique et de la prospérité économique. Le marché est pour eux un état naturel, dont l'absence en URSS s'explique par la domination tyrannique de la bureaucratie. Le passage à l'économie de marché apparaît par conséquent comme un acte de *libération*, plutôt que comme l'institutionnalisation d'une nouvelle structure économique, ce qui relègue au second plan les divergences quant aux modalités de sa mise en œuvre. C'est ce qui explique que, dans ses grandes orientations, la position de Gorbatchev est beaucoup plus proche de celle des artisans de la thérapie de choc que leur opposition politique formelle ne pourrait le laisser croire, comme l'observe Jerry Hough :

Although Gorbachev's and Yeltsin's policies are often described as sharply different, memoirs by government leaders indicate that Gorbachev and his closest advisers held most of the fundamental assumptions of what was to become Yeltsin's shock therapy. Intentionally or unintentionally, they began to introduce these reforms in 1988.⁶⁹

À la même époque, explique Hough, les dirigeants réformateurs chinois demeurent convaincus de l'importance des structures dans la détermination du comportement économique et, par là, dans la performance d'un système économique. C'est pourquoi ils prennent garde de mener les réformes de manière à épargner la structure bureaucratique

⁶⁷ Chmeliov, Nikolaï, «Libo sila, libo roub!» (Soit la force, soit le rouble), *Znamia*, 1989, no 1, p. 129. Cité par Atnashev, p. 385. Nous traduisons à partir du russe.

⁶⁸ Pour lui, les lois de la vie et celle de l'économie se recourent : « C'est très simple. Tout ce qui est économiquement inefficace est immoral et tout ce qui est économiquement efficace est moral ». Shmelyov, Nikolai, « The rebirth of common sense », p. 151. In *Voices of Glasnost*; cité dans Boobbyer, p. 208-209. Nous traduisons à partir de l'anglais.

⁶⁹ Hough, p. 19.

établie et sa discipline administrative, afin de s'assurer que l'apparition de nouvelles opportunités sur le marché ne se traduise par une défection massive des membres du Parti et, au bout du compte, ne menace les intérêts de l'État. Gorbatchev et ses conseillers, au contraire, perçoivent l'appareil bureaucratique comme un obstacle aux réformes économiques et considèrent sa suppression comme une condition nécessaire à l'activation du « facteur humain » et à l'harmonisation de la production et des besoins des consommateurs. Hough déclare à ce sujet :

[...] because he was insensitive to the role of rules, laws and incentives in shaping the behavior of individuals, Gorbachev was far too cavalier in assuming that new institutions, rules, laws, and incentive systems would spontaneously emerge to guide people to efficient and effective behavior. It was as if he assumed that the market was a part of the state of nature that needed only to be released from government fetters to function properly. It existed already on the other side of the chasm if the leap were only made.⁷⁰

Dans cette perspective, la transition vers l'économie de marché et la démocratie est conçue comme un passage naturel, ce qui laisse en plan la question du mode concret d'institutionnalisation des intérêts privés et des intérêts sociaux. Les démocrates de tendances socialiste humaniste ou néo-libérale s'inscrivent dans la poursuite de cette libération de la société par le marché, malgré le résultat désastreux des premières mesures en vue de sa mise en œuvre⁷¹. Dans les débats économiques de l'époque, certains soutiennent que le passage à l'économie de marché se produit naturellement suite à la suppression du contrôle bureaucratique, tandis que d'autres entrevoient les coûts sociaux considérables de cette transition (voir conclusion); tous, cependant, s'entendent pour dire que le passage à une économie de marché – plus ou moins régulée – est la seule voie du progrès social. Cette acception du marché est d'ailleurs tout à fait cohérente avec leur conception du peuple comme corps social unitaire où les intérêts s'harmonisent de manière naturelle. Nous avançons que si le marché fait la quasi-unanimité parmi les démocrates, c'est entre autres

⁷⁰ Hough, p. 505.

⁷¹ En 1987 et 1988, l'introduction de premiers éléments d'une économie de marché par la décentralisation des décisions et la création de coopératives se traduit par des pénuries, en raison de la privatisation souterraine effectuée par une partie de la bureaucratie, alliée au crime organisé. Ces piètres résultats contribuent à l'augmentation de la méfiance populaire à l'égard des miracles économiques promis par le marché.

parce qu'il apparaît comme un mode d'organisation économique compatible avec l'exigence d'unité et d'éternité inscrite au cœur du projet démocratique. À l'instar de la démocratie, le marché apparaît en effet comme un état naturel dont la validité est éternelle et qu'il s'agit de *révéler* en libérant la société des entraves du totalitarisme.

L'absence de contenu substantiel dans leur conception du marché – dans la mesure où il se définit essentiellement par l'*absence* de contrôle – explique à la fois la relative cohésion des démocrates de diverses allégeances idéologiques pendant la révolution anticommuniste et la facilité avec laquelle certains acteurs peuvent glisser d'une idéologie à l'autre. Le cas d'Eltsine illustre à merveille cette mobilité idéologique. Tout au long de la révolution, en effet, Eltsine est considéré comme un démocrate « populiste », car il mène ses campagnes sur des thèmes tels que la justice sociale, la fin des privilèges et l'augmentation du financement des services publics. Ce n'est qu'après le putsch raté d'août 1991, lorsqu'il devient évident que le pouvoir soviétique est à genoux, qu'il se range aux positions des démocrates néo-libéraux et défend la nécessité d'une période transitoire de diminution du niveau de vie et d'accroissement temporaire des inégalités sociales, le temps de purger la société des structures de contrôles qui l'asservissent et permettre ainsi au marché de s'épanouir sans entrave⁷². Ce virage néo-libéral n'a que peu d'écho dans la population russe, qui préfère largement l'établissement du marché dans le cadre d'un socialisme démocratisé ou d'une social-démocratie que dans celui d'un État minimal tel que celui proposé par les libéraux russes⁷³. Le passage au capitalisme, quant à lui, est massivement repoussé. C'est la raison pour laquelle il demeure un tabou : les sociaux-démocrates s'en distancient ouvertement et les libéraux évitent de s'en réclamer.

⁷² En novembre 1991, Eltsine déclare : « Pendant environ six mois, la situation va se dégrader pour tout le monde, puis les prix baisseront, les produits afflueront sur le marché de la consommation et, d'ici l'automne 1992, il y aura une stabilisation de l'économie et une amélioration graduelle de la vie des gens »; cité dans Lukin, p. 294. Nous traduisons à partir de l'anglais.

⁷³ Un sondage VTsIOM réalisé en 1991 auprès de 3 002 répondants indique 70 % d'appui à l'économie de marché. La même année, un sondage de l'Institut de sociologie (Académie des sciences) révèle les préférences des Russes : 36 % pour un socialisme démocratique, 23 % pour une forme scandinave de capitalisme, 10 % pour le statu quo et 17 % pour le capitalisme de libre marché tel qu'il existe aux États-Unis et en Allemagne. Ces sondages sont cités dans Roche, p. 34-36.

2.5 MESSIANISME ET RELATIVISME

À la lumière de ce qui précède, il nous paraît raisonnable de conclure que, pour les participants au mouvement démocratique, l'autorité de la démocratie réside dans un *absolu*. L'appartenance à la civilisation mondiale, qui fonde le lien social, transcende le domaine des affaires humaines, car elle est conçue comme *éternelle* et *unitaire*. Éternelle, puisqu'elle évolue suivant un cours naturel et nécessaire que l'action des hommes vise à révéler. Unitaire, puisque son inscription dans la nature humaine implique l'universalité des fondements du lien social, au-delà de la pluralité des sociétés entre elles et de leur pluralité interne. Dans le cadre de la révolution anticomuniste, le renversement du totalitarisme et le passage à la démocratie ne signifie donc pas la fin de l'ère des absolus, mais le remplacement de l'ancien absolu par un nouveau. L'avènement de la démocratie, en ce sens, marque le dépassement des appartenances particulières – nationales, sociales – qui divisent les hommes et la révélation de leur appartenance commune à la civilisation mondiale.

Ces conclusions vont dans le sens de la thèse avancée par Loukine, qui soutient que la pensée des démocrates perpétue le messianisme de l'idéologie communiste. Dans ce sens, les démocrates seraient à la révolution anticomuniste ce que les bolcheviks sont à la révolution d'Octobre : les porteurs d'un changement politique radical grâce auquel la société atteindrait son niveau suprême d'organisation, soit une société parfaitement unie, parfaitement harmonieuse, parfaitement conforme à sa nature profonde. Si la comparaison de la pensée politique des démocrates avec l'idéologie révolutionnaire bolchevique permet effectivement de souligner plusieurs aspects de continuité, elle connaît aussi plusieurs limites importantes. Nous entendons ici examiner sur l'une d'elles, qui constitue à notre avis un trait fondamental de la pensée politique des démocrates russes, à savoir la conception du rôle de la raison scientifique dans la réalisation du progrès historique, et plus particulièrement la capacité humaine à façonner le monde sur la base de constructions théoriques.

Science et pouvoir sont intimement liés en URSS. La science sociale, peut-être plus que toute autre, est mise au service de l'idéologie soviétique qui se veut fondée sur la

connaissance scientifique des lois de l'histoire et de l'organisation de la société. En cela, l'idéologie soviétique s'appuie sur la mouvance positiviste portée par une partie importante de la science sociale depuis le XIX^e siècle, qui conçoit l'avancement de la société comme une rationalisation, c'est-à-dire l'application de modèles scientifiques dont la supériorité est fondée en raison. L'attitude des démocrates russes qui soutiennent la thérapie de choc à partir de 1991 relève d'ailleurs de la perpétuation de cette conviction dans la capacité de l'homme à façonner la société comme il fabrique une machine – entreprise communément désignée par l'expression « ingénierie sociale ». Le mouvement démocratique, dans cette optique, apparaîtrait comme l'avant-garde éclairée d'un projet messianique de transformation sociale. Or, il faut se garder de projeter sur tout le mouvement démocratique l'attitude des démocrates russes des années 1990. En effet, la foi dans le progrès scientifique dont témoignent Gaïdar et ses collaborateurs s'avère une attitude tout à fait atypique au sein du mouvement démocratique à l'époque de la révolution anticomuniste. Au contraire, les démocrates se démarquent par un rejet *de tout modèle scientifique* d'organisation de la société. Sur ce point, nous reprenons l'argument d'Atnachev, qui repose sur une étude détaillée des écrits de cette époque⁷⁴. Les intellectuels démocrates russes, affirme-t-il, rejettent comme *idéologie* toute prétention à expliquer le monde sur des bases scientifiques. À l'*artificialité* de l'idéologie, ils opposent la naturalité de l'histoire comme évolution normale des sociétés. Bref, les démocrates défendent une vision du progrès où la raison scientifique n'agit plus comme un moteur; sans elle, l'histoire avance de manière autonome⁷⁵. La démocratie, pour eux, constitue le régime anti-idéologique par excellence, puisqu'il ne repose pas sur un modèle échafaudé à partir d'un principe théorique, mais au contraire sur la compatibilité naturelle des différentes perspectives individuelles. En ce sens, le passage à la démocratie ne consiste pas à

⁷⁴ L'argument d'Atnachev est plus large : il avance que ce rejet de l'idéologie devient hégémonique à cette époque, autant chez les démocrates que chez les nationalistes et les communistes orthodoxes.

⁷⁵ Cela ne veut pas dire que les démocrates rejettent la Raison comme une abstraction, par opposition à la vérité contenue dans les traditions – ce qui constitue plutôt la position de certains nationalistes, tels Soljenitsyne. Les démocrates se revendiquent de l'héritage de la Révolution française et de l'idée du progrès de l'esprit humain. L'originalité de leur position consiste à dissocier ce progrès d'une prétention rationaliste à la pleine compréhension et organisation de la société. Pour eux, le progrès de la Raison va dans le sens de la libération à l'égard des dogmes, et non dans la construction d'une théorie du social.

construire une nouvelle forme d'organisation sociale fondée sur une théorie du social, mais se présente comme un acte essentiellement négatif : la destruction du totalitarisme doit libérer l'homme naturel des constructions artificielles qui lui font violence. Les démocrates sont donc des révolutionnaires pour le moins atypiques : ils justifient la révolution par un discours de l'évolution⁷⁶. La singularité de cette position est d'autant plus saisissante qu'elle contraste avec le réformisme mis de l'avant par Gorbatchev et ses alliés lors de la première partie de la perestroïka, un réformisme encore imprégné de la foi en l'ingénierie sociale comme vecteur privilégié de la modernisation de la société. Gorbatchev, bien sûr, ne prétend pas que l'URSS profite des bienfaits du « socialisme développé », mais il demeure convaincu qu'un modèle idéal de socialisme existe et, dans ce sens, son programme de réforme vise à découvrir et à poursuivre cette voie⁷⁷. La libre circulation de l'information et la possibilité de débats sincères – dans l'intérêt du socialisme – apparaît donc comme une condition essentielle au succès de la perestroïka, comme l'expliquera plus tard un Yakovlev désillusionné :

Une illusion était répandue selon laquelle tout ce qu'il fallait faire était de rassembler l'information la plus complète et la plus fiable possible, de l'analyser de manière rigoureusement scientifique et (ensuite) d'agir en conséquence – alors tout irait dans la bonne direction et une politique honnête et raisonnable verrait le jour. Je partageais cette illusion.⁷⁸

L'étude menée par Atnachev sur les débats publics confirme l'adhésion de l'intelligentsia socialiste humaniste à cette quête de vérité scientifique de 1985 à 1989 et sa participation enthousiaste à la tâche que le pouvoir lui réserve dans cette entreprise. Or, il semble que les bouleversements qu'a connus l'URSS en 1989 minent sérieusement cette confiance dans le potentiel modernisateur de l'ingénierie sociale : les réformes économiques entraînent des pénuries et, tandis que le désordre social croît en URSS, la polarisation

⁷⁶Nous paraphrasons Atnachev: « [...] the vision of politics and history, which made the final stage of perestroïka an atypical revolution justified by the discours on organic evolution ». p. 323.

⁷⁷ Pour rendre compte de cette combinaison particulière de messianisme et d'antidogmatisme chez Gorbatchev, Lévesque parle d'une « idéologie de transition » : « Gorbatchev and those around him were searching for a new synthesis between socialism and democracy, with the conviction that it could be found », p. 162. Atnachev abonde dans le même sens : « Perestroïka reformers had hoped that free rational discussion would lead to a consensual and scientifically solid political program », p. 319.

⁷⁸ Cité par Pekka Sutela et Vladimir Mau « Economics under socialism : the Russian case », p. 205. Chap. in *Economic Thought in Communist and Post-Communist Europe* sous la dir. de Hans-Jürgen Wagener. London; New York, Routledge, 1998. Nous traduisons à partir de l'anglais.

croissante des positions politiques dans l'espace public anéantit tout espoir de parvenir à un consensus social par la libre discussion. Le mouvement démocratique qui naît à cette époque est imprégné de cette désillusion face à la capacité de concevoir – et à plus forte raison, d'appliquer – des solutions scientifiques aux problèmes de la société. Dans la presse, les critiques de plus en plus radicales ne portent bientôt plus sur le seul héritage stalinien, mais sur l'ensemble du système soviétique, auquel plusieurs reprochent l'imposition d'une idéologie artificielle sur le cours naturel de l'histoire. Cette position se reflète dans les écrits des démocrates à l'époque de la révolution anticommuniste, notamment dans cette déclaration du Parti démocratique de Russie :

L'homme est né libre et aucune idéologie ni aucun idéal social ne peuvent compenser la perte de cette liberté. Le premier droit humain est celui de douter, d'avoir une opinion différente de celle de la majorité, de se tromper et d'examiner les théories qui lui sont proposées. [...] Les millions de victimes sacrifiées sur l'autel du totalitarisme et l'expérience tragique de nombreux pays ont montré qu'il n'y a pas d'alternative au système social de la démocratie.⁷⁹

Au sein de l'intelligentsia, la quête d'un modèle scientifique laisse place à un débat axé sur les valeurs. La vérité est désormais réputée résider dans le pluralisme des réponses, comme le résume l'historien et philosophe Iouri Poliakov : « Le sens de la nouvelle approche ne consiste pas à cerner un côté vainqueur, mais toutes les forces contradictoires qui participent également au processus historique »⁸⁰. Dans ce contexte, la défense de la démocratie apparaît comme une action politique essentiellement négative : la critique du modèle socialiste ne s'accompagne pas de la promotion d'un modèle concurrent d'organisation de la société, mais du refus par principe d'un modèle artificiel, étranger à la condition naturelle de l'homme. En somme, si les démocrates fondent l'autorité de la démocratie sur un absolu immanent, il diffère radicalement de celui véhiculé par l'idéologie soviétique en ce qu'il ne s'appuie pas sur une théorie scientifique du social, fondée en raison, mais sur la liberté de penser qui est donnée naturellement à l'homme. L'avènement de la

⁷⁹ *Deklaratsiya Demokraticheskoy Partii* (Déclaration du Parti démocratique); citée dans Lukin, p. 238.

⁸⁰ Poliakov, Yuri, « Poznanie prokhlovo : preodolen li zastoj ? Zametki istorika » (La connaissance du passé : avons-nous dépassé la stagnation ? Remarques d'un historien), *Kommunist*, 1990, no 15, p. 46; cité dans Atnashev, p. 303. Nous traduisons à partir du russe.

démocratie marque non seulement le rejet de l'idéologie soviétique, mais la dislocation complète du pouvoir et du savoir : aucune vérité scientifique ne justifie l'imposition d'un quelconque modèle d'organisation sociale. Nous qualifions cette entreprise d'« anti-idéologique ».

La position anti-idéologique constitue l'un des traits les plus originaux de la pensée politique des démocrates, mais quel sens faut-il lui donner ? Il nous paraît important d'examiner la cause et la portée de ce phénomène, où semblent se croiser deux processus contraires. D'une part, des auteurs comme Atnachev soulignent que ce virage de la pensée politique russe marque la victoire du *relativisme* : « the rationalistic claim of Gorbachev and Yakovlev that there should not be any monopoly on truth – announced in 1984 and current from 1986 – gradually transformed [in the public debates] into a relativistic claim that there was not truth »⁸¹. Dans les débats politiques, le repli anti-idéologique sur l'expression des valeurs personnelles marquerait le début d'une nouvelle ère politique en Russie, marquée par l'essoufflement de tous les grands récits de légitimité⁸². À un régime entièrement idéologique, où la vérité est édictée par le pouvoir, succéderait un régime post-idéologique, débarrassé des entraves mentales du dogmatisme politique. D'autre part, comme nous l'avons évoqué, des auteurs comme Loukine, mais aussi Reddaway et Glinski soulignent la dimension *messianique* de ce projet d'émancipation, dans la mesure où il implique le passage au stade ultime d'organisation de la société. Mais alors que penser ? Les démocrates russes seraient-il à la fois relativistes et messianistes ? Pour clarifier cet enjeu, il faut examiner les conditions subjectives qui rendent recevable l'absolu immanent que nous avons décrit. Examiner les conditions subjectives de l'action politique, cela consiste, dans les termes d'Arendt, à poser la question de la vertu politique.

⁸¹ Atnashev, p. 300.

⁸² « Deconstructing the monopoly of truth, reformers escaped the duty to formulate anything resembling to a political position. [...] in 2009, Russian political regime still had no articulated theoretical self-justification and political leaders controlled the public agenda without stating their position », *Ibid.*, p. 299.

CHAPITRE III

LA VERTU POLITIQUE

Pour les démocrates russes de l'époque de la révolution anticomuniste, la fondation de l'autorité de la démocratie dans la nature humaine universelle implique le rejet simultané de chacun des fondements de l'autorité du régime soviétique, à savoir la connaissance scientifique des lois historiques et sociales, l'appartenance de classe et l'appartenance nationale. Que le rejet de ces autorités s'inscrive dans la profonde répulsion qu'inspire le régime à l'époque où ses crimes défraient abondamment la manchette, on le comprend aisément. On ne peut cependant y voir une explication suffisante. Contrairement à ce qu'avancent certains auteurs, pour qui le régime soviétique s'oppose dans son essence même à la société qu'il domine¹, le relâchement de la censure ne suffit pas à expliquer pourquoi une partie importante de la société civile en vient à rejeter le soviétisme en entier. Trente ans auparavant, la dénonciation des crimes du stalinisme par Khrouchtchev était loin d'avoir suscité une réaction aussi large et catégorique. À cette époque, comme d'ailleurs jusqu'en 1989, la contestation du stalinisme s'effectuait principalement sur la base de « valeurs socialistes », dans le sens d'une réforme du système. Il nous paraît donc essentiel de se pencher sur les conditions particulières qui rendent possible le rejet autrement plus fondamental exprimé par les démocrates en 1989-1991. Certes, la prise en compte de la dynamique de la compétition politique et un examen des intérêts des acteurs permettraient

¹ Nous songeons principalement à Malia et à Fish, qui appliquent aux événements de 1989-1991 le cadre d'interprétation dit « classique » du régime communiste comme système totalitaire.

d'éclairer certains motifs de ce rejet. Les études qui explorent ces avenues mettent l'accent, d'une part, sur la polarisation qu'implique la construction de nouvelles identités politiques et, d'autre part, sur l'intérêt de la nomenklatura à se convertir à la cause démocrate pour assurer la perpétuation de ses privilèges grâce à l'établissement de la propriété privée¹. Ces facteurs, pour déterminants qu'ils soient dans l'émergence d'un mouvement d'opposition radicale au régime soviétique, n'apportent qu'une faible lumière à la compréhension de la pensée des acteurs. Dans cette perspective, la fondation de l'autorité politique dans la nature humaine et le rejet concomitant des fondements de l'autorité du régime soviétique n'apparaissent que comme le masque trompeur de la quête de pouvoir ou de l'intérêt calculateur. Une telle piste d'explication, si elle permet de cerner les conditions qui ont rendu possible le désistement de nombreux membres du Parti à l'égard du régime, ne peut rendre compte de l'orientation spécifique de la pensée politique des démocrates telle que nous l'avons présentée. C'est pourquoi, sans nier l'importance des facteurs économiques et institutionnels, il nous paraît essentiel d'examiner les conditions « subjectives » du développement de cette pensée, c'est-à-dire d'analyser les raisons pour lesquelles l'action politique des démocrates est légitime à leurs propres yeux.

Une précision s'impose quant à l'orientation que nous souhaitons donner à notre incursion dans la subjectivité des démocrates russes. Notre démarche s'inspire de la perspective d'Arendt et, suivant son exemple, nous ne prétendons pas décrire les motivations des acteurs comme s'il s'agissait des causes véritables de l'action politique, dissimulées derrière la façade des mots et des gestes; nous ne prétendons pas révéler la vérité première enfouie dans les profondeurs de leur conscience. L'âme humaine est plongée dans une telle obscurité que nous renonçons à en décrire les ressorts cachés². Notre prétention est beaucoup plus modeste, et demeure résolument dans le domaine des apparences, c'est-à-dire qu'elle se

¹ Pour une étude fort intéressante de la polarisation des identités politiques dans le contexte de la compétition dans le nouvel espace public, voir Urban et Sigman (*Clubs politiques et perestroïka en Russie*). Pour une étude des motivations des démocrates sur le plan des intérêts, voir Garcelon, Kotz et Weir, Mandel.

² Nous paraphrasons Arendt : « le cœur humain, nous le savons tous, est un lieu très obscur, et tout ce qui se passe dans son obscurité ne peut être désigné comme un fait démontrable », « Qu'est-ce que la liberté? », p. 193.

base sur le discours et les actions : nous cherchons à comprendre de quelle manière les démocrates justifient devant eux-mêmes et devant les autres la poursuite de l'absolu de la démocratie, à partir des critères qui définissent, selon eux, une action politique légitime. Dans les termes d'Arendt, cela consiste à se pencher sur la conception des démocrates russes de la *vertu politique suprême*.

3.1 LA VERTU POLITIQUE COMME SENTIMENT

L'étude des révolutions française et américaine conduit Arendt à distinguer deux types de vertus qui animent l'action politique, chacun poursuivant la liberté dans un sens différent³. Le premier type repose sur un *principe d'action* ancré dans l'espace entre les hommes. L'honneur, la gloire et la grandeur sont des exemples de telles vertus, car leur réalisation implique l'existence d'un espace public où l'acteur peut manifester sa singularité devant les autres hommes. Pour Arendt, l'action motivée par ces vertus est éminemment politique, c'est-à-dire qu'elle concourt à l'établissement et à la perpétuation de la « chose publique » – la *res publica*. À l'inverse, la vertu qui anime l'action politique peut être considérée comme un *sentiment* ancré à l'intérieur de chaque homme. La vertu comme sentiment repose donc sur la négation du monde des apparences au nom de la liberté intérieure⁴. La compassion et l'amour sont des exemples de sentiments qui, lorsqu'ils deviennent des vertus politiques, tendent à abolir la distance entre les hommes, au détriment de l'espace public où se manifestent les questions proprement politiques. Arendt désigne Rousseau comme le premier

³ Pour la réflexion d'Arendt sur les types de vertus politiques, nous nous appuyons principalement sur *Essai sur la révolution* – en particulier le chapitre sur la question sociale, qu'elle associe à la présence du sentiment – de même que sur certains passages de « Qu'est-ce que la liberté? ». Arendt y fait une critique de la liberté intérieure qui rejoint sa critique du rôle du sentiment en politique.

⁴ C'est dans ce sens précis que nous entendons le concept de « sentiment », plutôt que selon l'usage commun du terme, qui témoigne simplement d'une certaine charge émotive. Ainsi, lorsque nous disons d'une action qu'elle est « sentimentale », cela signifie qu'elle vise à faire triompher une vérité intérieure sur le monde des apparences, et non pas qu'elle menée avec des trémolos dans la voix, ce qui pourrait aussi bien être le cas d'une action éminemment politique. C'est d'ailleurs le sens de la précision apportée par Arendt dans le passage suivant : « La glorification du pauvre par Robespierre ou du moins son éloge de la souffrance comme ressort de la Vertu étaient sentimentaux dans l'acception stricte du terme et, en tant que tels, dangereux ». *Essai sur la révolution*, p. 127. C'est nous qui soulignons.

grand théoricien moderne du sentiment comme vertu politique. Précurseur en cela des penseurs romantiques, Rousseau entre en révolte contre l'égoïsme de la Raison et fait l'apologie du cœur, où logent selon lui les qualités naturelles de l'homme. La liberté, notamment, précède l'exercice de la raison – « l'homme est né libre »⁵ – et les principes du droit politique, qui président au contrat social, ont pour fin la préservation de cette liberté naturelle. En somme, Rousseau situe la vertu politique à l'intérieur de chacun. Ces idées trouvent des adeptes parmi les révolutionnaires français qui, selon Arendt, en viennent à considérer l'établissement des droits politiques du Tiers état comme une tâche secondaire au regard de l'océan de souffrances que représente la misère du peuple de Paris. Contre les mensonges du domaine politique, ils invoquent la compassion comme vertu politique suprême, comme fondement des rapports naturels entre les hommes. Ainsi, Saint-Just déclare : « il faut ramener toutes les définitions à la conscience; l'esprit est un sophiste qui conduit toutes les vertus à l'échafaud »⁶. De la même manière, Sieyès, comme Robespierre, considère que l'action politique la plus noble est celle mue par le « zèle compatissant », soit la capacité de partager les souffrances qui, parce qu'elles sont ressenties par le cœur, sont plus vraies que toutes les paroles et que tous les gestes. La vertu comme sentiment vise donc à détruire le règne des apparences pour faire triompher la vérité qui réside dans le cœur :

[...] la Révolution apparut comme l'explosion d'un noyau incorrompu et incorruptible faisant éclater une enveloppe pourrie, vermoulue. [...] La comparaison favorite [des hommes de la Révolution française] était la suivante : la Révolution donnait l'occasion d'arracher le masque d'hypocrisie qui couvrait le visage de la société française, de dénoncer la pourriture de cette dernière et finalement d'abattre la façade de corruption et de mettre au jour ce qu'il y avait derrière : le visage honnête, intègre, du peuple.⁷

Pour Arendt, la promotion des droits de l'homme comme fin dernière du gouvernement procède du même phénomène, puisque cela revient à affirmer la préséance de la liberté naturelle dont jouit chaque homme avant qu'il n'entre en relation avec les autres. En

⁵ Rousseau, p. 46.

⁶ Cité par Arendt, *Essai sur la révolution*, p. 114.

⁷ *Ibid.*, p. 152.

somme, les révolutionnaires français essayaient de « ramener la politique à la nature »⁸, qu'ils retrouvaient au cœur de chaque homme.

Plusieurs éléments semblent effectivement indiquer que les démocrates russes ont un *sentiment* – au sens défini précédemment – pour vertu politique suprême. À l'instar des révolutionnaires français, nous avons vu qu'ils conçoivent leur action politique comme une libération de l'homme naturel contre la corruption de la politique soviétique. La défense des droits de l'homme associés à cet homme naturel constitue sans doute leur héritage le plus direct de la Révolution française. Il faut cependant prendre garde à la comparaison historique, surtout lorsqu'elle établit un parallèle entre des événements qui se sont déroulés dans contextes très différents et séparés de plusieurs siècles. Dans le cas qui nous occupe, la comparaison des démocrates russes avec les révolutionnaires français trouve une limite importante dans le rôle de ce qu'Arendt appelle la « question sociale ». Si Robespierre se décrit comme le représentant des malheureux et des faibles et s'il justifie son action politique par l'ouverture de son cœur à leurs souffrances, nous avons vu qu'il en est tout à fait autrement des participants au mouvement démocratique russe de 1989-1991. Ces derniers, rappelons-le, nourrissent une indifférence teintée de mépris à l'égard de toute demande sociale, qu'ils associent à la persistance populaire d'une mentalité réactionnaire – « lumpénisée » – marquée par la dépendance à l'égard de l'État. Cette distinction posée, il n'en est pas moins intéressant de noter que les démocrates russes se rapprochent effectivement des révolutionnaires français dans la valorisation d'une liberté naturelle qui trouve sa source à l'intérieur de chaque homme, par opposition aux mensonges échafaudés par l'esprit. C'est pourquoi nous avançons que les démocrates russes ont pour vertu politique suprême le sentiment d'*intégrité*, c'est-à-dire l'harmonie de l'être et de l'apparence, l'unité de la conscience avec les mots et les gestes. Les pages qui suivent sont consacrées à l'examen de cette dimension de la pensée politique des démocrates russes, de même qu'à ses effets sur la conception du politique, en premier lieu l'*intransigeance*.

⁸ *Ibid.*, p. 156.

3.2 L'INTÉGRITÉ

À en croire les principaux partisans de la perestroïka, à commencer par Gorbatchev, l'impulsion pour une réforme majeure de la société trouve l'une de ses sources dans les troubles de leur conscience⁹. La réforme se présente ainsi comme une réponse à la crise morale du système, marquée par la dissonance entre le rôle que chacun est tenu de jouer en public et ses convictions personnelles – une gymnastique intellectuelle que des hauts dirigeants comme Vladimir Bakatine et Alexandre Yakovlev dénoncent comme le « théâtre de l'absurde »¹⁰. En ce sens, la perestroïka, et en particulier la glasnost, s'inscrivent dans une quête d'intégrité, soit l'harmonisation de l'action et de la conscience. C'est la conclusion à laquelle parviennent les politologues et historiens Michael Urban, Timour Atnachev et Philip Boobbyer, ce dernier allant jusqu'à considérer la perestroïka, à ce titre, comme une « révolution morale »¹¹. La quête d'intégrité dépasse d'ailleurs largement les cercles dirigeants : elle est abondamment relayée dans la presse par l'intelligentsia réformatrice, puis sur la scène politique par le mouvement démocratique. Ainsi, dans un article très important qui, à plusieurs égards, marque le début de perestroïka dans la presse soviétique, Gavriil Popov diagnostique que le point faible du « système administratif de commandement » réside dans la dissonance qu'il introduit entre les convictions et les gestes :

Le plus grand danger pour le Système administratif réside dans les « chocs ». Le problème des « chocs », c'est la contradiction entre, d'une part, les convictions intérieures et les croyances des dirigeants du Système et, d'autre part, leurs décisions officielles. Les « chocs » sont produits par la dissonance entre la pensée et l'action, entre les sentiments et leurs expressions. Les « chocs » sont la maladie du Système.¹²

Aux yeux de nombreux intellectuels, le programme de libéralisation amorcé par la glasnost comporte donc une forte dimension morale, soit la purification des consciences du

⁹ Gorbatchev, Mikhail, *Perestroika*, p. 25; cité dans Urban, p. 64. Plusieurs collaborateurs de Gorbatchev – Anatoli Tcherniaev, Valeri Boldine, Gueorgui Arbatov, Vadim Medvedev – prônent dans leurs mémoires la vertu d'intégrité. Cité dans Atnashev, p. 180.

¹⁰ Cités par Urban, p. 64.

¹¹ Philip Boobbyer, *Conscience, Dissent and Reform in Soviet Russia*, Oxford; New York, Routledge, 2005, p. 228.

¹² Popov, p. 142-144. Cité par Atnashev, p. 177. Nous traduisons à partir du russe. Le terme « choc » correspond à « сшибка », qu'Atnachev traduit en anglais par « clash ».

fardeau imposé par le dogmatisme soviétique. Cette quête d'intégrité se manifeste notamment dans la gigantesque entreprise de retour collectif sur le passé, qui se met en branle à cette époque. Le cas de la société Memorial, dédiée à la mémoire des victimes de la répression du régime, est exemplaire à cet égard. Elle compte de nombreux membres prestigieux, dont Andreï Sakharov, Boris Eltsine, Iouri Afanassiev, Boulat Okoudjava et Anatoli Rybakov¹³. Selon le manifeste rédigé par le poète Evgueni Evtouchenko, l'organisation a pour but de « nettoyer la conscience de la nation et être propres aux yeux de nos enfants »¹⁴. Iouri Afanassiev fait d'ailleurs écho à une semblable entreprise lorsqu'il appelle, dans l'ouvrage collectif *La seule issue*, publié en 1989 et largement diffusé en URSS, à « la purification morale de chacun et de la société dans son ensemble »¹⁵. Les entrevues réalisées par Loukine indiquent que les militants du mouvement démocratique partagent largement cette quête d'intégrité. Au système totalitaire qui force les citoyens à vivre dans le mensonge et à trahir leur conscience, ils opposent la démocratie, où les libertés de conscience et d'expression garantissent la libre réalisation des aspirations personnelles. Ainsi s'exprime une militante démocrate :

Nous devons devenir un peuple libre et, plus que tout, commencer à ressentir cette liberté dans notre âme, afin de sortir de notre torpeur. Et cela signifie rendre la vie à la vie, la chaleur humaine aux idéaux, la lumière à l'âme. La liberté de l'âme est une manifestation de la Loi suprême et de la Perfection suprême. Il y a déjà des enseignements ici-bas qui peuvent transformer les gens en êtres hautement évolués. La théorie doit être réunie à l'esprit, qui lui apporte pureté brillante et chaleur, et non pas intolérance de classe et violence.¹⁶

¹³ Ils sont respectivement physicien dissident, apparatchik rebelle, historien, chansonnier et écrivain.

¹⁴ Evtouchenko, Evgueni, « A Time for Summing Up », dans Cohen et van der Heuven, p. 271 ; cité dans Boobbyer, p. 210. Nous traduisons à partir de l'anglais.

¹⁵ Afanassiev, p. 161.

¹⁶ Kaznacheïeva, Taisiya, « Nad propast'yu vo lzhi » (La chute dans le mensonge), *Grajdanim*, 9 (avril 1990), p. 20 ; cité dans Lukin, p. 213. Nous traduisons à partir de l'anglais.

Boobbyer fait remarquer que ce discours moral est aussi partagé par plusieurs partis démocrates qui bourgeonnent en 1990, de même que par Eltsine dans plusieurs de ses discours¹⁷.

La valorisation de la vertu d'intégrité s'accompagne d'une condamnation du vice de duplicité. Cette question devient un enjeu politique particulièrement important pour les démocrates dans le cadre du débat qui fait rage à partir de 1990 quant au statut des individus qui ont « collaboré » avec le régime communiste, et en particulier les membres du PCUS convertis à la cause démocrate. Une profession de foi en faveur de la démocratie est-elle suffisante pour laver ces « collaborateurs » de leur infamie ? Le mouvement démocratique demeure divisé sur cette question. D'une part, les plus intransigeants considèrent que l'appartenance au PCUS implique l'abnégation de l'individualité au profit du dogme. Une fois franchie cette « invisible ligne intérieure »¹⁸, il n'y a pas de rédemption possible. D'autre part, certains démocrates adoptent une position plus pragmatique sur cette question, condamnant l'idéologie plutôt que les individus qui lui étaient soumis. Cette seconde position semble être dominante au sein du mouvement, si l'on se fie aux entrevues réalisées par l'équipe de Berelowitch et de Wieviorka. Ces derniers observent en effet que « l'intolérance à l'égard des communistes [...] s'accompagne d'une tolérance à l'égard des anciens membres du Parti au sein du groupe [de militants démocrates] »¹⁹. Pour eux, la condamnation porte sur la conscience, et non pas sur l'appartenance formelle. En somme, pour les intransigeants comme pour les plus tolérants, le jugement porté sur l'action politique demeure structuré par l'enjeu de l'intégrité ou de la duplicité de l'acteur. C'est d'ailleurs le cas d'une grande partie de la population à l'époque, comme le révèle un sondage effectué en janvier 1991 selon

¹⁷ Pour l'analyse des programmes des partis, voir Boobbyer, p. 208. Sur la dimension morale du discours d'Eltsine, voir p. 217.

¹⁸ L'expression est d'Alexandre Obolensky, dirigeant du Parti social-démocrate de Russie. Il s'oppose à la fusion de ce parti avec le Parti républicain de Russie, dont de nombreux membres ont appartenu à l'appareil. Cité dans Boobbyer, p. 214.

¹⁹ Berelowitch et Wieviorka, p. 63. Une militante démocrate déclare, au sujet des apparatchiks convertis à la cause démocrate : « Ça ne m'intéresse pas, de savoir s'il était communiste avant ou non. Si un nomenclaturiste devient propriétaire d'une usine, il cesse d'être un communiste », p. 64.

lequel les traits les plus souvent associés à Eltsine sont la « franchise » et l'« ouverture », tandis que ceux associés à Gorbatchev sont la « duplicité » et l'« hypocrisie »²⁰.

L'intégrité s'impose donc comme la plus importante vertu politique de l'époque de la perestroïka, prônée à la fois par les réformateurs des années 1985-1989 et par les démocrates anticommunistes des années 1989-1991. Pour Atnachev comme pour Boobbyer, l'importance accordée à l'intégrité reflète l'état d'insatisfaction morale de la société soviétique, en réaction aux restrictions que la censure du parti-État et la surveillance des pairs impose à l'expression publique²¹. S'appuyant sur de récentes études anthropologiques menées sur la vie en Union soviétique, Atnachev retrace cette insatisfaction dans la relation subjective que les citoyens soviétiques entretiennent avec l'idéologie officielle, marquée par la pratique systématique de la dissimulation et de la feinte, que ce soit par le mensonge ou par l'ironie²². À la source de la quête d'intégrité témoignée par les dirigeants et les intellectuels soviétiques à l'aube de la perestroïka se trouverait donc la critique de la double-pensée, soit la pratique quotidienne de la duplicité. Pourtant, pour reprendre le mot d'Atnachev, il serait plus juste de qualifier cette condition subjective de « demi-pensée », dans la mesure où le rejet intime de l'idéologie soviétique ne se traduit pas par l'émergence d'une nouvelle vision du monde. Si de nombreux soviétiques sont cyniques par rapport au discours qu'ils professent en public, ils le sont dans un sens différent du cynisme occidental, comme l'explique Peter Reddaway :

Whereas the western cynic professes one set of beliefs while usually possessing another, the Soviet cynic professes a set of beliefs which he instinctively feels to be

²⁰ Matthew Wyman, *Public opinion in Postcommunist Russia*, New York, St-Martin's Press, 1997, p. 86; cité dans Atnashev, p. 278.

²¹ « Moral dissatisfaction [...] was one of the most significant factors contributing to the favourable reaction of the Soviet intellectual classes to perestroika », Atnashev, p. 278. « During glasnost, "conscience" itself was a widely used term, a concept onto which people could project their concern about the moral state of the country, and their desire for some kind of moral and spiritual renewal. », Boobbyer, p. 195.

²² Atnachev s'appuie en particulier sur l'étude d'Oleg Kharkhordine: *The collective and the Individual in Russia : a study of practices*, Berkeley, University of California Press, 1999; et celle d'Alexeï Yourchak: *Cynical Reason of Late Socialism: Language, Ideology and Culture of the Last Soviet Generation*, Thèse de doctorat, Duke University, 1997, 388p.

false, but which, because of totalitarian conditions, he can usually replace in private only superficially and not with any coherent alternative set.²³

Lorsqu'ils rejettent l'idéologie soviétique comme un mensonge, les citoyens soviétiques le font habituellement à partir de valeurs, qui d'ailleurs ne diffèrent pas de celles dont se réclame le régime : l'égalité, la justice, la liberté²⁴.

Pour certains, la duplicité a longtemps été ressentie en privé et c'est avec soulagement qu'ils accueillent la possibilité de s'exprimer publiquement à ce sujet. Pour d'autres, c'est précisément la dénonciation de la duplicité dans le contexte de la glasnost qui les conduit à remettre en question la relation entre leur conscience et leurs actes. Dans tous les cas, la glasnost a pour effet de transformer un trouble privé en problème public, donc politique. Ainsi, dans le programme de la perestroïka, la quête d'intégrité est partie intégrante du projet politique de transformation de la société : l'opinion librement exprimée doit triompher du dogmatisme et permettre l'élaboration d'un meilleur modèle de socialisme²⁵. Michael Urban décrit la mentalité réformatrice de Gorbatchev et de ses alliés par la formule suivante : « an engineering mentality burdened with a "troubled conscience" »²⁶, ce qui, à notre avis, en résume bien les deux principales dimensions : morale et scientifique.

La dimension morale de la perestroïka est celle de la quête d'intégrité, qui prend la forme d'une purification de la conscience et d'une défense de la libre expression. Le premier

²³ Peter Reddaway, « Aspects of Ideological Belief in the Soviet Union », *Soviet Studies*, vol. 17, no 4 (avril 1966), p. 482; cité dans Atnashev, p. 78.

²⁴ C'est ce qui fait dire à Berelowitch que « le régime a été la victime de son hypocrisie, car c'est au nom des valeurs qu'il professait qu'il a été détruit » (« Crise ou permanence du système de valeurs en Russie », p. 144. Chap. in *De Russie et d'ailleurs*). Un constat partagé par Boobbyer, qui considère que le régime soviétique est autosubversif : « The official education system presented Soviet society as an already achieved ideal. This claim caused dissatisfaction regardless of the real situation [...] because of the high degree of theoretical expectations. [...] Thus, paradoxical as it may seem, the confrontation of Soviet ideology itself with real life created reformers. », Boobbyer, p. 224.

²⁵ Dans la mesure, précisent les dirigeants réformateurs, où cette libre discussion demeure dans des limites acceptables. Gorbatchev cultive l'ambiguïté quant à la limite de la liberté d'expression. Ainsi, il déclare : « Nous sommes pour la glasnost sans aucune réserve ou limite, mais nous sommes pour la glasnost dans l'intérêt du socialisme », cité dans Urban, p. 79. Nous traduisons à partir de l'anglais.

²⁶ Urban, p. 65.

volet de cette entreprise consiste à reconnaître les erreurs du passé, et à s'en absoudre en identifiant clairement les responsables. Il est révélateur que la recherche de coupable, si elle se dirige le plus souvent vers certaines figures historiques et leurs héritiers supposés, se retourne parfois vers soi-même. Ainsi, le débat dans la presse sur l'état moral du pays est lancé par ceux qui, depuis la chute du mouvement de réforme khrouchtchévien, tentaient tant bien que mal d'améliorer le système de l'intérieur – les « in-system dissidents », comme le veut l'expression anglaise – et qui cherchent désormais à laver leur conscience des taches laissées par leur soutien au régime. Les actes de repentir ne sont pas rares, et ils émanent souvent de figures haut placées, comme l'académicien Oleg Bogomolov, directeur de l'Institut d'économie internationale et d'études politiques, qui déclare :

Nous aurions dû protester ouvertement contre la tromperie, le mensonge et la violence [...] la principale source du mal est la soumission peureuse et lâche à son sort [...] Le repentir est nécessaire, non pas en vue d'une punition, comme un rituel, mais pour se purifier soi-même, afin que nos âmes puissent enfin s'éveiller.²⁷

L'étude réalisée par Atnachev révèle que, lors de la première partie de la perestroïka, la solution communément avancée par les réformateurs pour mettre fin à cette situation de duplicité consiste à fonder le discours public sur l'expression de *valeurs*, en tant que manifestations de la conscience individuelle. Dans les revues académiques et les recueils d'essais, l'attitude qui s'impose à cette époque est le refus explicite d'imposer quelque perspective que ce soit, pour laisser le lecteur se faire lui-même une opinion parmi une diversité de points de vue. L'accent mis sur le « facteur humain »²⁸ s'inscrit à l'époque dans un léninisme humaniste, tout le contraire de l'approche administrative-bureaucratique caractérisée par l'idéologie dogmatique, la violence et l'usurpation de la conscience.

L'heure n'est cependant pas au relativisme. Tel qu'indiqué au chapitre précédent, les réformateurs inscrivent leur action dans une quête scientifique des véritables lois de l'histoire et de la société. Quête d'intégrité et quête scientifique de vérité convergent : le libre débat

²⁷ Bogomolov, Oleg, cité dans Boobbyer, p. 201.

²⁸ *Tchelovechesky faktor*. L'un des concepts mis de l'avant par Gorbatchev dans le cadre de la perestroïka pour valoriser l'initiative personnelle au détriment des directives des bureaucrates.

basé sur des valeurs doit faire émerger la vérité. Ainsi, en 1988, Gorbatchev s'exprime sur les fins de la glasnost :

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de limites à la recherche véritablement scientifique. Les questions théoriques ne peuvent et ne doivent pas être résolues par des décrets. Nous avons besoin de la libre concurrence des esprits. Notre pensée sociale ne peut qu'en bénéficier et augmenter ainsi sa force prédictive et, par le fait même, sa capacité à servir de base solide pour l'élaboration des politiques du Parti.²⁹

Pendant la première partie de la perestroïka, la quête d'intégrité exacerbe le rôle politique de la conscience, mais c'est pour mieux la faire apparaître dans l'espace public, où au final doit émerger la vérité. Par contraste, une bonne partie des démocrates de la seconde partie de la perestroïka en viennent à situer la vérité à l'intérieur même de la conscience, ce qui les conduit à adopter une position intransigeante dans la discussion et l'action politique.

En 1989, il devient clair que le projet gorbatchévien d'élaboration d'un nouveau modèle de socialisme par la libre discussion ne se concrétisera pas. La glasnost n'a pas permis de dégager un consensus en faveur des réformes; au contraire, elle s'est traduite par une polarisation croissante de la société civile. Dans ce contexte, aussi marqué par les ratés des réformes économiques, de nombreux citoyens soviétiques en viennent à associer toute forme d'idéologie au dogmatisme, et à condamner toute intervention qui vise à soumettre la nature humaine à un principe artificiel. C'est le virage « anti-idéologique » contre la raison scientifique, décrit à la section précédente. Parallèlement, les démocrates en viennent à rejeter toutes les formes d'autorité associées au régime soviétique – soit l'appartenance de classe et l'appartenance nationale. Pour éclairer les conditions subjectives de cette radicalisation, nous avançons que la fondation de l'autorité de la démocratie dans la nature humaine s'inscrit dans une conception de l'action politique qui valorise principalement le *sentiment d'intégrité*. Les démocrates poursuivent la quête d'intégrité entamée par les réformateurs, mais, constatant l'échec des solutions négociées, opposent désormais la vérité intérieure de l'homme aux mensonges et à la corruption qui caractérisent l'espace public dans le système totalitaire. Leur regard sur la politique est plus intransigeant que celui de leurs prédécesseurs

²⁹ Gorbatchev, Mikhail, « Retch na plenoume TsK, 18 fevralia » (Discours au plénum du Comité central du 18 février), *Kommunist*, 1988, 4, p. 9; cité dans Atnashev, p. 179. Nous traduisons à partir du russe.

réformateurs : la vérité ne jaillit pas de la comparaison des points de vue, mais au contraire périt par la discussion et les compromis, qui dissolvent sa pureté originelle.

L'élévation des dissidents au rang de héros, alors qu'ils étaient jusque-là marginalisés dans l'espace public en raison de leur « extrémisme », illustre ce durcissement de l'exigence d'intégrité. Comme le fait remarquer Boobbyer, plusieurs figures rebelles en viennent à la fin de la perestroïka à acquérir le statut de « modèles moraux » précisément en raison de la pureté de leur conscience et de leur refus du compromis avec le pouvoir. Ainsi, le philosophe Merab Mamardachvili et l'académicien Andreï Sakharov sont encensés par les démocrates pour leur refus de s'adapter aux maux de la vie soviétique et d'entacher leur conscience au nom de la politique. Parmi les éloges qui abondent dans la presse à l'occasion de la mort de Mamardachvili en 1990, mentionnons cette formule du critique littéraire Iouri Kariakine, selon qui l'attitude intransigeante du philosophe, qui ne s'est pas fait le défenseur du régime, a contribué à « sauver l'honneur, la dignité et la conscience de notre génération pécheresse »³⁰. Quelles que soient les louanges adressées à Mamardachvili, le véritable héros moral du mouvement démocratique est sans conteste Sakharov, dont la défense de la démocratie, des droits de l'homme, du multipartisme et de l'économie de marché s'accompagne d'une préoccupation pour la dégradation morale de la société soviétique. Dans le recueil *La seule issue*, Sakharov déclare : « Le mensonge corrompeur, l'incapacité à parler franchement et l'hypocrisie doivent quitter nos vies pour toujours »³¹. Suite à sa mort en décembre 1989, son prestige moral croît encore davantage. Dans la presse comme dans le discours des militants démocrates, Sakharov est dépeint comme l'incarnation de la conscience du pays. Le poète Joseph Brodsky propose d'ailleurs qu'il soit canonisé³². Il est intéressant de noter que l'aura morale construite par les démocrates autour du personnage de Sakharov reflète davantage les préoccupations des premiers que le caractère réel du second. En effet, ce dernier, malgré son passé de dissident, représente pendant la perestroïka une figure relativement pragmatique au sein du mouvement démocratique, puisqu'il défend l'idée

³⁰ Cité par Boobbyer, p. 199

³¹ Sakharov, Andreï, « L'inéluctable perestroïka », p. 124. Chap. in *La seule issue*; cité dans Boobbyer, p. 219. Nous traduisons à partir de l'anglais.

³² Boobbyer, p. 219.

d'une convergence du socialisme et du capitalisme, plutôt qu'un rejet radical de tout l'héritage soviétique. Après sa mort, cependant, il est présenté dans la presse comme celui pour qui la négociation politique est « complètement inacceptable », comme celui qui s'est retrouvé en politique *malgré* sa conscience propre, tout simplement parce que cette conscience ne pouvait souffrir la corruption du régime³³. L'apologie de la pureté morale de la dissidence au sein du mouvement démocratique se porte aussi sur Alexandre Soljenitsyne, malgré ses prises de position clairement nationalistes. Les démocrates vantent le célèbre dissident pour son intransigeance à l'égard du pouvoir et pour son appel à « vivre sans mensonge »³⁴.

3.3 L'INTRANSIGEANCE

Il y a certes un effet de mode dans la popularité croissante du thème de la conscience, qui tient presque du lieu commun à l'époque de la perestroïka³⁵. Les appels à la pureté morale pourraient ainsi n'être attribués qu'à de simples effets rhétoriques s'ils ne s'accompagnaient chez les démocrates d'un jugement politique intransigeant qui confirme leur conception de la vertu politique comme un sentiment, au sens défini par Arendt. En effet, l'action politique des démocrates russes, à l'instar de celle des révolutionnaires français, se présente à eux comme une vague purificatrice qui ne peut – et ne doit – être limitée ou détournée. Le sentiment, de par son enracinement dans le cœur naturellement bon, ne s'inscrit pas seulement hors du monde – entendu au sens de la réalité extérieure à l'individu – mais aussi,

³³ Rost, Iouri, « Uchel tchelovek » (Un homme est partie), *Literaturnaïa gazeta*, 20 décembre 1989. Dans le même esprit, Evtouchenko affirme que Sakharov n'était pas un animal politique et que s'il s'est retrouvé à l'épicentre de la politique, c'est uniquement parce que « dans un système administratif dépourvu de conscience, une conscience active est un phénomène politique ». L'exemple de Sakharov, selon Evtouchenko, démontre que « le dilettantisme politique avec la conscience propre est beaucoup plus efficace que la politique politicienne professionnelle portée par une conscience entachée ». Evgueni, « Pechal'no i tverdo » (Triste et ferme), *Ogonek*, décembre 1989, 52. Cités dans Boobbyer, p. 220.

³⁴ La formule est tirée de la « Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique », publiée à Paris en 1974 par Seuil.

³⁵ C'est du moins ce qu'affirme Boobbyer, p. 222.

lorsqu'il est placé à la base de la vertu politique, *contre* le monde. Ainsi, le sentiment d'intégrité des démocrates russes se manifeste dans l'espace public par la promotion de la démocratie comme vérité unique et éternelle, au nom de laquelle ils entreprennent de purifier le monde de ce qui le fait monde, à savoir son caractère pluriel et contingent. Leur vision du politique, dans ce contexte, est structurée par la dichotomie entre la démocratie – normale et naturelle – et le totalitarisme – anormal et hostile à la nature humaine. Entre les deux, nul compromis n'est possible.

Tous les observateurs de la perestroïka décrivent les démocrates comme des *radicaux*. Certes, l'utilisation de cette expression vise principalement à les distinguer des réformateurs soviétiques qui font la promotion de la démocratie dans le cadre du système existant. Or, le portrait de la pensée politique des démocrates qui se dégage des ouvrages basés sur des entrevues avec des militants indique plutôt qu'il faut comprendre l'expression « radical » dans un sens plus littéral : l'action politique des démocrates est motivée par le « rejet total et absolu du communisme, des communistes, de tout ce qui, peu ou prou, est lié à l'ancien système »³⁶. En fait, la « haine »³⁷ de l'ancien régime fonde l'unité du mouvement démocratique, au-delà des divergences idéologiques et des différences d'appartenance sociale. C'est aussi ce qui ressort de sondages réalisés auprès des membres de Russie démocratique³⁸. Pour souligner le caractère absolu de leur rejet du totalitarisme, il n'est pas rare que les démocrates s'appuient sur un vocabulaire moral : le régime soviétique est perçu comme une monstruosité, un ordre anormal et malsain qui brime profondément la nature humaine, qui écrase la personnalité de ses citoyens et en fait des esclaves³⁹. Alexandre Eliovitch, de l'Union démocratique, pousse plus loin cette réflexion, arguant que le

³⁶ Berelowitch et Wiewiorka, p. 61.

³⁷ L'expression se retrouve chez Berelowitch et Wiewiorka, *Ibid.* Elle est aussi utilisée par l'une des grandes figures du mouvement démocratique, Gavriil Popov, qui affirme que le seul élément commun des militants du mouvement était leur commune « haine pour le régime en faillite du PCUS ». *Izvestiya*, 24 août 1992. Cité dans Sakwa, Richard, *Russian Politics and Society*, p. 176.

³⁸ Selon un sondage cité par Sakwa, la quasi-totalité des membres de Russie démocratique considèrent que le mouvement prospère en raison de son engagement ferme pour le renversement du pouvoir du PCUS. *Russian politics and society*, p. 175.

³⁹ Berelowitch et Wiewiorka, p. 65; Lukin, p. 183.

totalitarisme implique la négation de l'être : « Dans son essence, le totalitarisme est un phénomène qui concerne l'esprit plutôt que l'être. Sous le totalitarisme, il n'y pas d'être au sens philosophique du terme; le totalitarisme représente le royaume idéal du non-être. »⁴⁰ En réaction à cette monstruosité, les démocrates aspirent à la normalité. La démocratie leur apparaît comme un régime normal et naturel, en harmonie avec la vie morale. La garantie des libertés fondamentales doit permettre à chacun d'agir selon sa conscience, ce qui met fin aux vices qui résultent de la duplicité :

Le bureaucratisme, et en particulier la bureaucratie communiste, est le principal obstacle en ce moment à l'épanouissement de la démocratie et de la glasnost, qui peuvent nous guérir de nos horribles vices et mensonges, ainsi que de la tromperie, de l'hypocrisie, de la corruption et de la tradition qui consiste à censurer les victimes.⁴¹

Du point de vue des démocrates, la scène politique à l'époque de la révolution anticomuniste est marquée par une opposition bipolaire entre les démocrates, qui aspirent à la normalité et la liberté, et les communistes qui tentent de préserver leur domination sur la société. La dimension absolument dichotomique de cette opposition interdit toute forme de compromis avec l'adversaire. Ilya Zaslavsky, l'un des représentants de la branche la plus radicale de Russie démocratique, refuse ainsi de « pactiser » avec les communistes :

Il ne peut y avoir aucun compromis avec les communistes, car l'idéologie communiste n'accepte aucun compromis. Un compromis avec eux est aussi impossible qu'un compromis avec le diable, car un compromis est un pacte, et tout le monde connaît le prix d'un pacte avec le diable.⁴²

Cette intransigeance se manifeste aussi chez les groupes de militants démocrates réunis par l'équipe de Berelowitch et Wieviorka, où les participants refusent catégoriquement d'écouter les intervenants liés au communisme, même quand ils avancent des idées plutôt

⁴⁰ Eliovitch, Alexandr, « Perestroïka i psikhoanaliz » (Perestroïka et psychanalyse), *Vpolgolosa*, 3, juin 1991, p. 8; cité dans Lukin, p. 183. Nous traduisons à partir de l'anglais.

⁴¹ Alexandre Soukharev, dans une lettre ouverte au Comité de Krasnoïarsk pour l'assistance à la perestroïka; cité dans Lukin, p. 214. Nous traduisons à partir de l'anglais. Notons que plusieurs des tares mentionnées par l'auteur – le mensonge, la tromperie et l'hypocrisie – reposent sur l'inadéquation de l'être et de l'apparence, ce qui va dans le sens de notre thèse générale sur le rôle de la quête d'intégrité.

⁴² Zaslavsky, Ilya, *Demokraticheskaïa Rossiya*, 4, Octobre 1990, p. 3; cité dans Boobbyer, p. 215. Nous traduisons à partir de l'anglais.

démocratiques, comme la nécessité pour le gouvernement d'Eltsine d'explicitier sa position capitaliste pour que les citoyens puissent choisir en connaissance de cause⁴³.

3.4 PURETÉ MORALE ET NON-VIOLENCE

Dans leur quête d'intégrité dirigée contre la corruption morale du régime soviétique, les démocrates russes portent un regard intransigeant sur le domaine politique, où la vertu est associée aux attributs naturels de l'homme – le cœur, la conscience – et le vice, à la raison scientifique, à la parole et à l'action détachées de la conscience. Cette conception de la politique éclaire les conditions subjectives de la construction de l'idéal démocratique comme absolu fondé dans la nature humaine et du rejet concomitant des principales sources d'autorité du régime soviétique. Or, pour Arendt, l'absolutisme moral des révolutionnaires constitue une menace pour leur projet politique : l'illimité du sentiment contribue trop souvent à sacrifier la liberté aux « principes » supérieurs du nouvel absolu.

Depuis la Révolution française, c'est ce caractère d'illimité dans leurs sentiments qui a rendu les révolutionnaires si curieusement insensibles à la réalité en général et à la réalité des personnes en particulier, qu'ils n'éprouvent aucune componction à sacrifier aux « principes », ou à la marche de l'Histoire, ou à la cause de la Révolution en tant que telle.⁴⁴

Par là, Arendt fait référence à la centralisation extrême et au déluge de violences révolutionnaires qui ont emporté les fragiles bases politiques de la jeune République française. C'est ainsi qu'elle interprète notamment la centralisation du pouvoir au sein du Comité de salut public et la dissolution des conseils ouvriers qui, pour elle, répondent aux nécessités imposées par le « zèle compatissant » de Robespierre. Peut-on en dire autant des démocrates russes ? Le caractère central de l'absolu dans leur pensée politique et l'inscription de leur conception de la vertu politique dans le sentiment d'intégrité contribuent-ils à expliquer leur approbation des mesures autoritaires mises en œuvre par Eltsine à partir de

⁴³ Berelowitch et Wiewiorka, p. 61.

⁴⁴ Arendt, *Essai sur la révolution*, p. 127.

1991 ? Avant de tenter de répondre à cette question, il importe de souligner quelques traits propres à l'absolu poursuivi par les démocrates russes et par lesquels ils se distinguent de la tradition révolutionnaire française à laquelle Arendt fait référence.

La théorie politique d'Arendt est basée sur une ontologie de la condition humaine strictement divisée entre le domaine privé, dédié à la nécessité, et le domaine public, dédié à la liberté. Dans cette perspective, le reproche adressé par Arendt au *sentiment* et à l'*absolu* des révolutionnaires français est d'avoir soumis l'action politique, propre au domaine public, aux impératifs de la nécessité vitale, propres au domaine privé. Le dérapage de la révolution dans la violence, en ce sens, résulterait de l'obnubilation des révolutionnaires par la *question sociale*, et plus particulièrement par le problème de l'extrême misère du peuple. Or, il nous paraît clair que ce n'est *pas* ce qui s'est produit pendant la révolution anticommuniste. En effet, comme nous l'avons mentionné, la question sociale est loin d'occuper un rôle central dans la pensée politique des démocrates russes. Ceux-ci, à vrai dire, semblent peu portés sur la compassion à l'égard de la misère d'autrui, ce qui s'explique à la fois par le caractère peu aigu de la pauvreté – toute proportion gardée – en URSS⁴⁵ et par l'attitude de mépris que plusieurs d'entre eux cultivent à l'égard des demandes sociales, associées à une mentalité réactionnaire de dépendance à l'État. En cela, ce manque de compassion des démocrates postcommunistes contraste singulièrement avec la préoccupation traditionnelle de l'intelligentsia russe pour la cause des opprimés⁴⁶. Par conséquent, il nous paraît difficile de conclure à l'envahissement de l'espace public par les impératifs de la nécessité vitale⁴⁷. Par

⁴⁵ La question de la pauvreté, bien sûr, demeure relative au point de comparaison choisi. Si, selon certains critères occidentaux, les soviétiques apparaissent comme pauvres, il suffit de comparer leur niveau de vie au plus fort de la crise économique en URSS à celui qu'ils connaissent après quelques années de thérapie de choc, pour réaliser que les conditions de vie en URSS étaient loin de la misère endémique. En tout cas, elle n'est pas comparable à celle dont a souffert le peuple de Paris sous l'Ancien régime.

⁴⁶ C'est la thèse de Davies, *Soviet History in the Gorbachev Revolution*, p. 163.

⁴⁷ Ce qui ne veut évidemment pas dire que la révolution anticommuniste soit dépourvue de toute dimension sociale. La prétention de « régler la question sociale », au sens d'Arendt, n'a rien à voir avec le jeu des intérêts individuels et collectifs, qui est indissociable de toute action en société. Elle précise, au sujet du lien entre la question sociale et l'illimité du sentiment : « il faut noter que ce n'est que la tragique de la misère, non la frustration individuelle ni celle des ambitions sociales, qui peut susciter la pitié », *Essai sur la révolution*, p. 103. L'appât du gain, qui motive certainement plusieurs démocrates, ne marque pas l'envahissement de l'espace public par la question sociale, dans

ailleurs, la révolution anticommuniste ne connaît pas de vague de violence révolutionnaire. Au contraire, le caractère pacifique des événements entourant l'effondrement de l'URSS a été unanimement souligné comme l'un de ses traits les plus originaux, surtout lorsqu'on les compare avec les violentes turbulences qui ont secoué la Russie tout au long de son histoire. Le refus des dirigeants soviétiques de recourir à la violence pour rétablir leur domination sur la scène politique⁴⁸ compte sans doute pour beaucoup dans le dénouement pacifique des événements de 1989-1991 en Russie, mais il faut aussi souligner à quel point la non-violence des démocrates russes est conforme à leur conception de la vertu politique.

En effet, les témoignages des militants démocrates rapportés par Loukine indiquent que l'immense majorité de ces derniers rejettent catégoriquement l'usage de la violence comme mode d'action légitime⁴⁹. Cette position ferme est d'ailleurs au cœur de l'action révolutionnaire du mouvement démocratique, lequel est né d'ailleurs dans le but explicite de « rassembler les forces démocratiques du pays en vue de réaliser une révolution démocratique *pacifique* »⁵⁰. En cela, le mouvement démocratique ne fait pas figure d'ange parmi les démons; il participe plutôt d'une « philosophie de la non-violence », partagée par l'ensemble de la population soviétique à cette époque⁵¹. Le rejet de la violence est unanime dans les

la mesure où cet enjeu, précisément, se joue dans l'ombre protectrice des relations privées. À cet égard, il est significatif que la privatisation, qui progresse à bon train tout au long de la révolution anticommuniste, ne fasse *pas* l'enjeu de débats politiques.

⁴⁸ Ce pacifisme est particulièrement frappant à l'extérieur des frontières de l'Union soviétique, où le laisser-faire de Gorbatchev tranche avec une longue tradition d'interventionnisme. Cela est aussi vrai à l'intérieur de l'Union soviétique où, à quelques exceptions près – Tbilissi, avril 1989; Bakou, janvier 1990; Vilnius, janvier 1991 – l'armée ne réprime pas les manifestations de masse. En Russie, le refus du recours à la force confirme l'échec du putsch d'août 1991.

⁴⁹ Loukine présente le choix de la non-violence comme « the most dominant opinion » (p. 186) concernant le mode d'action qu'il faut utiliser contre le système soviétique. Plus loin, il affirme que le pacifisme bénéficie de l'appui d'une « vast majority » (p. 191), ou encore « overwhelming majority » (p. 221), parmi les démocrates. Sakwa parle quant à lui d'une « almost universal condemnation of violence » parmi les opposants au régime. Sakwa, *Soviet Politics in Perspective*, p. 212.

⁵⁰ Urban., p. 164. C'est le mandat donné le 12 juin 1989 au Groupe interrégional de députés – au dernier jour de la session du Congrès des députés du peuple – par la foule réunie au stade Loujniki. Au sujet des circonstances entourant la naissance du mouvement démocratique, voir le chapitre IV.

⁵¹ L'expression est de Vladimir Mau et Irina Starodubrovskaja, *The Challenge of Revolution : Contemporary Russia in Historical Perspective*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2001;

revues et journaux, comme en font foi les condamnations des interventions militaires à Tbilissi et à Vilnius, de même qu'à l'extérieur des frontières de l'URSS. Ainsi, un club d'électeurs moscovite se prononce en ces termes contre la répression des manifestations pacifiques :

Nous, électeurs du quartier Prolétariat no 20 de la ville de Moscou, sommes alarmés par les multiples explosions de violence incontrôlée dans notre pays et chez nos voisins en Bulgarie et en Chine. Nous demandons aux députés du peuple de l'URSS d'adopter au Congrès une déclaration en faveur du règlement pacifique de tous les conflits politiques en URSS et demandons aussi au Congrès de s'exprimer au sujet de la répression d'une manifestation étudiante pacifique à Beijing les 3 et 4 juin 1989.⁵²

Comme l'indique Atnachev à partir d'une recension de la presse de l'époque, le pacifisme se présente alors comme la continuation logique du rejet du système soviétique et de sa propension à *faire violence* au cours naturel de l'histoire et à l'intégrité individuelle⁵³. Ainsi, il est inscrit au programme du Parti démocratique de Russie : « Le Parti démocratique rejette la violence non seulement parce qu'elle est moralement inacceptable, mais aussi parce que chaque acte violent est une tragédie pour le peuple et ne conduit pas à l'humanisation de la société. »⁵⁴ L'usage de la violence, en un mot, est perçu comme contraire à l'établissement d'un régime démocratique :

Il est clair en pareille situation, lorsque les méthodes violentes de résolution des problèmes politiques ou autres sont devenues prépondérantes, que le mouvement démocratique est confronté à une seule tâche : ne pas laisser la violence s'étendre et l'éliminer là où elle existe, car attiser les flammes de la violence ne peut conduire qu'à la dictature militaire⁵⁵.

cités dans Atnashev, p. 318 note 191. Loukine abonde dans le même sens : la non-violence est pour lui un trait caractéristique de la culture soviétique dominante. Lukin, p. 191, 286.

⁵² « Obrachtchenie klouba izbiratelei Taganskovo i Proletarskovo rayonov k narodnym deputatam SSSR » (Adresse du club des électeurs des quartiers Taganski et Proletarski aux députés du peuple de l'URSS), 7 juin, 1989; cité dans Lukin, p. 218.

⁵³ Atnashev, p. 318.

⁵⁴ « Programma Demokraticeskoi partii » (Programme du Parti démocratique), 10. Cité dans Lukin, p. 222. Nous traduisons à partir de l'anglais.

⁵⁵ Mouvement pour la liberté et la démocratie « Obrachtchenie k demokraticeskim silam strany » (Déclaration aux forces démocratiques du pays), Moscou, 1989. Cité par Lukin, p. 223. Nous traduisons à partir de l'anglais.

Cet impératif pacifiste ne permet aucune exception, même en contexte de désobéissance civile. C'est ce que stipule le programme de l'Union démocratique, qui appelle à enfreindre la loi soviétique :

Notre voix est l'opposition morale, civique et politique au système totalitaire, et par conséquent la non-participation au Mal et la non-coopération avec le Mal, la désobéissance civile et la résistance non-violente au système illégal et criminel [...] L'Union démocratique déclare ouvertement que son but est de changer le système d'État de l'URSS de manière civique et non-violente.⁵⁶

Le pacifisme des démocrates nous conduit donc à préciser nos observations sur l'intransigeance de leur approche de la politique : le sentiment d'intégrité, aussi radical soit-il, demeure soumis à un impératif moral supérieur. En somme, l'absolu de la démocratie décrit au chapitre précédent comporte dans sa dimension morale une clause d'autolimitation qui restreint la gamme des moyens légitimes pour parvenir à ses fins. Cet absolu d'un genre particulier évite ainsi l'écueil, pointé par Arendt, du dérapage de la révolution dans la violence. Mais permet-il pour autant d'établir des bases institutionnelles solides pour l'exercice de la liberté politique ? Pour répondre à cette question, il faut examiner de quelle manière les démocrates russes s'acquittent de la tâche de la fondation du pouvoir.

⁵⁶ « Proekt programmy partiii Demokraticheskoy Soyuz » (Projet de programme du parti Union démocratique), p. 8. Cité dans Lukin, p. 222. L'hégémonie pacifiste ne connaît que peu d'exceptions. Parmi elles, figurent les « Révolutionnaires libéraux », l'une des factions de l'Union démocratique, qui déclarent dans leur manifeste être « prêts à tout moment à protéger les libertés et l'humanisme par des moyens pacifiques et, dans certaines circonstances, par les armes. Les idées des Révolutionnaires libéraux méritent d'être exportées aux quatre coins de la terre lorsque le besoin s'en fait sentir » « Manifest revoliutsionerov-liberalov » (Manifeste des Révolutionnaires libéraux); cité dans Lukin, p. 220. Rappelons aussi que la fondatrice du parti, Valeria Novodvorskaïa, affirme dans ses mémoires préférer la destruction de l'Union soviétique et de sa population à la survie d'un tel « vampire » (p. 187, 223).

CHAPITRE IV

LA FONDATION DU POUVOIR

Inspirés par le rejet moral de la duplicité systémique du régime soviétique, les démocrates russes adoptent en 1989-1991 une attitude politique intransigeante. L'heure n'est plus aux négociations en vue d'une réforme du système; la libération de l'homme naturel exige plutôt de faire éclater l'enveloppe corrompue du mensonge et de l'oppression. Dans un élan proprement révolutionnaire, les démocrates russes s'opposent directement au régime soviétique dans l'espoir que de ses ruines émerge une société démocratique. Pourtant, le radicalisme de leur projet politique contraste avec la relative retenue de leur action. Si, en effet, les démocrates russes avaient appliqué littéralement leurs slogans et s'ils avaient réellement traité la nomenklatura avec autant d'intransigeance que dans leurs discours, il y a fort à parier que les événements auraient connu un dénouement plus mouvementé¹. Or on sait que les démocrates, malgré l'horreur que leur inspire le régime soviétique, font le choix du pacifisme. Comme nous l'avons vu, cette orientation s'inscrit dans leur conception spécifique de la vertu politique et de la démocratie, qui les conduit à valoriser le respect de l'intégrité personnelle et l'évolution historique naturelle au détriment de l'application brutale de grands projets politiques. Ainsi, l'établissement à partir de 1990 en Russie d'un gouvernement démocrate relativement tolérant à l'égard de la nomenklatura, plutôt favorable à son

¹ On peut raisonnablement présumer que l'application littérale des slogans démocrates, qui appellent notamment à la liquidation de la nomenklatura en tant que classe et à la fin du règne des privilèges, n'aurait pu se réaliser sans affrontements potentiellement sanglants, ne serait-ce qu'en raison des moyens militaires dont dispose la nomenklatura.

intégration dans le nouveau système qu'à sa complète « lustration »¹ compte pour beaucoup dans l'issue pacifique de la révolution anticomuniste. La guerre civile, largement appréhendée, n'a finalement pas lieu. Hannah Arendt se réjouirait assurément de l'établissement pacifique du pouvoir des démocrates en Russie, car elle est d'avis que l'établissement d'un gouvernement limité – c'est-à-dire un gouvernement constitutionnel qui garantit les droits et les libertés civiles – est un accomplissement nettement supérieur à tout ce que peut réaliser la poursuite permanente de la révolution, qui conduit au dérapage dans la tyrannie². Pour autant, précise-t-elle, la supériorité du gouvernement limité sur la tyrannie ne doit aucunement faire oublier la distinction, tout aussi importante, entre la simple garantie des droits et la fondation de la liberté :

[...] la distance entre la tyrannie et le gouvernement limité, constitutionnel, est aussi grande et peut-être plus grande que celle qui sépare le gouvernement limité et la liberté. Mais ces considérations, si grandes que soit leur importance pratique, ne doivent pas constituer une raison de confondre droits civils et liberté politique, ou d'identifier ces préliminaires au gouvernement civilisé et la substance même d'une république libre. Car la liberté politique, généralement parlant, signifie le droit « d'être copartageant au gouvernement », ou ne signifie rien.³

En fait, pour Arendt, la révolution moderne comporte deux étapes essentielles : la libération et la fondation de la liberté. La libération, par laquelle le peuple se dégage du joug de la tyrannie, se conclut par l'établissement d'un gouvernement limité. Une fois cette base posée, la fondation de la liberté vise à la constitution d'un système de pouvoir qui garantit à tous un accès égal à la participation politique. Si la libération est une condition nécessaire à la

¹ Dans l'espace postcommuniste, la « lustration » désigne le processus d'exclusion collective des charges publiques dirigé contre les individus qui ont participé aux crimes du régime communiste.

² Arendt se montre très critique des révolutions dont l'esprit révolutionnaire est maintenu indéfiniment, au détriment de la fondation des conditions d'exercice de la liberté : « nous voyons des révolutions qui deviennent permanentes, sans engendrer leur but, la fondation de la liberté. [Ce cas] est évidemment celui des révolutions russes et chinoises, où ceux qui sont au pouvoir non seulement admettent qu'ils maintiennent indéfiniment un gouvernement révolutionnaire, mais encore s'en vantent », *Essai sur la révolution*, p. 210. Elle ajoute, plus loin : « la plupart des prétendues révolutions, loin de réaliser la *constitutio libertatis*, n'ont même pas été capables de garantir par la constitution les droits et les libertés civiles, ce bienfait du gouvernement limité », p. 322.

³ *Ibid.*, p. 322.

fondation de la liberté, elle n'en est assurément pas une condition suffisante⁴. La meilleure illustration des insuffisances du gouvernement limité, selon Arendt, est celle des gouvernements où la constitution est imposée au peuple pour limiter son pouvoir et pour écraser la révolution, plutôt que d'en résulter. Ces constitutions, avance Arendt, demeurent aux yeux du peuple le signe de son échec plutôt que de sa victoire et, par conséquent, ont typiquement souffert d'un profond manque d'autorité, dont se ressent la stabilité du système politique⁵.

En Russie postcommuniste, il semble que la nouvelle Constitution de 1993 a effectivement été imposée au peuple, considérant les conditions éminemment troubles de son adoption : un référendum marqué par des fraudes massives, faisant suite à la répression violente du parlement par le pouvoir présidentiel⁶. L'étroitesse des possibilités d'action politique créées par la nouvelle Constitution russe, qui concentre la prise de décision au sein du pouvoir exécutif, consacre le caractère à tout le moins incomplet de cette « fondation de la liberté », au sens de la création d'un espace public permettant la participation effective aux affaires publiques. Cette Constitution, cependant, a le mérite de garantir un ensemble de

⁴ Arendt distingue strictement libération et liberté : « C'est un truisme peut-être d'affirmer que la libération et la liberté ne sont pas une seule et même chose; que la libération puisse être la condition de la liberté mais qu'elle ne conduise pas automatiquement pour autant à celle-là; que la notion de liberté incluse dans la libération ne peut-être que négative, partant que même la volonté de libération ne s'identifie pas avec le désir de liberté. » *Ibid.*, p. 38.

⁵ C'est le cas « des soulèvements révolutionnaires qui balayèrent presque tous les pays d'Europe après la Première guerre mondiale, ainsi que d'un grand nombre de pays coloniaux qui, après la Seconde guerre mondiale, se libérèrent de la domination européenne », *Ibid.*, p. 210. Elle ajoute, à leur sujet « Il nous suffirait de jeter un rapide coup d'œil sur les diverses destinées du gouvernement constitutionnel hors des pays anglo-américains et de leur sphère d'influence pour être capables de saisir l'énorme différence de pouvoir et d'autorité qui sépare une constitution imposée à un peuple par un gouvernement de la constitution par laquelle un peuple constitue son propre gouvernement. » *Ibid.*, p. 212. La légitimité dont jouit la Constitution américaine, par contraste, s'explique selon elle par le fait qu'elle a été soumise à l'examen et à l'approbation du peuple. Les révolutionnaires américains ont vu « la nécessité de soumettre le projet au peuple et de faire discuter, clause par clause, les articles de Confédération dans les réunions d'hôtels de ville, et plus tard les articles de la Constitution dans les congrès des États », *Ibid.*

⁶ Le référendum a été marqué par le bourrage d'urnes et par l'augmentation artificielle du taux de participation afin d'en valider le résultat. Voir Richard Sakwa, « The Russian Elections of December 1993 », *Europe-Asia Studies*, vol. 47, no 2 (mars 1995), p. 195-227.

libertés civiles et de protéger la sphère privée de l'envahissement de l'État⁷. La révolution anticomuniste russe, à cet égard, trouve bel et bien sa conclusion dans l'établissement d'un gouvernement limité.

Les circonstances qui entourent la naissance d'un régime présidentiel fort en Russie sont complexes. Pour notre propos, le point crucial réside dans le soutien que lui apporte la plus grande partie du mouvement démocratique⁸. Comment cela peut-il être compris ? S'agit-il d'un revirement idéologique contre-révolutionnaire ou s'agit-il, au contraire, de la conclusion de l'entreprise de libération entamée à l'époque de la perestroïka ? L'établissement d'un pouvoir constitutionnel, aussi autoritaire soit-il, est-il l'aboutissement de la révolution anticomuniste ? Dans ce dernier cas, les démocrates russes ne feraient pas figure d'exception historique; ils participeraient – consciemment ou non – d'une tendance bien connue de la pensée politique occidentale, qui définit la liberté politique comme absence de domination et qui en fait donc le résultat immédiat de la libération⁹. Pour examiner cette question, nous nous penchons dans ce chapitre sur le mode d'action et d'organisation des démocrates russes, à partir des outils conceptuels proposés par Arendt pour distinguer les dynamiques respectives de la libération et de la fondation de la liberté.

⁷ Pour un résumé des principes posés par la Constitution de 1993, voir Sakwa, « Basic principles of Russian constitutionalism », Chap. in *Russian Politics and Society*, p. 61-63.

⁸ Nous abordons les circonstances et les modalités de ce soutien en conclusion, p. 137-147.

⁹ Arendt, très critique de cette conception de la liberté, reconnaît qu'elle est très répandue : « C'est donc devenu presque un axiome, même dans la théorie politique, d'entendre par liberté politique non un phénomène proprement politique mais, au contraire, le jeu plus ou moins libre d'activités politiques autorisées ou garanties dans un corps politique donné », *Essai sur la révolution*, p. 38. Ailleurs, elle écrit : « notre tradition philosophique est presque unanime à soutenir que la liberté commence là où les hommes ont quitté le domaine de la vie politique habité par le nombre, et qu'elle n'est pas expérimentée dans l'association avec les autres, mais dans le rapport avec soi-même », « Qu'est-ce que la liberté », p. 204.

4.1 FONDATION DU POUVOIR ET LIBÉRATION DU POUVOIR

Chez Arendt, la principale distinction entre l'entreprise de libération et celle de la fondation de la liberté réside dans le rapport au pouvoir¹⁰. D'une part, ceux qui conçoivent la liberté comme un *état* naturel considèrent le pouvoir comme une force extérieure qui opprime l'individu et qu'il faut, par conséquent, limiter. Cette position est associée par Arendt au libéralisme politique, dont John Stuart Mill résume l'une des thèses fondamentales : « la région propre de la liberté humaine est le domaine intérieur de la conscience »¹¹. Dans cette perspective, le désir de libération relève pour Arendt du *sentiment* – au sens défini au chapitre précédent – dans la mesure où il procède de l'expérience intérieure, qui demeure sans manifestation externe et qui par conséquent n'est pas politique¹². Le pouvoir, qui lui émane du domaine politique, apparaît alors comme une menace d'oppression, que la tradition libérale propose de limiter au moyen de chartes de droits et libertés. À ce titre, l'établissement d'un *gouvernement limité*, qui constitue l'aboutissement de cette entreprise de libération, est marqué du sceau d'un rapport négatif au pouvoir. D'autre part, ceux qui conçoivent la liberté politique comme un *mode de vie* qui se réalise dans les rapports des hommes en vue de l'action favorisent la création de nouveaux lieux de pouvoir. Selon Arendt, cette position trouve sa formulation moderne dans les écrits de Montesquieu, pour qui la liberté politique et le pouvoir vont de pair ; pour lui, la liberté politique consiste « à pouvoir faire ce que l'on doit vouloir »¹³. Comme la force de chaque homme est insuffisante pour réaliser ses ambitions, la

¹⁰ Pour faire court, nous nommons « pouvoir » le pouvoir politique, c'est-à-dire celui qui est exercé collectivement sur la collectivité. Précisons aussi que le pouvoir est entendu dans son sens conceptuel, plutôt que selon l'usage commun qui consiste à utiliser le terme comme une figure de style pour désigner les détenteurs du pouvoir. Ainsi, lorsque nous disons qu'un certain acteur politique a un rapport négatif au pouvoir, c'est qu'il cherche à limiter le pouvoir du gouvernement – ou de toute autre instance de décision collective – sur les droits individuels, et non pas nécessairement qu'ils s'oppose aux représentants de ce pouvoir et à leurs décisions.

¹¹ John Stuart Mill, *De la liberté*. Paris, Gallimard, 2005. Ce passage est cité par Arendt dans « Qu'est-ce que la liberté ? », p. 191, de même que dans *Essai sur la révolution*, p. 203-204.

¹² *Ibid.*, p. 190.

¹³ Montesquieu, *De l'esprit des lois I*, Paris, GF Flammarion, 1979, p. 293 (livre XI-3). Arendt affirme à ce sujet : « [Pour Montesquieu] pouvoir et liberté vont ensemble, [et], pour parler conceptuellement, la liberté politique ne réside pas dans le « Je veux », mais le « Je peux », et par

liberté politique ainsi définie ne peut s'exercer que par la collaboration avec les autres hommes, ce qui exige « un espace public commun où les rencontrer – un monde politiquement organisé, [...] où chacun des hommes libres pût s'insérer par la parole et par l'action »¹⁴. La seconde tâche de la révolution après la libération de l'oppression est donc de construire un « édifice matériel stable » où loger le pouvoir, de façon à le préserver lorsque la révolution prend fin. Concrètement, il s'agit de fonder un nouveau système de pouvoir qui permette l'exercice de la liberté¹⁵. La fondation de la liberté, en somme, est une *fondation du pouvoir*, qui procède d'une logique inverse à celle de la libération : plutôt que de limiter le pouvoir, il s'agit d'en créer de nouveaux.

Notons que, dans l'esprit des révolutionnaires, la question du rapport au pouvoir est intimement liée au conflit entre les vertus politiques associées au bonheur privé et au bonheur public. Ceux qui privilégient le bonheur privé, que l'on peut définir, à l'instar de Benjamin Constant, comme la « jouissance paisible de l'indépendance privée »¹⁶, conçoivent la participation au pouvoir comme un fardeau ou comme une passion suspecte, qui dans tous les cas doit être laissée à des professionnels. Dans cette perspective, la limitation du pouvoir est donc aussi une libération des exigences de la politique pour le plus grand nombre. Le bonheur public qui est tiré de la participation aux affaires politiques¹⁷ est alors réservé au petit nombre qui accepte de s'en charger. L'enjeu de la préférence entre les intérêts privés et

conséquent le domaine politique doit être constitué de telle sorte que pouvoir et liberté se combinent », *Ibid.*, p. 219.

¹⁴ Arendt, « Qu'est-ce que la liberté ? », p. 192.

¹⁵ Au sujet de la fondation du pouvoir dans la Révolution américaine : « Il est évident que l'objectif véritable de la Constitution américaine n'était pas de limiter le pouvoir, mais de créer un pouvoir plus fort et en fait d'établir et de constituer d'abord un centre de pouvoir entièrement nouveau. [...] La Constitution américaine consolida en définitive le pouvoir de la Révolution, et comme le but de la révolution était la liberté, elle fut vraiment ce que Bracton avait appelé *Constitutio Libertatis*, la fondation de la liberté », *Essai sur la révolution*, p. 225.

¹⁶ « De la Liberté des Anciens comparée avec celle des Modernes », p. 602. Chap. in *Écrits politiques*, édités par Marcel Gauchet, Paris, Gallimard, 1997.

¹⁷ Cette forme de bonheur, éminemment politique, est liée au fait d'apparaître et de s'exprimer parmi des égaux. Sur les sources de cette vertu politique, Arendt cite John Adams : « Partout [...] on s'aperçoit que chaque individu est poussé fortement par le désir d'être vu, entendu, discuté et approuvé et respecté par les gens qui l'entourent et qu'il connaît », *Lettres à John Taylor sur la Constitution américaine*, cité dans Arendt, *Essai sur la révolution*, p. 172.

les affaires publiques joue un grand rôle dans l'issue des révolutions modernes, selon Arendt, car de lui dépend l'intérêt des révolutionnaires pour la fondation d'un espace destiné à l'exercice de la liberté politique. Nous savons déjà que les démocrates russes placent le sentiment d'intégrité au sommet des vertus politiques (chapitre II). L'importance accordée à la conscience individuelle implique-t-elle pour autant un désintérêt de la chose publique ? C'est ce que l'examen du rapport des démocrates au pouvoir doit nous permettre d'éclaircir.

Une seconde distinction entre la libération et la fondation de la liberté, qui découle de la première, réside dans le rapport aux formes politiques. La limitation du pouvoir par l'enchâssement d'une charte de droits dans une constitution est théoriquement compatible avec toutes les formes de régimes, à l'exception sans doute de la tyrannie : les droits civils et le bien-être privé peuvent être garantis dans une monarchie comme dans une démocratie, à condition que le pouvoir du gouvernement soit suffisamment limité. L'action politique qui ne vise que la libération n'a donc pas besoin de proposer une nouvelle forme politique, basée sur un nouveau pouvoir. À l'inverse, la tâche de fondation du pouvoir consiste précisément à élaborer une forme politique nouvelle, propice à l'exercice de la liberté. Pour les révolutionnaires soucieux de cet enjeu, la question de la forme d'institutionnalisation du pouvoir est essentielle. En ce qui concerne les démocrates russes, il faut se pencher sur les formes politiques qu'ils privilégient et, par le fait même, sur l'intérêt qu'ils accordent à cette question.

Le présent chapitre vise donc à déterminer la place de la fondation du pouvoir dans la pensée politique des démocrates russes. À ce sujet, nous faisons face au problème de la rareté de leurs écrits sur les mesures concrètes qu'ils entendent appliquer pour établir le pouvoir de la démocratie. Ce silence relatif, tout à fait en contraste avec la profusion de la production intellectuelle de l'époque sur des thèmes comme l'immoralité du régime soviétique ou le caractère naturel de la démocratie, en dit long sur l'intérêt des démocrates russes pour l'institutionnalisation de nouvelles formes de pouvoir. Pour approfondir cette question, nous avons décidé de compléter l'analyse de la pensée politique des démocrates par une étude de leurs pratiques politiques concrètes, soit plus précisément la manière dont le mouvement démocratique s'organise en vue de sa participation au pouvoir. Dans ce domaine, le présent

chapitre doit beaucoup à certains auteurs, qui ont consacré des pages très documentées à l'activité politique des démocrates russes¹⁸. Leur approche, le plus souvent, est centrée sur l'influence structurelle des conditions institutionnelles dans lesquelles s'inscrit l'action. Pour notre part, nous examinons le mode d'organisation des démocrates russes à la lumière des enjeux soulevés par Arendt autour de la question de la fondation du pouvoir : jusqu'à quel point les démocrates russes cherchent-ils à limiter le pouvoir, et comment envisagent-ils la création d'un nouveau pouvoir ? Les conclusions des chapitres précédents nous permettent déjà d'avancer que l'exigence de libération de l'oppression constitue la tâche principale du mouvement démocratique, mais il importe maintenant déterminer si cette libération est considérée comme une fin en soi ou si elle ne constitue qu'un prélude à la fondation de la liberté. Le mode d'organisation des démocrates en est notre principal indicateur : est-il prioritairement consacré à la contestation ou à l'organisation, et de quelle manière permet-il de préparer le mouvement démocratique à la tâche de la fondation ? Si, comme l'affirme Arendt, le fait de s'entendre et de se lier par la promesse et par des contrats au sein d'une même organisation est le signe de l'émergence du pouvoir¹⁹, alors nous pouvons considérer que l'efficacité du mouvement démocratique à prendre collectivement des décisions en vue d'actions concrètes constitue la manifestation claire d'une volonté à exercer le pouvoir. Nous concluons ce chapitre par une réflexion sur le rôle du bonheur privé et du bonheur public dans l'action des démocrates.

En plus des enjeux théoriques qu'elle soulève, la démarche que nous adoptons dans ce chapitre reflète les traits spécifiques de notre objet d'étude. Tel qu'indiqué dans l'introduction générale, le mouvement démocratique tient davantage de la coalition hétérogène que de l'organisation unitaire. L'étude des grands traits de son mode d'organisation comporte par

¹⁸ Nous nous appuyons tout particulièrement sur les ouvrages suivants : Fish, Steven, *Democracy from Scratch*; Sakwa, *Russian Politics and Society*; Sigman, *Clubs politiques et perestroïka en Russie*; Urban, *The Rebirth of Politics in Russia*.

¹⁹ Arendt décrit en ces termes les modalités d'apparition – ou de préservation – du pouvoir par l'association politique : « Se lier et promettre, s'associer et signer un contrat : tels sont donc les moyens qui préviennent la disparition du pouvoir; quand des hommes réussissent à conserver intact le pouvoir jailli entre eux au cours d'une action particulière quelconque, c'est qu'est déjà engagé le processus de fondation, par lequel ils constituent un édifice matériel stable pour y loger, pour ainsi dire, leur pouvoir d'action combiné », *Essai sur la révolution*, p. 258.

conséquent le risque de généralisations abusives. C'est pourquoi nous tâchons de faire ressortir les alternatives qui se sont présentées aux acteurs de l'époque, ne serait-ce que pour dissiper la fausse impression de fatalité – comme s'il n'en avait pu être autrement – qui se dégage parfois de l'analyse a posteriori. Dans ce but, nous présentons les différents modèles organisationnels qui entrent en concurrence à l'époque de la perestroïka, même si certains d'entre eux ont été réduits à néant au sein du mouvement démocratique. Par ailleurs, il importe de lier l'évolution du mode d'organisation du mouvement démocratique aux événements qui ponctuent l'ouverture graduelle de la scène politique soviétique. À ce titre, l'abolition de l'article 6 de la Constitution soviétique, qui ouvre la porte au multipartisme, fait figure de point tournant. Pour en rendre compte, nous consacrons deux sections à cette question : la première porte sur la genèse du mouvement démocratique, dans le sillage de la première session du Congrès des députés du peuple de l'URSS, en juin 1989, et en prévision des élections en Russie qui se tiennent en mars 1990; la seconde porte sur l'organisation du mouvement démocratique en situation de multipartisme. Tout au long de notre analyse, nous veillons à situer l'évolution du mouvement démocratique dans le contexte des bouleversements sociaux et institutionnels de la perestroïka tardive.

4.2 1989-1990 : LA GENÈSE DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE

Le mouvement démocratique émerge dans un contexte radicalement nouveau en URSS, celui de la lutte électorale. Les analystes s'entendent en effet pour situer l'émergence et la consolidation du mouvement démocratique dans la période charnière qui sépare les élections soviétiques de mars-avril 1989 des élections russes de mars 1990. La domination de ce mouvement sur la scène politique russe, qui se confirme lors de ces deuxièmes élections, marque la conclusion d'une transformation majeure de l'organisation politique du camp de la démocratie : une nouvelle cohorte de militants succède à la première, tandis que s'imposent de nouveaux modes d'action, de nouveaux types de rapports avec les dirigeants soviétiques et un nouveau type de discours. Dans l'ensemble, ces changements impriment au mouvement

démocratique un rapport au pouvoir ouvertement oppositionnel, concentré sur la tâche de la libération. Pour mettre en lumière la spécificité des traits du mouvement démocratique, nous tâchons dans cette première section de mettre en contraste son mode d'organisation avec celui du mouvement dont il émerge au moment de sa genèse, soit le mouvement informel, mais dont il se distancie peu à peu pour finalement le supplanter. Citons à ce propos Michael Urban, qui résume bien le phénomène de changement de garde qui s'effectue à cette époque :

[The 1990 elections] marked the appearance of a new wave of leaders and functionaries in the democratic movement: professional politicians, and organizers. Some had graduated from the ranks of the informals, but most arrived from other quarters, either from the CPSU or from non-political backgrounds. Concomitantly, two hitherto important components of the democratic current – the informals and prestigious social actors – began to exit the stage. To be sure, neither disappeared entirely, but drifted toward the wings as centre stage became the province of another cohort building their new career in politics²⁰.

Rappelons que les clubs informels sont les premières formes légales d'organisation politique en URSS²¹. Ils voient le jour dès 1986 à la faveur de l'ouverture créée par la glasnost. Cette dette envers les dirigeants réformistes demeure d'ailleurs inscrite dans leur mode d'organisation, malgré la part d'autonomie qu'ils parviennent à s'assurer : réformateurs plutôt que révolutionnaires, ils ont Gorbatchev pour principal interlocuteur, qu'ils tentent

²⁰ Urban, p. 174-175.

²¹ Sur cet aspect, notre étude est particulièrement redevable à l'ouvrage de Sigman, *Clubs politiques et perestroïka en Russie*, qui fait une distinction pertinente entre le mouvement informel et le mouvement démocratique. Précisons par ailleurs que l'opposition établie par Sigman entre informels et démocrates n'implique pas qu'ils demeurent totalement étrangers l'un à l'autre : pendant la « période intermédiaire » qui s'étend de l'élection de 1989 à celle de 1990, les changements d'identités politiques sont graduels et ne sont pas toujours conscients. Les informels tendent à conserver des modes de perception acquis lors de la période précédente, alors même qu'un certain nombre d'entre eux s'adaptent aux conditions de la nouvelle scène politique (p. 279). Pour rendre compte de la juxtaposition des mouvements informels et démocrate pendant cette période de transition, Sigman utilise à quelques reprises l'étiquette mixte « informels-démocrates ». Cela n'invalide en rien la pertinence des idéaux-types « informel » et « démocrate », car c'est bien parce qu'ils sont conceptuellement distincts que l'on peut reconnaître l'originalité des formes qui combinent des traits de l'un et de l'autre. Pour notre part, nous utilisons en ce sens les étiquettes « informels » – rattachés aux clubs politiques des années 1986-1988 et dotés d'un mode d'action basé sur la discussion en groupes fermés – et « démocrates » – rattachés au mouvement démocratique de 1989-1991 et dotés d'un mode d'action consacré à la mobilisation de masse. Quand nous faisons référence à la combinaison des deux mouvements pendant la « période intermédiaire », nous parlons du « camp de la démocratie ».

d'influencer par un mélange de persuasion et de pression²². Pour obtenir l'écoute des dirigeants, ils peuvent compter sur leur crédibilité intellectuelle, car ce sont pour la plupart des membres de l'intelligentsia. Les clubs informels à vocation politique sont avant tout des clubs de discussion, et leurs membres consacrent beaucoup de temps à raffiner leur ligne idéologique, par laquelle ils se différencient les uns des autres. Ils interviennent aussi beaucoup dans la presse réformatrice, avec laquelle ils entretiennent des rapports étroits, et ont parfois recours à des actions de rue, dont l'ampleur demeure cependant limitée²³. Or, à partir de 1989, le mouvement informel est graduellement relégué aux marges de la scène politique, alors que les élections soviétiques consacrent l'ascension de nouveaux groupes d'acteurs : les organisateurs de campagnes de mobilisation de masse²⁴, et les députés démocrates, vedettes de la nouvelle scène politique.

Pour Gorbatchev, la convocation d'une nouvelle institution législative, le Congrès des députés du peuple de l'URSS, visait à surmonter la polarisation de la société et à donner aux réformes la caution symbolique d'un appui populaire unanime. L'entrée sur la scène politique d'acteurs démocrates devait aussi ébranler le pouvoir des conservateurs au sein de l'appareil qui, par leur résistance passive, minaient l'application des réformes. Les élections sont fixées au 26 mars et au 9 avril 1989 – pour les premier et second tours respectivement. Dans la société civile naissante, cette élection donne lieu à un dilemme : faut-il s'adapter au jeu électoral ou rester à l'écart de la course ? Les conditions de nomination des candidats sont étroitement contrôlées par le Parti et, par conséquent, la participation à la lutte électorale nécessite une mobilisation de grande ampleur. Tout groupe qui souhaite proposer un candidat dans sa circonscription doit réunir un quorum de 500 personnes, puis, une fois cette étape franchie, se préparer à faire campagne contre la puissante machine de propagande du Parti²⁵.

²² À l'exception du club Démocratie et humanisme. À ce sujet, voir p. 51, note 26.

²³ Les clubs informels se réunissent dans des lieux clos. Ce n'est qu'à partir du printemps 1988 que certains commencent à tenir des meetings hebdomadaires à Moscou sur la place Pouchkine, qui reçoit alors le surnom de « Hyde Park ».

²⁴ L'expression est de Sigman. Urban les dénomme « organization leaders » ou « organizers ».

²⁵ De plus, un tiers des sièges du Congrès des députés du peuple sont nommés par des organisations sociales, qui sont liées au parti-État.

Dans ce contexte, seules les figures les plus connues ont une chance de l'emporter, comme Eltsine, Afanassiev, Sakharov ou Gdlyan²⁶. À l'exception de Sakharov, ces candidats vedettes sont souvent issus de l'appareil du parti-État, mais ont acquis par leurs prises de position une réputation de rebelles. Les informels, pour leur part, demeurent inconnus du grand public. Pour cette raison, la plupart renoncent à participer aux élections, et ceux qui s'y essaient voient leurs candidats rejetés par les instances électorales. À Moscou, seul le Front populaire de Moscou (MNF)²⁷ parvient à faire nommer un candidat informel, Sergueï Stankevitch. Pour ce faire, le club a choisi de se transformer en mouvement de masse – il passe de 150 à 1 200 membres – consacré exclusivement à l'activité électorale. Malgré cela, la victoire de Stankevitch doit beaucoup à son association avec Eltsine, comme l'explique le directeur de campagne du candidat informel :

Nous avons photocopié ce télégramme [dans lequel Eltsine remercie Stankevitch de l'avoir soutenu contre le PCUS] [...] et l'avons collé dans toutes les stations de métro, dans tous les magasins. On nous demandait : « Qui est ce Stankevitch ? » — « Il est pour Eltsine ». Ça suffisait, c'était le mot de passe : « Il est pour Eltsine ».²⁸

Sauf cas exceptionnel, comme celui du MNF, le mouvement informel ne participe donc que très peu à la lutte électorale, qui est plutôt animée par de nouvelles organisations consacrées exclusivement à la promotion de candidats : ce sont des clubs d'électeurs, de même que des groupes de soutien à des candidats célèbres.

Les résultats des élections de 1989 au Congrès des députés du peuple de l'URSS confirment l'efficacité des campagnes de mobilisation. Bien que les membres du parti

²⁶ Telman Gdlyan. Juge d'instruction devenu célèbre pour avoir fait condamner pour corruption plusieurs hauts dirigeants du Parti – y compris le gendre de Brejnev – dans l'« affaire du coton » en Ouzbékistan.

²⁷ Pour les acronymes, nous suivons l'usage le plus courant, qui consiste à reprendre l'acronyme du nom original : MNF pour *Moskovsky Narodny Front*.

²⁸ Mikhaïl Chneider, en entretien avec Sigman, *Clubs politiques*, p. 268. Eltsine remerciait Stankevitch pour son soutien lors de son expulsion du Politburo en 1987, suite à sa rébellion contre Gorbatchev. Stankevitch avait alors pris l'initiative d'envoyer un télégramme de protestation, signé par quatorze autres personnalités politiques.

communiste obtiennent une majorité des sièges²⁹, les militants du camp démocratique jugent qu'ils ont emporté une importante victoire, compte tenu de l'élection de leurs candidats vedettes et les résultats électoraux décevants obtenus par les bonzes de l'appareil.

Comme Michael Urban le fait remarquer, les élections de 1989 produisent l'effet inverse de ce que prévoit le modèle transitologique au sujet des premières élections démocratiques : plutôt que de créer un consensus sur les réformes qui conduit à une démobilisation de la société civile, la première session du Congrès des députés du peuple de l'URSS est suivie d'une explosion de mobilisation populaire. Les députés démocrates, auréolés par leur victoire et désormais sacrés porte-étendards de la cause démocratique, sont au cœur de cette radicalisation. Face au blocage exercé à leur égard par la majorité communiste au sein du Congrès³⁰, ces députés décident de former un groupe parlementaire indépendant pour compenser la précarité de leur position. Ainsi, dès le troisième jour de la session du Congrès, le député démocrate Gavriil Popov appelle à la création du Groupe interrégional de députés (MDG) et invite tous les députés acquis à la cause de la démocratie à s'y joindre. Sans en revendiquer le titre, le MDG joue *de facto* le rôle d'opposition parlementaire. En effet, les membres du MDG proposent des mesures qui s'attaquent aux fondements de l'ordre soviétique : l'abrogation de l'article 6 de la Constitution soviétique qui établit le rôle dirigeant du PCUS dans la politique soviétique et l'inversion du rapport d'autorité entre Moscou et les gouvernements des républiques³¹. Le caractère révolutionnaire de ces mesures mérite d'être souligné. Revendiquer publiquement la fin du monopole du Parti sur l'État, cela ne s'était jamais vu en URSS ailleurs que dans les cercles étroits de la dissidence. Or, voilà que la population soviétique tout entière – la diffusion télévisuelle des

²⁹ Selon les calculs du Club du Parti de Moscou, les « conservateurs » occupent 90 % des sièges du Congrès, soit un « noyau dur » de 25 % directement attachés à l'appareil et une majorité silencieuse de 65 %. Sigman, *Clubs Politiques*, p. 280.

³⁰ Pour une description des différentes formes d'obstructions à la démocratie au sein du Congrès, voir Fish, p. 131-133 et Urban, p. 148-155.

³¹ Ces positions sont notamment affirmées dans le « décret sur le pouvoir » lancé par Sakharov dans son discours de clôture de la première session du Congrès. Notons que la référence implicite à Lénine – le « décret sur la terre » et le « décret sur la paix » constituent les premières mesures du pouvoir bolchevique immédiatement après la révolution d'Octobre – résonne dans la conscience collective comme un signe du caractère révolutionnaire des changements exigés.

séances du Congrès est suivie par près de 95 % des adultes³² – assiste en direct à cette charge en règle contre l'ordre établi. Le retentissement de cet événement médiatique marque profondément les conditions de naissance du mouvement démocratique : le MDG s'impose comme le groupe de référence par rapport auquel tous les autres vont s'orienter.

En plus de l'effet provoqué par l'entrée fracassante des députés démocrates sur la scène politique, la naissance du mouvement démocratique est aussi conditionnée par l'échéance électorale de mars 1990. Cette dernière s'inscrit dans la poursuite des réformes politiques entamées par Gorbatchev en 1988, qui stipulent que la convocation du Congrès des députés du peuple de l'URSS sera suivie de la création d'institutions législatives équivalentes dans chacune des républiques, de même que d'élections aux soviets des villes et des arrondissements. Initialement, il est prévu que les élections dans les républiques se tiendront immédiatement après les élections pansoviétiques. Cependant, de crainte de subir une deuxième défaite d'affilée, Gorbatchev décide de repousser l'échéance électorale. En Russie, ces élections sont déplacées au 9 et 18 mars 1990. S'ouvre alors pour les démocrates une période d'organisation et de mobilisation intense de près d'un an, qui voit la naissance du mouvement démocratique et la consolidation d'un front commun national contre le PCUS, sous la forme du bloc électoral Russie démocratique. Carole Sigman et Michael Urban relèvent tous deux l'effet structurant de l'échéance électorale sur ce processus d'organisation. Tout d'abord, les élections de 1990 en Russie sont d'une ampleur bien plus grande que celles de 1989 : le grand nombre de sièges à pourvoir³³ exige un imposant travail de mobilisation et de coordination, afin d'éviter que des candidats démocrates ne soient en concurrence. En ce sens, la scène politique voit s'accroître la tendance, amorcée dans le cadre des élections de 1989, qui favorise les organisateurs de campagnes de mobilisation de masse, au détriment des informels et de leurs clubs politiques qui privilégient l'organisation à petite échelle. Ensuite, la tenue des élections en Russie conduit le camp démocratique à délaisser peu à peu la scène

³² Urban, p. 155. Ces données, pour le moins frappantes, sont citées par plusieurs auteurs.

³³ Pour la seule ville de Moscou, 65 sièges sont à combler pour le Congrès des députés du peuple de la RSFSR – contre 27 pour le Congrès des députés du peuple de l'URSS – de même que 468 pour le Soviet municipal et plusieurs milliers pour les soviets d'arrondissement. Données mentionnées par Sigman, *Clubs Politiques*, p. 290.

politique pansoviétique au profit de la scène politique russe. Ce déplacement résulte du blocage de la politique soviétique, où Gorbatchev tient à conserver le contrôle des réformes et où le Congrès demeure généralement hostile aux mesures proposées par le MDG. Le repli vers la scène politique de la république de Russie s'inspire aussi de l'exemple des pays baltes, qui obtiennent l'autonomie financière en juillet 1989, ce qui laisse miroiter la possibilité d'utiliser les institutions politiques des républiques comme de véritables lieux de pouvoir. En Russie, l'emprunt aux mouvements nationalistes baltes de la rhétorique de la « libération nationale » et de la « souveraineté nationale » a cependant une signification bien particulière. Tel qu'indiqué au chapitre II, la conquête des institutions politiques de la Russie sert un objectif bien peu nationaliste – le retour aux normes morales et politiques considérées comme celles de la « civilisation mondiale » – qui contraste avec l'affirmation, par les républiques baltes, de leur spécificité nationale.

En somme, le mouvement démocratique émerge en 1989 et au début 1990 dans le contexte d'une longue mobilisation électorale ayant pour enjeu le contrôle des institutions politiques russes. Cette réalité se reflète dans la genèse du mouvement, qui s'organise comme front uni dans la lutte contre le régime soviétique, et ce, dès juin 1989, alors que la première session du Congrès bat son plein. Galvanisés par l'attitude héroïque de « leurs » députés, des milliers de militants se rassemblent alors dans le stade Loujniki, à Moscou. Les militants démocrates s'y montrent beaucoup plus radicaux que leurs leaders charismatiques qui siègent au Congrès. Le premier jour, ils sont plus de 100 000 à scander « Tout le pouvoir aux soviets », à l'instar des bolcheviks quelque 70 ans plus tôt. Deux semaines plus tard, au dernier jour de la session du Congrès, alors que les députés associés au MDG hésitent toujours à se définir comme une opposition, les militants lancent un appel à la création d'une grande organisation politique en faveur de l'établissement d'un régime démocratique : ils pressent le MDG d'« unir toutes les forces démocratiques du pays pour une révolution démocratique et pacifique », qui se réalisera par la « victoire électorale des forces démocratiques aux organes suprême du pouvoir en Russie, menant à une Russie libre et souveraine au sein d'une Union Démocratique des peuples »³⁴. Le mot d'ordre du mouvement

³⁴ Urban., p. 164. Notons la prééminence du terme « démocratie ».

démocratique est lancé : pour un renversement du régime soviétique à partir des institutions de la république russe.

La mobilisation se met aussitôt en branle pour grossir les rangs des démocrates et pour unir leurs forces. Tandis que les groupes informels, déjà affaiblis par l'élection de 1989, sont relégués aux marges de la scène politique, le mouvement démocratique s'organise comme une coalition fluide d'organisations dédiées à la contestation du régime et à la promotion des candidats démocrates³⁵. Au premier rang de cette nouvelle mobilisation se trouvent les clubs d'électeurs de quartier, qui se fédèrent en larges organisations dédiées au soutien logistique des « vedettes » du MDG. Ainsi se forment à Moscou l'Union moscovite des électeurs (MOI) et, à Leningrad, le Front populaire de Leningrad (LNF), tandis que des organisations semblables apparaissent dans la plupart des villes de Russie. Contrairement aux groupes informels comme le MNF, les unions d'électeurs n'ont pas de prétention politique ou intellectuelle propre; elles n'ont pas de programme, si ce n'est leur soutien inconditionnel des députés démocrates. Ainsi, l'un des leaders du MOI déclare, lorsqu'on l'enjoint de préciser quel est le « visage politique » du groupe : « Notre visage, ce sont les députés du MDG »³⁶. Ce choix répond aussi au désir de se distinguer du mouvement informel, associé à une approche politique dépassée, comme le déclare un autre de ses organisateurs :

*De nombreuses personnes ont adhéré au MOI et non, par exemple, au MNF parce qu'elles avaient peur d'être considérées comme des informels. [...] Le nom était bien choisi : union d'électeurs, ça n'avait pas l'air d'une organisation politisée. Et les gens sont arrivés en masse.*³⁷

À la fin de l'automne 1989, lorsque commence véritablement la campagne pour les élections dans les républiques, la concurrence entre informels et organisateurs de campagnes de mobilisation se cristallise autour de l'enjeu de la fondation d'un bloc électoral démocratique. Cette lutte interne se conclut au profit des organisateurs de campagnes. À

³⁵ C'est le constat de Urban : « That prospect [les élections de 1990] favoured loose, populist forms of organization, backing candidates whose programmes were essentially protest against existing conditions and those thought responsible for them », p. 165.

³⁶ Lev Ponomarev; cité dans *Ibid.*, p. 293.

³⁷ Mikhaïl Chneider; cité dans *Ibid.*, p. 292.

Moscou, l'initiative menée par les informels – le bloc électoral Élections-90 – apparaît rétrospectivement comme la dernière grande tentative de fédérer les troupes démocratiques au sein d'une organisation autonome qui compte sur son propre pouvoir et qui avance un programme précis³⁸. À l'inverse, le bloc électoral Russie démocratique (DR), fondé en janvier 1990 à l'initiative du MOI, marque la consécration du mode d'organisation qui s'est dessiné à l'été et à l'automne 1989 et qui s'impose désormais à tout le mouvement démocratique. Contrairement à Élections-90, qui regroupe des organisations pour proposer des candidats communs, DR est une coalition de candidats nommés par des organisations locales, auxquelles elle fournit une base logistique. Bien qu'il couvre toute la Russie, DR est doté d'une organisation minimale; ce sont les organisations locales qui conservent le pouvoir de gérer les candidatures. De plus, DR est sous la dépendance des députés démocrates : le bloc électoral adopte entièrement le programme préparé pour le MDG³⁹. Face au succès de DR, les informels sont marginalisés dans les mois qui suivent. Élections-90, fondé pour faire concurrence au MOI, rejoint finalement DR pour gagner en visibilité.

Le succès de mobilisation de DR réside dans sa stratégie qui met en scène un affrontement direct avec le régime soviétique au moyen de grands meetings électoraux, où de

³⁸ Fondé le 21 novembre 1989, le bloc électoral Élections-90 rassemble des groupes informels moscovites dans le but de coopérer et de présenter des candidats communs. Le bloc est doté d'un programme orienté vers la limitation des pouvoirs du parti-État et la garantie d'une série de droits individuels et collectifs. Il prône notamment : la suppression de l'article 6 de la Constitution, la liberté d'association, « le droit de chacun de recevoir la terre en propriété et de disposer des fruits de son travail », « l'égalité juridique de toutes les formes de propriété », la « démonopolisation de l'économie, assortie d'une garantie des droits sociaux des travailleurs » et la « souveraineté étatique et économique de la république de Russie. Au moment de sa fondation, le bloc demeure sciemment à distance des unions d'électeurs comme le MOI, de même que des députés démocrates, qu'ils ne mentionnent pas dans leur programme. Des organisations semblables à Élections-90 sont fondées dans plusieurs autres villes de Russie. Sigman, *Clubs Politiques*, p. 295.

³⁹ Les principales revendications en sont les suivantes : abrogation de l'article 6 de la Constitution, reconnaissance officielle d'une charte des droits, (liberté d'association, liberté de presse, liberté de conscience, etc.), affirmation du principe de propriété privée et instauration d'une économie de marché, affirmation de la souveraineté de la Russie, adoption d'une nouvelle Constitution russe par référendum. Voir Sigman, « Russie Démocratique », p. 14. Le MDG, quant à lui, ne parvient pas à adopter un programme. Il faut dire qu'à la fin 1989, le groupe est déjà en déclin. Jugé trop mou, le MDG est déserté par les députés démocrates vedettes, qui s'associent à DR. Ce transfert d'allégeance correspond aussi à l'abandon des institutions soviétiques centrales au profit des institutions républicaines, pressenties pour jouer un plus grand rôle. Par ailleurs, la similarité des revendications de DR et de celles d'Élections-90 indique à quel point les informels se sont eux aussi radicalisés.

larges foules sont galvanisées par les discours des députés-vedettes, puis marchent dans les rues pour exprimer leur protestation. Contrairement aux rencontres des informels, consacrées à l'échange des points de vue en petits groupes, ces événements ne visent que l'expression massive de la contestation. Cette position est d'ailleurs assumée par DR dans ses tracts, dont le discours est structuré autour de la critique du régime et de son principal représentant, la nomenklatura. Un de ces tracts, présenté comme « typique » par Michael Urban, contient le passage suivant :

L'appareil a tout fait pour que les représentants des organisations démocratiques ne soient pas candidats au Congrès des députés du peuple. [...] Parmi ces candidats, 80 % sont membres du PCUS. Le peuple ne peut réaliser l'idée de démocratie que d'une seule manière, soit voter contre un candidat s'il appartient à l'appareil du parti ou s'il est l'un de ses serviteurs, à moins qu'il ait prouvé par ses actions son soutien à la cause de la démocratie. [...] Nous ne demandons pas aux électeurs de voter pour « les soviets sans les communistes », nous leur demandons de voter pour « les soviets sans la nomenklatura du Parti ».⁴⁰

La structure souple du mouvement démocratique et le maintien d'une ligne idéologique centrée pour l'essentiel sur la critique du régime se révèlent une stratégie gagnante pour la mobilisation à grande échelle. Le 3 février, la première manifestation organisée par DR rassemble environ 200 000 personnes à Moscou. Le 25 février, pour la manifestation finale de sa campagne électorale, DR établit un record historique en Russie, attirant près d'un million de personnes dans la capitale, tandis que des démocrates défilent dans un grand nombre de villes du pays. Ces démonstrations de force ne restent pas sans effet : le mois de mars 1990 est marqué par deux victoires importantes pour les démocrates. Tout d'abord, le Congrès des députés du peuple de l'URSS entérine l'abrogation de l'article 6 de la Constitution soviétique, ce qui ouvre la porte au multipartisme. Ensuite, les démocrates enregistrent d'impressionnants résultats lors des élections au Congrès des députés du peuple de la RSFSR⁴¹. Les candidats vedettes des démocrates sont désormais aux commandes des

⁴⁰ « MOI », p. 5; cité dans Urban, p. 190. Nous avons traduit à partir de l'anglais. C'est l'auteur qui souligne.

⁴¹ Une victoire qui ne se mesure pas au nombre de sièges remportés – les candidats de l'appareil sont majoritaires au Congrès – mais à l'importance du soutien populaire obtenu, grâce auquel les démocrates bénéficient d'une légitimité supérieure. Par ailleurs, les démocrates remportent une majorité des sièges aux soviets de Moscou, Leningrad, Riazan, Sverdlovsk, Petropavlovsk-Kamtchatsky, Nijnevartovsk et Sakhaline. Sigman, « Russie Démocratique », p. 14.

principales institutions politiques de Russie : Eltsine est élu au Congrès, dont il devient ensuite président, tandis que Gavriil Popov et Anatoli Soltchak sont respectivement élus à la tête des soviets de Moscou et Leningrad⁴². Un pas décisif de la révolution anticommuniste est franchi au moment où les démocrates accèdent au pouvoir en Russie, car ils ont désormais en main les outils pour fonder une démocratie. Mais les ont-ils vraiment ?

Comme l'avaient souhaité les militants du mouvement démocratique, les institutions politiques russes sont utilisées pour limiter le pouvoir central : la Russie déclare sa souveraineté le 12 juin 1990 et entame une guerre de lois avec le gouvernement soviétique, promulguant des mesures qui contredisent ouvertement les lois fédérales. Le processus de libération va donc bon train : les citoyens russes sont peu à peu extirpés du contrôle de l'ancien régime. Pourtant, le mécontentement croît rapidement au sein du mouvement démocratique. La distance du mouvement à l'égard de ses leaders et sa dépendance à leur égard deviennent problématiques lorsque les démocrates font face à la tâche de l'exercice du pouvoir. De graves tensions apparaissent alors entre les démocrates de l'exécutif, c'est-à-dire les députés vedettes issus du MDG, et les nombreux militants démocrates qui siègent aux organes législatifs. Du point de vue des militants, les dirigeants démocrates font preuve de tendances autoritaires qui trahissent leurs idéaux : ils mènent les affaires du pays – ou de la ville, selon le cas – sans consulter les autres députés démocrates et ne se gênent aucunement pour pactiser avec les députés issus de l'appareil pour faire passer des résolutions. Au Congrès des députés du peuple de la RSFSR, il faut le dire, les démocrates n'ont pas la majorité absolue. Ce n'est cependant pas le cas des soviets de Moscou et de Leningrad, où les candidats de DR occupent environ 60 % des sièges. Cela n'empêche pas Popov et Soltchak de nommer aux postes exécutifs les hommes de l'appareil qui les occupaient avant leur élection. Du point de vue des nouveaux dirigeants démocrates, le choix de la collaboration avec les communistes répond aux impératifs de l'action politique, qui nécessite expérience et efficacité : la masse des députés démocrates est insuffisamment préparée et, de plus, s'avère incapable de s'organiser de manière à s'entendre sur des propositions concrètes; trop souvent

⁴² Pour les résultats détaillés des élections au chapitre des sièges remportés, voir Sigman, *Clubs politiques*, p. 305.

ils s'égarent dans des discussions sans fin, ou encore ne parviennent pas à réunir le quorum nécessaire à la prise de décision⁴³. Quoi qu'il en soit, il devient évident que la libération réclamée, puis réalisée par le mouvement démocratique ne s'accompagne pas de la création d'un nouveau pouvoir. Au contraire, la limitation du pouvoir central s'accompagne de la reproduction du pouvoir soviétique jusque dans ses traits les plus distinctifs, soit le patronage et le « centralisme démocratique »⁴⁴.

Plusieurs analystes, comme Fish et Sigman, se désolent de l'impuissance des démocrates, qu'ils considèrent comme un signe de la faiblesse de la société civile naissante. Urban, quant à lui, considère que l'orientation du mouvement démocratique dans le sens de la libération constitue une étape essentielle dans la création d'une société politique autonome. Une fois levés les principaux obstacles posés par le régime, cette attitude insurrectionnelle laissera place à un mode d'organisation plus constructif⁴⁵. Pour reformuler cet argument dans les termes d'Arendt, le mouvement démocratique devrait profiter des garanties obtenues en matière de droits civils pour se consacrer à la fondation de la liberté. Ce n'est pourtant pas ce qui se produit. Malgré l'adoption du multipartisme, le mouvement conserve un mode d'organisation dédié prioritairement à la limitation du pouvoir, ce qui perpétue le fossé entre la base militante organisée et les détenteurs du pouvoir politique, alors même que ce sont désormais des députés démocrates qui sont aux commandes des institutions politiques russes.

⁴³ Sur le rapport entre le nouvel exécutif démocrate et les députés démocrates, voir Urban, p. 195-200.

⁴⁴ Euphémisme utilisé en URSS pour qualifier la domination sans partage du pouvoir exécutif sur les institutions – en principe – démocratiques.

⁴⁵ Urban affirme: « By lifting the constitutional ban on political parties in March 1990, the USSR's Congress of People's Deputies opened the way for the next step in the logical sequence of political organizing. It seemed that those amorphous, fluid and ad hoc forms that populated Russian political society [...] would now give way to the genuine article: political parties », p. 199, 201.

4.3 1990-1991 : LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE EN SITUATION DE MULTIPARTISME

L'apparition de partis politique, signe du pluralisme de la scène politique, marque la rupture du monopole du pouvoir et l'ouverture d'espaces pour l'action politique. Quelle conclusion faut-il alors tirer de la faible popularité des partis démocrates russes qui se multiplient à partir de mars 1990 ? Malgré leurs efforts, ces partis demeurent tout à fait marginaux, superbement ignorés à la fois par la population et par les dirigeants politiques. Leur échec, unanimement relevé par les observateurs, peut être résumé par la formule de Sakwa : « The failure of social movements to particize themselves [...] is one of the distinctive features of the transition in Russia »⁴⁶. Pour leurs dirigeants, de même que pour les analystes qui voient dans les partis la base essentielle de la démocratie, ce résultat désolant est de mauvais augure pour l'établissement d'une véritable démocratie moderne⁴⁷. Nous ne sommes pas prêts à soutenir la stricte adéquation entre la forme institutionnelle du parti et la démocratie en tant que régime, mais il nous semble néanmoins que l'insuccès des partis doit être pris au sérieux, car il constitue le symptôme d'un problème plus profond, soit l'impuissance des démocrates à fonder sur des bases institutionnelles fermes une nouvelle structure de pouvoir propice à l'exercice de la liberté politique. À cet égard, le contraste entre l'échec des partis politiques et le succès renouvelé des formes d'organisation centrées avant sur la protestation, à commencer par Russie démocratique, est fort révélateur. L'étude du mode d'organisation des démocrates en situation de multipartisme indique en effet que leur action politique demeure empreinte du désir de libération : « the end of the CPSU's monopoly allowed informal movements to take on more structured forms but they remained stamped by the politics of insurgency »⁴⁸. Cela nous porte à croire que pour les démocrates russes la libération n'est pas

⁴⁶ *Russian politics and society*, p. 176.

⁴⁷ C'est notamment la position de Fish (p. 78) et de Sakwa (*Russian politics and Society*, p. 172). Pour les deux auteurs, l'une des causes premières de la faiblesse de la démocratie russe réside dans l'échec des partis politiques russes à accomplir leurs fonctions « normales », définies selon les critères établis par Giovanni Sartori dans son ouvrage *Parties and Party Systems : A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

⁴⁸ Sakwa, *Russian politics and society*, p. 174.

une étape en vue de la fondation d'un nouveau pouvoir, mais la fin dernière de l'action politique.

Près de 500 partis voient le jour en Russie dans les mois qui suivent l'abolition du monopole du PCUS⁴⁹. La plupart sont absolument insignifiants, mais certains parviennent tout de même à se détacher du lot. Leurs quelques milliers de membres en font des géants par rapport aux autres partis démocrates, mais ils demeurent des nains si on les compare avec le PCUS, qui compte encore à l'époque plusieurs millions de membres⁵⁰. Ces partis, auxquels une littérature relativement abondante a été consacrée en Occident, sont le Parti social-démocrate de Russie (SDPR), le Mouvement chrétien-démocrate de Russie (RKhDD), le Parti constitutionnel-démocrate (KDP), le Parti républicain de Russie (RPR) et le Parti démocrate de Russie (DPR)⁵¹. Le trait le plus remarquable de ces partis est sans doute leur étonnante similarité, et ce, sous plusieurs aspects. Tout d'abord, ces partis sont tous également impuissants, par leur incapacité à avancer des propositions concrètes et par leur manque de prise sur la politique législative. Les deux phénomènes participent d'une même logique, soit le refus de soumettre les membres aux décisions collectives. Ainsi, les partis démocrates n'établissent pas – ou ne respectent pas – une procédure précise pour encadrer le processus de prise de décision en commun, ce pourquoi leurs congrès prennent l'allure de joutes oratoires aussi verbeuses qu'improductives : en règle générale, des dizaines d'intervenants se succèdent au micro pour exprimer leur position sur des points de détail ou sur des questions abstraites concernant l'avenir du pays, qui n'ont dans tous les cas que peu à

⁴⁹ Sakwa, *Soviet Politics in perspective*, p. 210. Le même auteur fait état dans un ouvrage subséquent (*Russian politics and society*, p. 174) de 457 partis.

⁵⁰ Urban, p. 201. En cela, les partis démocratiques russes font piètre figure par rapport à leurs homologues d'Europe de l'Est à la même époque. En Tchécoslovaquie, le Parti vert compte environ 300 000 membres. En Bulgarie, le Parti social-démocrate en compte 30 000. En Hongrie, un parti du même nom en compte 17 000... Ces données mentionnées par Fish (p. 64) sont d'autant plus impressionnantes qu'elles concernent des pays nettement moins peuplés que la Russie.

⁵¹ C'est à ces « grands » partis que nous faisons référence lorsqu'il sera question des partis démocrates. La Plateforme démocratique – fraction réformatrice à l'intérieur du PCUS – fournit des membres à plusieurs de ces partis, mais ne constitue pas elle-même une fraction parlementaire, et encore moins un parti politique.

voir avec l'ordre du jour prévu⁵². Ce mode de fonctionnement, qui privilégie l'expression personnelle avant toute autre considération, n'est pas sans lien avec l'incapacité des partis à formuler un programme dont l'argumentaire va au-delà des grands slogans en faveur de la démocratie, et à établir un plan d'action. En cela, les partis politiques reproduisent la forme d'organisation – ou plutôt de désorganisation – typique du mouvement démocratique à l'époque de la campagne électorale de 1990. Ainsi, dès l'automne 1989, toutes les tentatives d'organiser le MDG en quelque chose de plus qu'un ensemble de figures charismatiques avaient échoué; les nombreuses propositions législatives apportées par des membres étaient restées lettres mortes faute d'avoir été sérieusement examinées lors des réunions, qui se transformaient plus souvent qu'autrement en débats philosophiques⁵³. L'un de ses membres déclare :

Vu de l'intérieur, on ne pouvait qu'être étonné à quel point le Groupe était désorganisé, peu structuré et dépourvu de toute base locale. [...] Plus que tout, c'était un symbole. Tchernychevski [écrivain du XIX^e siècle qui inspira Lénine] était un symbole. Le petit cercle de dissidents [de l'époque de Brejnev] était aussi un symbole. Le Groupe interrégional de députés était peut-être le dernier de ces grands symboles, dépourvu de fondation ferme ou même d'une idée claire de ce qu'il voulait, et reposant uniquement sur son autorité spirituelle.⁵⁴

De fait, l'importance du groupe décline peu à peu, tandis que ses membres préfèrent organiser leurs campagnes personnelles, bientôt chapeautées par Russie démocratique. Ce qui est vrai pour l'élite des démocrates l'est aussi pour la base militante, comme en fait foi l'issue de la plus importante tentative d'union des organisations démocratiques à l'échelle de l'URSS, l'Association interrégionale d'organisations démocratiques (MADO), qui se révèle si désorganisée qu'elle se condamne aussitôt à l'insignifiance politique. Selon le témoignage

⁵² Fish affirme : « Groups' conferences – typically anarchic marathons in which heated debates over whether to allot fifteen or twenty minutes to an agenda item could consume half an hour, and in which hard questions of organization, membership recruitment, and political strategy often went unaddressed », et aussi : « conferences normally featured lengthy speeches by every or nearly every member in attendance – an operating procedure that consigned the formal agenda to irrelevance », Fish, p. 57, 114. Urban, quant à lui, observe « a penchant for expressive behaviour, resulting in seemingly interminable debates on abstract principles with no demonstrable bearing on anything save the gratifications of speakers and their supporters », p. 167.

⁵³ Urban, p. 163

⁵⁴ Ilya Zaslavsky, du MDG, puis leader de DR, en entrevue avec Garcelon, p. 60. Nous traduisons à partir de l'anglais

de l'organisatrice démocrate Marina Salié, présente lors du congrès de fondation du MADO, environ les trois quarts des discussions de ce congrès de deux jours ont porté sur de grands principes philosophiques ou politiques, tandis que les questions d'organisation étaient laissées de côté, malgré l'imminence de la campagne électorale⁵⁵. Bref, dans les partis politiques démocrates, comme dans les organisations qui les précèdent, le refus de la discipline est appliqué de telle manière qu'il représente un obstacle à la prise collective de décisions.

Le caractère hautement égalitaire et participatif des procédures de prise de décision n'est pas garant de l'autorité des directives adoptées. Lorsqu'un parti démocrate prend finalement position, que ce soit en assemblée plénière⁵⁶ ou dans le cadre d'un congrès où sont conviés tous les membres, les instances locales du parti se réservent le droit de ne pas suivre les directives adoptées, qu'elles peuvent adapter selon leur bon vouloir. Cette liberté à l'égard des positions du parti procède elle aussi du refus de toute hiérarchie au sein d'organisations qui se présentent comme des rassemblements d'individus égaux⁵⁷. En plus des instances locales, les principaux bénéficiaires de cette liberté de parole et d'action sont les élus démocrates au sein des nouvelles institutions législatives. Comme le stipule le programme du RPR, les députés « travaillent pour leurs électeurs seulement » et le parti n'entend pas leur

⁵⁵ Salié, Marina, « Novyi uroven' razvitiya demokraticeskikh dvizhenij strany », *Demokratiya i my*, 14, 1990, p. 18-26. Citée par Urban, p. 167. La campagne électorale devait commencer moins de deux mois plus tard.

⁵⁶ Dans les « grands » partis mentionnés précédemment, ces assemblées plénières comptent de 20 à 60 membres et réunissent les représentants des instances locales. Fish, p. 114.

⁵⁷ Apportons une nuance et une exception... qui confirme la règle. La nuance consiste en ce que les partis imposent tout de même à leurs membres le respect d'une certaine « ligne », si on peut encore la qualifier ainsi : les membres sont invités à ne pas revendiquer publiquement au nom du parti une position qui contredit manifestement l'esprit de son programme (Fish, p. 114-115). L'exception, quant à elle, réside dans le mode d'organisation du DPR. Contrairement aux autres partis, ce dernier est doté d'une structure hiérarchique chapeautée par un président unique, Nikolai Travkine. Ce dernier ne se gêne d'ailleurs pas pour reprocher au mouvement démocratique son manque de discipline, responsable selon lui de son impuissance collective. Comme l'affirme l'un des dirigeants du parti, le député Tolstoï, la discipline de parti « n'est dangereuse et indésirable que lorsqu'il n'y a qu'un seul parti ». Le choix de la discipline vaut cependant au DPR, et en particulier à Travkine, de vives critiques de la part de démocrates qui lui reprochent de reproduire l'autoritarisme du système soviétique. La question de la discipline est suffisamment grave pour provoquer le départ du DPR de plusieurs de ses membres les plus en vue, dont Garry Kasparov et Arkadi Mourachev. *Ibid.*, p. 116.

imposer une « ligne »⁵⁸. Délivrés de toute imputabilité, les députés agissent indépendamment des positions de leur parti d'appartenance, ce qui contribue largement au maintien d'un gouffre entre les organisations politiques et la nouvelle élite politique.

Cette situation produit un résultat paradoxal : le refus de la hiérarchie formelle renforce dans la pratique la domination effective des organisateurs, qui contrôlent l'image et l'orientation du mouvement démocratique grâce à leurs relations privilégiées avec les députés vedettes et leurs contacts avec la presse officielle. En l'absence de structure organisationnelle bien définie, le mouvement démocratique s'appuie en effet sur un système de relations personnelles informelles. Or, à ce niveau, tous ne sont pas égaux : les organisateurs, mieux « branchés » au sein du système politique soviétique, bénéficient d'un avantage indéniable sur les simples militants. Pour le sociologue Marc Garcelon, ce mode d'organisation, malgré ses chartes hautement égalitaires, en vient ironiquement à reproduire précisément ce à quoi les démocrates s'opposent, soit le système administratif soviétique :

In summary, a handful of charismatic, counter-elite political entrepreneurs and their allies in the MOI core, having amassed a unique stock of political capital [because of Soviet stratification of places] and controlling connections between radical reformers in the soviets and pro-democracy grassroots associations, replicated the vertical-estate pattern of Soviet political life within the heart of the democratic movement.⁵⁹

Cette situation produit un autre effet pervers : les différends personnels deviennent souvent la cause d'importantes dissensions politiques, et même d'impitoyables luttes fratricides. Ce phénomène provoque à son tour la désaffection de nombreux militants et empêche la collaboration de groupes que pourtant tout destine à se réunir⁶⁰. Quels que soient les motifs invoqués, on peut raisonnablement présumer que la cause de ces conflits n'est pas

⁵⁸ « Ustav RPR », *Materialy uchreditel'nogo s'ezda Respublikanskoï Partii Rossiskoi Federatsii*. Cité par *Ibid.*, p. 114.

⁵⁹ Garcelon, p. 67.

⁶⁰ Ainsi, en 1990, au moins deux « grands » partis brandissent la bannière de la social-démocratie : le SDPR et le RPR. Malgré de nombreuses initiatives en vue de leur rapprochement et de leur fusion, ce projet reste sans suite. Ces deux partis déclinent dans les années subséquentes. À la même époque, l'héritage libéral des « cadets » – le parti constitutionnel démocrate qui joue un rôle important dans la révolution de février 1917 – est revendiqué à la fois par le Parti constitutionnel démocrate (KDP) et le Parti des constitutionnels-démocrates (PKD), qui se livrent une lutte sans merci. Voir à leur sujet Urban, p. 209-210.

liée généralement à des divergences de vues concernant les modalités de l'action politique concrète, puisque les partis démocrates adoptent tous des programmes semblables, malgré leurs différentes identités politiques⁶¹. Sur ce point, constaté par tous les analystes que nous avons pris en compte, Michael Urban a la formule lapidaire suivante : « their programmes were top-heavy with platitudes, neither specifying concrete measures to be implemented nor doing much to distinguish one party from another »⁶². Ces « platitudes », ce sont les mêmes slogans que brandissait déjà le mouvement démocratique dans le cadre de la campagne électorale de mars 1990, et qui dépeignent la situation politique de l'époque comme une lutte à mort entre la démocratie et le totalitarisme, indifféremment des défis économiques et politiques réels que présentent la transition vers un régime démocratique représentatif et un système économique capitaliste.

La faible popularité des partis démocrates contraste avec le succès renouvelé de Russie démocratique (DR), qui propose aux militants un mode de participation politique moins contraignant encore que l'engagement dans un parti – pourtant relativement libre, comme nous l'avons vu. Certes, le bloc électoral n'a plus sa raison d'être dès lors qu'aucune élection n'est prévue, mais DR réapparaît néanmoins sur la scène politique pour réunir toutes les forces démocratiques et faire obstacle à ce qui est perçu comme un raidissement conservateur du régime soviétique, C'est ainsi qu'en octobre 1990 est fondé le mouvement Russie démocratique⁶³, qui réunit à ce moment neuf partis politiques et 18 autres organisations. La nouvelle mouture de DR conserve le mode d'organisation qui avait fait son succès dans le cadre de la campagne électorale en Russie. Ainsi, DR ne propose pas de mesures politiques concrètes et choisit de s'en tenir à la défense d'objectifs généraux, soit la promotion de la

⁶¹ Certes, précise Fish (p. 55), le DPR et le PCD se réclament d'une démocratie plus « libérale » et le SDPR adopte des positions plus « socialistes », mais ces différences, révélées par leurs dirigeants en entrevues, ne trouvent pas d'expression claire dans leurs programmes et par conséquent demeurent inconnues de la population.

⁶² Urban, p. 201. Sakwa affirme que ces programmes reflètent « idealised versions of abstract transitional processes to "the market" or of "rejoining world civilization" » (*Russian Politics and Society*, p. 176), ce qui va dans le sens des conclusions du chapitre II.

⁶³ Suivant l'usage commun, nous désignons le mouvement Russie démocratique de la même façon que son prédécesseur le bloc électoral Russie démocratique, soit dans notre cas par l'acronyme DR.

démocratie et le rejet du régime soviétique⁶⁴. Ce flou répond assurément à une stratégie de communication politique, dans la mesure où il permet de rejoindre un grand nombre de citoyens insatisfaits du régime, mais qui ne seraient pas prêts à s'engager à soutenir un programme politique particulier. Une militante déclare :

Pourquoi j'ai joint le mouvement démocratique ? Précisément parce que c'est un mouvement et non un parti, et ici je peux exprimer librement mon opinion [...] De plus, un mouvement démocratique permet de suspendre temporairement son adhésion. Et alors ? Personne ne me le reprochera.⁶⁵

Ce flou résulte aussi de l'impuissance de la coalition à formuler une politique commune substantielle en raison de son caractère très décentralisé. À l'instar des partis démocrates, DR ne prétend pas imposer de ligne de conduite à ses organisations membres, qui demeurent libres de leurs propres initiatives et prises de position. Le dirigeant d'un groupe local de Moscou, associé à DR, décrit l'organisation du mouvement dans les termes suivants :

En général la structure de DemRossia à travers le pays ressemblait à un gâteau à étages (*sloenny pirog*). Au niveau fédéral, c'est une chose, au niveau régional, c'en est une autre, et aux niveaux des villes et des districts c'est encore une autre chose. [...] Et en réalité, le mouvement DR est dépourvu de tout mécanisme strict de contrôle organisationnel.⁶⁶

Pour les mêmes raisons, les députés liés à DR profitent des capacités de mobilisation de la coalition, mais se gardent bien de s'y engager formellement. L'absence des députés les plus célèbres au congrès de fondation du « mouvement » illustre cet effort pour maintenir une distance calculée avec la base militante⁶⁷. Cependant, l'impuissance au sein des institutions parlementaires ne contrarie pas la stratégie de la coalition, qui choisit de mener l'attaque contre le régime soviétique en renforçant le pouvoir exécutif de la république de Russie,

⁶⁴ Fish : « DR never sought a constituency on the basis of class, confession, ideology, or any other category save opposition to the regime. It aimed for maximum inclusion, though it restricted its own numbers to self-avowed democrats [...] it intentionally avoided appeals of activities that suggested dedication to anything but the most general, universal goals of democratic revolution », p. 110-111.

⁶⁵ Marta Nadejna, (pseudonyme), en entrevue avec Garcelon, p. 62.

⁶⁶ Sergeï Stikhinskii (pseudonyme) en entrevue avec Garcelon, p. 65. « DemRossia » est le surnom de DR.

⁶⁷ Urban, p. 226.

contrôlé par les vedettes du mouvement démocratique. Contre les forces conservatrices « qui précipitent le peuple tout droit vers la guerre civile »⁶⁸, DR appelle à la cohésion autour d'un pouvoir démocratique. Concrètement, DR soutient la campagne d'Eltsine en vue de son élection au suffrage universel au poste de président de la république de Russie – poste qui n'existe pas encore, mais qui lui permettrait d'affronter Gorbatchev dans un meilleur rapport de force, dans la mesure où ce dernier ne doit son titre de président de l'URSS qu'à une élection interne au Congrès des députés du peuple. Bref, DR demeure fidèle à l'objectif que s'était fixé le mouvement démocratique dès son émergence en 1989 : se saisir du pouvoir en Russie pour renverser le régime soviétique. Une telle tâche, contrairement à l'organisation de la société civile à laquelle se consacrent les mouvements démocratiques polonais et tchèque, nécessite avant tout de larges déploiements de force, ce à quoi la structure souple de DR réussit très bien. En effet, au même moment où les partis politiques peinent à attirer quelques milliers de membres, DR rassemble sous la bannière de l'opposition au régime plusieurs centaines de milliers de militants⁶⁹. Aux moments clés, la mobilisation de DR fait pencher la balance de manière décisive en faveur des démocrates : DR contribue à la création du poste de président de la Russie lors du référendum de mars 1991, à la victoire d'Eltsine aux élections présidentielles de juin 1991 et à l'échec du putsch conservateur d'août de la même année⁷⁰. Malgré ces succès, la coalition demeure cependant déconnectée de l'exercice du pouvoir, ce qui est de mauvais augure quant à la capacité du mouvement démocratique de prendre en main la vie politique suite à l'effondrement du régime soviétique.

⁶⁸ Cité dans Sigman, « Russie démocratique », p. 14.

⁶⁹ Un ouvrage russe de l'époque (Pribylovskii, *Slovar' oppositsii*) estime que DR compte de 200 000 à 300 000 membres, tandis qu'un article de la *Nezavisimaïa gazeta* (25 avril 1991) fait état de 1,3 million de membres. Cité dans Urban, p. 227, note 159.

⁷⁰ Sakwa, *Russian Politics and Society*, p. 174.

4.4 LA LIBÉRATION ET LE BONHEUR PRIVÉ

Comment comprendre l'impuissance des organisations démocratiques ? D'où provient leur incapacité à participer au pouvoir conquis par les députés vedettes du mouvement ? Les explications les plus communément avancées par les analystes sont structurelles et concernent tout particulièrement les contraintes imposées par l'ouverture progressive de la scène politique russe au pluralisme⁷¹. L'argument général est le suivant : les obstacles à l'organisation de la représentation politique dressés par le régime soviétique⁷² contraignent le mouvement démocratique à prendre la forme d'une coalition souple axée sur la seule mobilisation; ce trait se perpétue ensuite malgré l'établissement du multipartisme, car les partis politiques arrivent trop tard, dans un contexte où il n'y a plus d'échéance électorale et où leurs dirigeants potentiels, déjà élus, sont accaparés par les tâches législatives. En somme, les contraintes imposées par le régime auraient perturbé la naissance du mouvement démocratique, qui demeure condamné à subir les effets de cette tare originelle⁷³. En ce sens, les démocrates seraient *contraints* de s'organiser selon une structure souple, et *contraints* de subir l'état d'impuissance qui en résulte. Compte tenu du caractère répressif du régime soviétique, cet argument structuraliste est assurément fondé, mais il écarte trop rapidement les éléments qui pointent vers la *préférence* des démocrates pour les formes d'organisation les

⁷¹ L'argument est avancé par Fish, Sigman, Urban et Sakwa. Mentionnons cependant que ces deux derniers auteurs associent cet argument structurel à d'autres pistes d'explication, liées notamment à la culture politique.

⁷² L'ouverture politique s'effectue de façon graduelle et limitée : les organisations politiques qui se mobilisent dans le cadre des élections de 1989 ne peuvent pas nommer de candidats. Ce droit est accordé à certaines de ces organisations lors des élections de 1990, mais aussi à une multitude d'organisations officielles. Dans tous les cas, le processus de nomination est contrôlé par des commissions électorales régies par des fonctionnaires. Pour plus de détails, voir Fish p. 131-132.

⁷³ La métaphore du défaut de naissance se retrouve chez plusieurs auteurs. Ainsi, Fish affirme : « The timing and sequencing of elections and party formation during 1989-1991 is an established occurrence and may have already created a *birth defect* in the electoral and party systems that will influence politics for years to come », p. 79. Urban explique ce phénomène dans des termes semblables : « Much of this confusion [concernant les nouveaux partis politiques] resulted from timing. Since the authorities had not removed the prohibition on parties until after the 1990 elections, all the new parties were latecomers, arriving on the scene only after the ball had ended. With neither identifiable constituencies to represent nor upcoming elections to prepare for, the development of Russia's political parties was *ingrown* », p. 201. C'est nous qui soulignons. Et Sakwa de renchérir : « The onset of electoral politics preceded the emergence of a multi-party system, something that distorted the whole process of party formation », *Russian Politics and Society*, p. 175.

moins contraignantes pour leurs membres. Pour notre part, nous avançons que l'impuissance des démocrates, sans nécessairement faire l'objet d'un choix calculé, s'inscrit aussi dans leur désir de limitation du pouvoir, qui est généralement perçu comme une force de domination et un obstacle à la liberté.

Nous avons vu que la propension des démocrates à refuser toute forme de discipline et de hiérarchie contribue à expliquer l'« impuissance collective » du mouvement démocratique. Fish, qui se penche longuement sur ce phénomène, le décrit comme un exercice d'« hyperdémocratie », au sens d'un excès de démocratie qui ruine la démocratie⁷⁴. Cette situation lui paraît « contre-intuitive », dans la mesure où elle ne correspond pas du tout aux lois normales tirées de l'expérience historique, selon lesquelles les organisations politiques oppositionnelles qui naissent dans un contexte hautement autoritaire ont tendance à prendre des formes rigoureusement structurées et très hiérarchiques, à l'instar des bolcheviks. Pendant la perestroïka, c'est tout le contraire qui se produit : le souci de se prémunir de l'infiltration et du sabotage conduit plutôt les démocrates – qu'ils soient députés ou simples militants – à refuser toute délégation de pouvoir à l'intérieur de l'organisation dont ils sont membres, y compris lorsqu'il s'agit de déléguer le pouvoir d'exécuter les décisions prises collectivement. Les explications structuralistes de l'« hyperdémocratie » centrées sur la répression exercée par le régime trouvent là leur limite : pourquoi la réaction des démocrates russes est-elle si radicalement différente de celle des bolcheviks en circonstances similaires ? Ne serait-ce pas précisément parce que les premiers se conçoivent comme des *démocrates* ? Auquel cas il importe de s'interroger sur le rapport entre leur conception de la démocratie et leur mode d'organisation.

⁷⁴ Cette formule utilisée par l'auteur témoigne de l'association implicite de la démocratie à une conception négative de la liberté, comme absence de domination. C'est sans doute pour cela que Fish ne s'intéresse absolument pas à la signification de la démocratie dans le cadre de ses recherches, car, pour lui, elle va de soi à partir du moment où elle s'oppose à l'autoritarisme. Ainsi, il écarte en une phrase la pertinence de l'étude des mentalités, « there is certainly no shortage of individuals holding "democratic" and "antiauthoritarian" beliefs in contemporary Russia », Fish, p. 75.

Dans cette perspective, on ne peut que regretter que Fish, balayant du revers de la main toute analyse des mentalités sous prétexte qu'elles confinent au déterminisme culturel, ne prenne pas en compte certaines de ses propres observations concernant le regard que les démocrates portent sur leur mode d'organisation. L'opinion la plus courante, relève-t-il, consiste à présenter le refus de la hiérarchie comme un *choix* inspiré par l'idéal démocratique qui est au cœur de leur action. Pour les démocrates russes, une bonne organisation politique est structurée de manière complètement opposée aux organisations soviétiques officielles. Ainsi, dans un tract, l'organisateur démocrate Oleg Roumiantsev oppose « le modèle bureaucratique de type néoféodal », dont le mode d'organisation est caractérisé par « la hiérarchie, la centralisation, le refus des liens horizontaux et des initiatives spontanées », et le caractère hautement décentralisé, participatif et non-hiérarchique des nouvelles organisations autonomes, dont la présence est à même de provoquer une « révolution dans la conscience collective »⁷⁵. Cette position se retrouve aussi dans le témoignage d'un membre d'un groupe informel, tel que le rapporte Fish : « According to one organizer, there was simply no room for hierarchy in an organization committed to overcoming the stultifying effects on the individual and society of decades of subordination and blind obedience »⁷⁶. Fish avance même, au détour d'un chapitre, que le mode d'organisation des démocrates reflète moins le système étatique auquel il fait face que l'état futur anticipé. Cette réflexion n'est pas approfondie davantage par l'auteur, probablement parce qu'elle est fondamentalement opposée à sa thèse centrale basée sur le rôle structurellement déterminant des institutions étatiques⁷⁷. L'idée se retrouve cependant chez Urban, qui observe que le processus d'autodéfinition des partis politiques s'effectue moins en relation avec la situation sociopolitique du moment qu'en référence au futur projeté. C'est parce qu'ils se définissent tout d'abord en référence à l'avenir, affirme-t-il, que les démocrates de toutes les allégeances convergent vers la lutte contre l'obstacle commun, le parti-État, reléguant à l'arrière-plan leurs divergences quant à la politique concrète de la transition :

⁷⁵ Roumiantsev, Oleg, *O samodeiatel'nom dvizhenii obchtchestvennykh initsiativ* (Au sujet du mouvement autonome d'initiatives publiques); cité dans Fish, p. 118.

⁷⁶ Fish, p. 113.

⁷⁷ Fish, p. 68. Pour la thèse principale de l'auteur, voir p. 200.

Since the Soviet party-state was framed in the discourse of political society as that overbearing and odious « other » that stifled the very existence of political and civil society, the parties that formed in Russia in this period as discrete organizations collectively comprised in a single social-political movement structured by its relations of opposition to the communist order. To use a military metaphor, they represented the various regiments – each hoisting in different colours – of the anti-communist army.⁷⁸

Poursuivant cet argument, nous avançons que le mode d'organisation des démocrates russes répond avant tout à un projet de limitation du pouvoir, partie intégrante du passage à la démocratie conçu comme libération de l'homme naturel. La faible popularité des formes d'organisation plus contraignantes, comme les partis, et le succès des formes d'organisation plus souples, comme DR, s'expliquent par leur correspondance plus ou moins grande avec l'idéal d'intégrité et la position anti-idéologique décrits aux chapitres précédents. Pour les démocrates russes, comme nous l'avons mentionné, le caractère immoral du régime soviétique réside précisément dans la duplicité systématique qu'exige la pratique rituelle de l'obéissance et du conformisme au sein des multiples organisations officielles. Le passage à la démocratie, dans cette perspective, ne peut s'appuyer que sur l'inflexible exigence d'authenticité, qui s'accommode mal de la soumission de la volonté individuelle à une volonté extérieure, fusse-t-elle démocratiquement exprimée. Les militants démocrates agissent donc généralement au sein de leurs organisations politiques d'une manière conforme au rôle qu'ils souhaitent occuper en tant que citoyen de la démocratie à venir : jouir des libertés garanties par la limitation du pouvoir sans subir le fardeau qui incombe à ceux qui l'exercent.

Le rejet des obligations liées à l'exercice du pouvoir n'est pas sans comporter une dimension potentiellement antipolitique. Si l'on se fie aux témoignages recueillis par l'équipe de Berelowitch et Wieviorka, une telle attitude est relativement fréquente chez les militants démocrates, sans pour autant faire l'objet d'un consensus. Un militant déclare ainsi : « Une société politique active est une société malade : dans une société normale, les gens s'occupent de leurs affaires. Un homme normal n'a pas envie de parcourir les rues en hurlant et en portant des drapeaux. »⁷⁹ Cette déclaration rejoint l'idée d'un futur dirigeant du parti Choix

⁷⁸ Urban, p. 204.

⁷⁹ Berelowitch et Wieviorka, p. 69.

démocratique de Russie⁸⁰ : « La politisation des gens ordinaires et de toute la vie est comme une fièvre, une maladie. En fait, la politique n'est pas la vie, c'est la sublimation de la vie; c'est la substitution des gestes par les mots. »⁸¹ La politique, par conséquent, doit être laissée à des professionnels dotés des compétences requises, et c'est pourquoi l'action politique en faveur de la démocratie est considérée comme un geste ponctuel, destiné à assurer le passage à une société normale, où ce type d'action n'est plus nécessaire. Un autre militant déclare :

J'espère pouvoir un jour m'occuper de mon travail et laisser la politique aux professionnels à qui je fais confiance, il ne faut pas qu'il y ait trop de gens engagés dans la politique [...] Il n'est pas rationnel que nous, des non-professionnels, devions nous occuper de politique. C'est négatif pour la société, car notre travail en souffre⁸².

Pour ces démocrates, libérer les individus de la tâche de l'implication politique pour la confier à des professionnels est un acte antitotalitaire, dans la mesure où il vise à la reconquête du droit d'échapper à l'emprise de l'État et à regagner la liberté dans la sphère privée. Or, comme le suggèrent Berelowitch et Wieviorka, la quête du bonheur privé au détriment du bonheur public s'inscrit plutôt dans la continuité du mode d'existence typique aux régimes totalitaires, où l'annihilation de la vie politique relègue l'exercice de la liberté dans l'étroitesse du domaine privé⁸³. Le plus inquiétant, dans la réduction de la politique à une pratique gestionnaire, est la légitimation de la technocratie. Le bon gestionnaire, en raison de ses compétences supérieures, se voit ainsi autorisé à imposer ses vues au détriment de la liberté politique des citoyens et même, paradoxalement, au détriment des droits civils pour la protection desquels il a été mis en place. C'est en ces termes que s'insurge une militante démocrate : « Si la vie politique s'arrête [...], alors on reste à ne rien faire en attendant le *vojd'* »⁸⁴. Le destin du mouvement démocratique russe suite à l'effondrement de l'URSS rend cette crainte tristement justifiée.

⁸⁰ Parti politique fondé en 1993, favorable à la politique économique d'Eltsine.

⁸¹ Yarochnenko, Victor, « Energiya raspada » (L'énergie de l'effondrement), *Novy Mir*, no 3, 1991, p. 187. Cité par Atnashev, p. 320.

⁸² Berelowitch et Wieviorka, p. 92.

⁸³ *Ibid*, p. 70.

⁸⁴ *Ibid*, p. 69. Le terme *vojd'* (leader) est fortement associé en Russie à Staline.

CONCLUSION

L'étude de la pensée politique des démocrates russes met en lumière la signification particulière que comporte pour eux la démocratie dans le contexte de la révolution anticomuniste. Cette signification, constatons-nous, se révèle beaucoup plus complexe et substantielle que le rejet du totalitarisme auquel on la réduit trop souvent. Pour les militants du mouvement démocratique, le passage à la démocratie participe d'un projet qui transcende explicitement le domaine politique, à savoir la libération de l'homme naturel. Ainsi, pour eux, la campagne pour la « libération nationale », la réclamation du multipartisme, l'exigence de vivre sans mensonge et la défense des droits et libertés sont autant de facettes d'un même combat fondamental pour la démocratie et, à ce titre, participent de cette colossale entreprise qui consiste à faire éclater l'enveloppe corrompue du totalitarisme pour révéler l'état naturel et normal d'organisation de la société.

Ce projet combine des éléments messianistes et une position anti-idéologique. D'une part, l'autorité de la démocratie réside dans l'absolu de l'appartenance à la civilisation mondiale, qui se présente comme une vérité éternelle et unique dont l'avènement procède de la nécessité historique. Le passage à la démocratie, dans cette perspective, prend la forme d'un retour au cours normal des choses, indûment détourné par l'expérience soviétique, et dont le contenu correspond aux traits naturels de l'homme tels qu'ils ont été définis en Occident dans les chartes des droits et libertés. Notons que, pour les démocrates russes, le caractère nécessaire de la transition politique ainsi définie ne repose pas sur son adéquation avec la nature particulière de la Russie, comme l'avancent à la même époque les nationalistes russes, mais au contraire sur son universalité, dont la validité transcende toutes les formes d'appartenance particulières. D'autre part, l'action politique comporte pour les militants du mouvement démocratique une dimension anti-idéologique qui s'oppose à tout projet

d'organisation de la société selon un principe extérieur à la nature profonde de l'homme, que ce soit l'intérêt de classe, l'intérêt national ou tout principe élaboré par la raison scientifique; n'est légitime que ce qui permet à l'homme d'agir conformément à sa vérité propre, située dans son cœur et portée par sa conscience. En réaction au dogmatisme du régime soviétique ainsi qu'à sa tradition de conformisme et d'obéissance, les démocrates russes se dotent d'une nouvelle éthique qui place l'intégrité au sommet des vertus qui commandent l'action politique, dans la perspective d'une harmonie de la conscience et de l'action. L'essentiel, pour les démocrates russes, consiste donc à garantir la liberté individuelle de l'ingérence des institutions dont les normes l'oppriment – le Parti, l'État, l'idéologie officielle. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'exercer le pouvoir, mais de se prémunir de son exercice. Nous avons ainsi vu que cette conception de la démocratie se traduit concrètement au sein du mouvement démocratique par un ensemble de pratiques politiques qui privilégient nettement la mobilisation oppositionnelle au détriment de l'organisation d'un pouvoir concurrent à celui hérité du régime soviétique. Par le fait même, le refus catégorique de la plupart des militants de se laisser dicter une ligne de conduite par l'organisation dont ils sont membres – même lorsque cette ligne est élaborée et adoptée démocratiquement – contribue à cantonner le mouvement démocratique dans le rôle de base organisationnelle au service des nouveaux dirigeants russes qui s'opposent au régime soviétique au nom de la démocratie.

En bref, le messianisme et la position anti-idéologique constituent dans la pensée politique des démocrates russes deux dimensions complémentaires d'une même entreprise de libération de l'homme naturel, à la fois intransigeante dans ses exigences de changement et réfractaire à toute solution dogmatique. Ces deux aspects sont-ils contradictoires dans le cadre d'une révolution ? Peut-on fonder une démocratie solide et libre sur la seule garantie des droits individuels ? Hannah Arendt, assurément, s'insurgerait contre cette prétention puisque, pour elle, l'expérience de la liberté réelle – c'est-à-dire la liberté qui a des effets concrets sur les conditions d'existence – n'est possible que là où les hommes se dotent collectivement du *pouvoir* de faire ce qu'ils désirent, ce qui nécessite l'établissement d'un espace commun où ils puissent participer activement à la chose publique. Cette liberté, en un mot, est politique. Quant à la liberté intérieure de l'homme, dont le caractère naturel

précéderait absolument l'action en commun, elle demeure pour Arendt une expérience de l'esprit, élaborée comme un *substitut* à la liberté réelle.

Cette liberté [réelle] est l'opposé même de la « liberté intérieure », cet espace intérieur dans lequel les hommes peuvent échapper à la contrainte extérieure et se *sentir* libres. [...] Les expériences de la liberté intérieure sont dérivées en ceci qu'elles présupposent toujours un repli hors du monde, où la liberté était refusée, dans une intériorité à laquelle nul autre n'a accès. [Cela consiste à] séparer de la politique la notion de liberté, pour parvenir à une formule grâce à laquelle on pourrait être un esclave dans le monde et demeurer libre¹.

Arendt ne nie pas la valeur de la liberté intérieure, pas plus qu'elle ne balaie toute entreprise d'émancipation de la conscience, mais elle nous met en garde contre la tentation de faire de cette libération – profondément antipolitique – la fin dernière de l'action politique, à plus forte raison dans le cadre d'une révolution destinée à la fondation d'un nouveau régime. Cette erreur, affirme-t-elle, résulte en partie du manque d'expérience politique des révolutionnaires qui ont vécu sous des despotes absolus. Cette piste d'explication de l'antipolitisme des démocrates russes se retrouve d'ailleurs chez plusieurs auteurs, qui notent que l'importance accordée par ces révolutionnaires aux libertés individuelles et à la conscience perpétue l'un des traits propre à la vie atomisée des citoyens soviétiques. Berelowitch et Wieviorka soulignent ainsi, au sujet de l'apologie de la technocratie chez les démocrates russes :

Cet appel [à des professionnels de la politique] serait alors la reproduction, sous d'autres noms et dans un nouveau contexte idéologique, de ce qui constituait le cœur même de l'ancien système, à savoir une société qui renonce à toute intervention dans la politique et qui achète à ce prix le droit de vaquer à ses occupations sans que l'État aille y voir de trop près. Dans l'ancien système, les dirigeants tiraient leur légitimité, aujourd'hui perdue, de leur connaissance des « lois de la société » – le marxisme-léninisme; dans le nouveau, ils fondent leur légitimité éventuelle sur leur compétence professionnelle. [...] Dans cette perspective, l'acte qui consiste à briser le système totalitaire est le dernier acte politique, après lequel la politique disparaît pour faire place à la gestion.²

¹ Arendt, « Qu'est-ce que la liberté? », p. 190-191. C'est l'auteur qui souligne.

² Berelowitch et Wieviorka, p. 70. Dans le même ordre d'idée, Loukine déclare : « The anti-statism of Russian democrats was a natural reaction of the opposition to the excessive role of the state and the state's suppression of freedoms under Communist rule. Life experience and the aims of the struggle are in this case the more obvious explanations of the interpretation of freedom by Russian democrats than the influence of earlier Russian anti-government movements », Lukin, p. 225.

Sous le régime soviétique, ajoutent ces auteurs, les citoyens ne connaissent que la révolte morale à portée universelle que pratiquent les dissidents et la résistance privée que pratiquent plus ou moins passivement un grand nombre d'individus. Entre les deux, nul espace ne permet l'action collective qui puisse concerner la communauté dans son ensemble. Selon l'analyse des deux sociologues, ce même vide politique se retrouve chez les démocrates russes : « Le niveau de l'action et ses objectifs sont ou bien trop généraux, ou bien très concrets, mais limités. Ou bien on lutte pour la démocratie et contre le communisme, ou bien pour le maintien d'un square, mais il n'y a rien entre les deux. »³. Ce constat semble confirmer l'acuité de la remarque pessimiste que formule Arendt au lendemain de la révolution hongroise de 1956, citée précédemment, concernant la capacité du peuple russe à faire preuve d'« inventivité politique » après tant d'années de domination et d'antipolitisme institutionnalisé⁴. Le comportement politique des démocrates russes, en ce sens, hériterait largement de leur expérience politique – ou plutôt de son absence – sous le régime soviétique. Cette interprétation pointe donc vers une piste d'explication structurelle du développement de leur pensée politique qui rejoint d'une certaine manière les analyses du totalitarisme comme régime de l'antipolitisme institutionnalisé⁵. Dans cette perspective, la nouvelle interprétation de la démocratie comme libération de l'homme naturel refléterait l'idée, déjà présente chez Lénine, de l'extinction du politique et de l'État, qui font place à une société dont le mode d'organisation relève de la pure gestion administrative⁶.

À son tour, cette piste d'explication soulève cependant de nombreuses questions, notamment au sujet de la spécificité du cas russe et, à l'inverse, des parallèles qui peuvent potentiellement être tracés avec les conceptions occidentales contemporaines de la

³ Berelowitch et Wieviorka, p. 84.

⁴ La remarque citée au chapitre I, est la suivante : « il serait par trop imprudent d'attendre du peuple russe qu'il montre, après quarante ans de tyrannie et trente ans de totalitarisme, le même esprit et la même inventivité politiques que le peuple hongrois dans ses heures de gloire », Arendt, « Réflexions sur la révolution hongroise », p. 916.

⁵ Une interprétation dont Arendt est l'un des pionniers. Voir à ce sujet son important ouvrage *Les origines du totalitarisme*.

⁶ Voir Vladimir Ilitch Lénine, *L'État et la révolution*, Paris, Denoël/Gonthier, 1976.

démocratie. La quête de libération de l'homme naturel par la démocratie, en effet, n'est pas l'apanage exclusif des démocrates russes, et rejoint notamment le libéralisme politique occidental et les théories du droit naturel. Dans ce contexte, la pensée politique des démocrates russe pourrait apparaître comme une de ses déclinaisons particulières, dont il serait intéressant d'étudier la spécificité à la lumière de l'héritage culturel russe et de l'expérience politique sous le régime soviétique. Nous croyons qu'une pareille piste d'étude, plus amplement approfondie, permettrait aussi d'éclairer d'importants enjeux théoriques concernant les fondations de la démocratie moderne.

Pour l'instant, c'est de façon plus circonscrite que nous souhaitons contribuer à ces réflexions, à partir du cas spécifique du mouvement démocratique russe et de son impact sur la fondation de la Russie postcommuniste. Plus particulièrement, nous soulevons, pour conclure, la question du rapport des démocrates russes à l'autoritarisme de l'État. À cet égard, il nous semble que leur pensée politique, telle que nous l'avons présentée dans les chapitres précédents, éclaire une zone d'ombre de la politique russe contemporaine : le soutien des démocrates à l'autoritarisme et la disparition rapide d'un acteur important de la révolution anticomuniste, le mouvement démocratique.

L'appréciation des résultats de la révolution anticomuniste à partir de la pensée politique de ses principaux protagonistes, comme toute analyse d'une situation particulière à partir d'un certain cadre théorique, doit éviter d'appliquer aveuglément des concepts étrangers à son objet d'étude. Ainsi, il serait injuste d'attendre des démocrates russes qu'ils soient fidèles à la définition de la liberté élaborée par Arendt, et tout aussi injuste de leur reprocher de n'être pas parvenus à fonder cette liberté de manière durable. Arendt elle-même, après tout, ne semble pas convaincue qu'il soit possible d'y parvenir et reconnaît que la plupart de ses manifestations contemporaines ont été aussi intenses que brèves. L'absence de cette « liberté réelle » en Russie postcommuniste peut difficilement être considérée comme un échec de la part des démocrates russes, pour la simple raison qu'ils ne l'ont jamais recherchée. Il serait plus juste d'évaluer les résultats de leur action politique à l'aune des objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés, soit la garantie des droits individuels et du bien-être privé contre l'ingérence autoritaire du régime soviétique, subie autrefois jusque dans les moindres recoins

de leur existence. Or, même à ce niveau, le succès des démocrates russes n'est au mieux que partiel. En effet, non seulement le régime postcommuniste en Russie est-il loin de permettre l'exercice de la liberté au sens où l'entend Arendt, mais il peine à garantir les droits individuels contre l'autoritarisme – parfois même violent – de l'État pourtant formellement démocratique. Pour notre part, nous croyons contribuer à la compréhension de ce phénomène en montrant comment les tensions au sein de la pensée politique des démocrates russes les enferment, une fois le régime soviétique disparu, dans une situation déchirante qui conduit une bonne partie d'entre eux à soutenir la consolidation d'éléments autoritaires en Russie postcommuniste, tandis que le mouvement démocratique entre dans une période de rapide déliquescence. Dans le contexte de la recomposition de la scène politique russe, où se manifestent désormais avec vivacité les disparités idéologiques et sociales auparavant dissimulées par la dichotomie perçue entre le camp de la démocratie et les forces du totalitarisme, le mouvement démocratique est plongé dans une lutte politique pour laquelle il n'est pas outillé : il doit composer, d'une part, avec les tendances autoritaires des dirigeants qu'il a placés au pouvoir et, d'autre part, avec la résistance de plus en plus vive de la population à l'égard des réformes politiques et économiques proposées en vue d'une transition rapide vers la démocratie et l'économie de marché. Dans ces circonstances troubles, le mouvement est confronté à la *tentation autoritaire*, qui est inhérente à sa pensée politique.

La tentation autoritaire apparaît parmi les démocrates russes dès l'été 1989, alors même qu'ils rassemblent leurs forces en vue d'une lutte commune contre l'oppression du régime soviétique. À cette époque, le phénomène demeure cependant marginal, et se résume pour l'essentiel à un article paru dans la *Literatournaïa gazeta* où figure un débat entre le philosophe Igor Kliamkine et le politologue Andranik Migraniane, sous le titre révélateur « Une main de fer est-elle nécessaire ? »⁷. Les deux intellectuels y expliquent que le passage du totalitarisme à la démocratie n'est possible qu'à la condition de créer les conditions économiques propices à son implantation durable, à savoir l'économie de marché. Ils

⁷ Igor Kliamkine dans Igor Kliamkine, Andranik Migraniane et G. Tselms, « *Noujna li jeleznoi ruki ?* », *Literatournaïa gazeta*, no 33, 16 août 1989. Pour un exposé détaillé des thèses des deux penseurs et notamment des distinctions entre leurs positions, voir Ewa Bérard-Zarzicka, « Quelques propositions pour une perestroïka autoritaire », *Les temps modernes*, no 2, 1990, p. 11-22.

dénoncent l'optimisme béat de certains démocrates, qui semblent penser que l'établissement d'un marché national à partir d'une économie étatisée peut s'effectuer sans douleur. Ce passage, avertissent les deux penseurs, rencontrera inévitablement l'opposition des masses, qui ne sont pas prêtes à accepter les effets négatifs de ce changement. Kliamkine déclare :

Admettons que notre leader propose l'introduction de l'économie de marché. Peut-il le faire en s'appuyant sur les masses ? Certainement pas ! Notre population serait contre à 80 %. Le marché signifie la différenciation des revenus et des intérêts. Il faut beaucoup travailler pour bien gagner sa vie.⁸

Comme nombre de démocrates, les deux auteurs attribuent le « conservatisme » de la population à son arriération, à la perpétuation du « syndrome de Nina Andreïeva » (*voir* Introduction, p. 9). Dans ce contexte, il est probable que l'introduction de l'économie de marché produise un fort mécontentement populaire, qui pourrait même dégénérer en guerre civile ou encore être manipulé par un leader populiste, ce qui conduirait dans tous les cas à l'échec des réformes ou même à la régression du pays vers le communisme. C'est pourquoi il est nécessaire, avancent les deux penseurs, que soit renforcé le pouvoir du leader réformateur. Migraniane, qui favorise ouvertement l'avènement d'un « dictateur temporaire », appuie ce raisonnement sur une large analyse historique :

L'expérience mondiale de la modernisation par le haut nous enseigne que les forces qui entreprennent de révolutionner le système social doivent s'assurer un pouvoir extrêmement fort afin de pouvoir prendre, au sommet, des décisions radicales et de pouvoir exiger, de façon tout aussi résolue, leur réalisation. Pendant l'étape de transition, le pouvoir autoritaire est un pouvoir constructif dans la mesure où il s'impose aux forces rétrogrades. Il est très vraisemblable que c'est un « pouvoir autoritaire éclairé » qui créera dans notre pays les prémisses nécessaires pour le passage à la démocratie intégrale.⁹

⁸ Igor Kliamkine; cité dans Bérard-Zarzicka, p. 16. Ce constat est fort réaliste, si l'on se fie aux sondages réalisés auprès de la population. Voir chapitre II, p. 72, note 73.

⁹ Andranik Migraniane; cité dans Bérard-Zarzicka, p. 12. À l'été 1989, Migraniane considère qu'il revient à Gorbatchev de jouer ce rôle de dictateur. En 1991, suite à l'effondrement du régime soviétique, il plaide plutôt pour un régime dictatorial sous la gouverne d'Eltsine, « comme une garantie contre la désintégration de la Russie et une garantie que la réforme radicale ira de l'avant », Andranik Migraniane, « Perspectives pour le mouvement national russe », *Nezavisimaïa Gazeta*, 14 novembre 1991, p. 10; cité dans Roche, p. 90.

Il cite à cet égard le cas de l'Europe monarchique du XVII^e siècle, de l'Espagne et du Portugal du début du XX^e siècle, de l'Amérique latine contemporaine et, dans le camp socialiste, de la Hongrie de Janos Kadar et de la Chine de Deng Xiaoping.

En 1989, la proposition de Kliamkine et de Migraniane est accueillie avec indignation par le mouvement démocratique : on récuse généralement l'idée d'un dictateur démocrate, qui incarne l'oppression à laquelle les démocrates s'opposent¹⁰. En effet, l'apologie de la coercition heurte de plein fouet la première vertu qui commande l'action politique des démocrates, l'intégrité, qui leur interdit de soumettre leur volonté à celle d'un autre, de même que la position anti-idéologique qui leur enjoint de refuser qu'un modèle de société puisse être imposé par la force. Quant à la question de la résistance populaire aux réformes, elle n'est pas prise au sérieux à l'époque, puisque le mouvement démocratique se considère comme le défenseur des intérêts du peuple contre ceux de la nomenklatura. En fait foi la déclaration de Léonide Batkine, patriarche très respecté du mouvement démocratique, qui répond à Kliamkine et Migraniane que le peuple ne peut pas s'opposer aux réformes proposées par les démocrates, puisque ces dernières défendent ses véritables intérêts¹¹. Il faut dire que l'illusion d'unanimité populaire autour de la démocratie est renforcée à l'époque de la révolution anticommuniste par le soutien – certes passif, mais réel au moment des élections – de la population soviétique à son égard¹². Ce soutien, cependant, s'inscrit dans une situation où les

¹⁰ Pour la référence de plusieurs articles en réponse à celui de Kliamkine et Migraniane, voir Ferretti, p. 157, note 21. L'idée s'attire par ailleurs des partisans parmi les députés démocrates, tels que S. Alekseïev, président de la Commission législative du Soviet suprême, et Gavriil Popov, futur maire de Moscou. Pour le premier, seul un « pouvoir autoritaire fort » est capable de briser la résistance de la bureaucratie et d'imposer une économie de marché. Pour le second, une « dictature des démocrates » est nécessaire pour parvenir à la démocratie. Alekseïev, S., « La force de la démocratie et la démocratie de la force », *Literatournaïa gazeta*, no 40, 4 octobre 1989; cité dans Bérard-Zarzicka, p. 21; Popov, Gavriil, « Chto delat' ? » (Que faire?), *Moskovskaïa gazeta*, 1990; cités dans Ferretti, p. 158.

¹¹ Batkine, Léonide, « Mertvy khvataet živogo : Demokratchesky diktator – khuje ne pridumaech » (Le mort attrape le vivant : il n'y a pas de pire invention que le « dictateur démocratique »), *Literatournaïa gazeta*, 1989, 38; cité dans Ferretti, p. 157.

¹² Les principaux indices de ce soutien résident dans les bons résultats obtenus par les députés démocrates aux diverses élections, de même que par la faible enthousiasme du peuple à se porter à la défense du régime, y compris chez ses défenseurs historiques, les ouvriers. Les grèves des mineurs de 1989 et 1990, qui voient des ouvriers se joindre aux positions des démocrates, renforcent cette impression de soutien populaire. À ce sujet, voir le texte de Peter Rutland, « Labor Unrest and

conséquences concrètes du passage au capitalisme sont très peu abordées dans l'espace public, qui se présente encore comme une lutte dichotomique entre les forces de l'appareil et les forces démocratiques. Dans ce contexte, le regard somme toute lucide de Migraniane et de Kliamkine sur les obstacles à la réalisation des idées du mouvement démocratique fait figure d'exception.

Galvanisés par l'exigence d'intégrité établie au cours de la lutte contre le régime soviétique, les démocrates russes repoussent la voie autoritaire comme une hérésie. Pourtant, il suffit d'examiner attentivement les propositions de Kliamkine et de Migraniane pour voir qu'elles ne sont pas entièrement incompatibles avec la conception de la démocratie élaborée à cette époque : le règne de la contrainte dans l'espace public ne contrevient pas fondamentalement à l'objectif de la libération de l'homme naturel, à condition que les droits civils et le bien-être privé soient garantis. Pour ceux qui situent la liberté hors du domaine politique, il est tout à fait possible d'être libre comme individu tout en n'accédant pas au plein statut de citoyen. Car en fait, pour ne pas caricaturer la position de Migraniane et des autres partisans d'un pouvoir autoritaire, c'est bien d'un despotisme éclairé dont il s'agit, et non pas de la tyrannie; le régime qu'ils proposent n'est pas celui où règne la volonté d'un seul, mais celui où la force vient en renfort de la loi pour protéger la propriété et les autres acquis de la modernisation. Ainsi, Migraniane prend la peine de distinguer le régime autoritaire, qu'il appelle de ses vœux, du régime totalitaire :

Bien que les différences entre un régime autoritaire et un régime totalitaire puissent sembler ténues, on doit garder à l'esprit que les régimes autoritaires ne rejettent pas certains éléments de la démocratie : élections, luttes politiques entre partis au Parlement, etc. Il est vrai que les droits politiques sont assujettis à certaines restrictions, qu'une véritable opposition légale est interdite et que le comportement politique est réglementé.¹³

Là réside le paradoxe du rapport des démocrates à l'autoritarisme : si l'impératif moral de l'intégrité établi au cours de la lutte contre le communisme enjoint les démocrates à rejeter

Movements in 1989 and 1990 ». Chap. in *Milestones in Glasnost and Perestroika*, sous la dir. de Ed A. Hewett et Victor H. Winston, p. 287-325. Washington D.C., Brookings Institution, 1991.

¹³ Migraniane, Andranik, « Dolgy put' k evropeïskomu domu » (La longue route vers la maison européenne), *Novy Mir*, no 7, juillet 1989. Cité dans Roche, p. 88.

toute forme d'oppression, le caractère essentiellement privé de leur désir de libération les soumet à la tentation du pouvoir autoritaire lorsqu'il se présente comme le seul régime en mesure de garantir les libertés individuelles contre les menaces d'un rétablissement totalitaire, suite à la réaction potentielle d'une population « lumpénisée ». Cette solution est d'autant plus séduisante qu'elle résout le problème de l'impuissance politique du mouvement démocratique, soit son incapacité à traduire ses idéaux en actions concrètes. Nous avons vu, en effet, que le mouvement démocratique peut porter de rudes coups au régime soviétique grâce à ses immenses capacités mobilisatrices, mais qu'il demeure incapable de mener à bien une action constructive en vue de l'aménagement du pouvoir. En tant qu'acteur politique, le mouvement ne connaît que l'indignation et les démonstrations de force; il ignore la discussion et le compromis. Dans ce contexte, l'intervention d'un pouvoir exécutif fort – c'est-à-dire qui ne se sent pas lié par l'impératif d'intégrité – apporte au mouvement démocratique l'efficacité qui lui fait si cruellement défaut. C'est d'ailleurs ce qui explique sa dépendance à l'égard d'Eltsine et des autres députés démocrates qui occupent des postes de pouvoir.

À l'époque de la révolution anticomuniste, l'option d'une démocratie autoritaire ne compte que quelques partisans affichés. Ce n'est plus le cas à partir de l'automne 1991, lorsque l'ennemi commun disparaît et que, face aux problèmes posés par la transition vers une démocratie capitaliste libérale, la société russe se divise profondément quant aux mesures à prendre. De 1991 à 1993, les démocrates russes se trouvent dans une situation pour le moins inconfortable, déchirés entre leur soutien à la présidence d'Eltsine, qui « représente » la cause démocratique au pouvoir, et une action politique plus autonome et plus critique, déchirés entre une conception messianiste de la démocratie comme seul régime valable et un impératif moral qui leur interdit tout recours à l'autoritarisme. D'une part, le régime qui se consolide autour de l'institution de la présidence russe confirme son penchant pour les pratiques para-constitutionnelles, telles que la corruption systémique, les conflits de factions et les arrangements personnels dans la gestion de l'État, qui pervertissent le sens des principes démocratiques dont il se réclame. C'est l'époque, pour reprendre l'expression de Sakwa, de la

« fausse démocratie » (*phoney democracy*)¹⁴, lors de laquelle le système politique postcommuniste russe acquiert un de ses traits les plus distinctifs : une dualité fondamentale entre les principes déclarés – respect de l'ordre constitutionnel, défense du libéralisme – et les pratiques concrètes¹⁵. Dans cette période trouble qui se poursuit jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution russe en 1993, le pouvoir présidentiel gouverne par décrets, sans consulter ni le mouvement démocratique – auquel il n'accorde qu'une attention minimale¹⁶ – ni le parlement, contre lequel il entre bientôt en guerre ouverte. D'autre part, le mouvement démocratique, en tant que coalition, disparaît rapidement, en proie à d'importantes dissensions internes¹⁷. Ainsi, Russie démocratique (DR) subit la défection de plusieurs organisations membres, et ce, dès son II^e congrès en novembre 1991. Certains de ces départs

¹⁴ Pour une plus ample description de la *phoney democracy*, voir du même auteur *Russian Politics and Society*, p. 175-180.

¹⁵ Pour Sakwa, cette dualité établie en 1991-1993 explique la faiblesse de la démocratie en Russie postcommuniste, ce qui contredit les thèses qui rendent Poutine seul responsable de l'autoritarisme de la Russie contemporaine : « The experience of the period of "phoney democracy" in the early 1990s up to the adoption of the constitution in December 1993 [...] shifted Russia's executive towards a position of para-constitutional innovation », *The Crisis of Russian Democracy: The Dual State, Factionalism and the Medvedev Succession*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 45. Pour autant, il se refuse à considérer le pays comme un régime autoritaire, puisqu'il juge que l'adhésion formelle à l'ordre constitutionnelle maintient en équilibre les deux systèmes : « The two pillars of rule in contemporary Russia are in rough balance. If the administrative regime abandoned even its formal appeal to democratic legitimacy, then Russia would set out on the path of an overtly authoritarian system », *Ibid*, p. xiii. Sakwa considère donc que le régime postcommuniste russe est marqué par la concurrence de ces deux systèmes. Notons que cette façon de présenter la situation, qui met l'accent sur la distinction fondamentale entre l'ordre constitutionnel libéral et les pratiques paraconstitutionnelles oblitère le fait, qu'en Russie postcommuniste, tous deux ont été justifiés à partir d'arguments issus de la pensée politique des démocrates russes et, qu'à ce titre, ils ont en commun plusieurs points communs, dont en premier lieu l'antipolitisme. Il ne nous paraît pas contradictoire que l'ordre constitutionnel s'accompagne de pratiques politiques peu démocratiques lorsque sa fonction se limite à protéger la sphère privée de l'envahissement de l'État.

¹⁶ Dès le printemps 1991, les désirs de Russie démocratique de choisir en son sein le vice-président d'Eltsine se butent à la sélection par ce dernier du général Alexandre Routskoï. Par la suite, Guennadi Bourboulis est le seul membre de Russie démocratique qui soit appelé à un poste important au sein de l'administration présidentielle. Les autres doivent se satisfaire de postes mineurs dans l'administration locale, tandis que le président choisit de s'entourer d'anciens membres de la nomenklatura. Ainsi, l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences rapporte qu'en 1994 74 % des fonctionnaires nommés par Eltsine sont issus de la nomenklatura. Irina Savvateyeva, « Does the new elite derive from the old nomenklatura? About those who rule us », *Current Digest of the Post-Soviet Press*, vol. 46, no 20 (15 juin 1994), p. 8 cité par Garcelon, p. 71.

¹⁷ Sigman fait remarquer que l'expression « mouvement démocratique » disparaît d'ailleurs à cette époque, remplacé par le terme « démocrates ». « Russie démocratique », p. 16.

sont motivés par le désir d'évoluer de manière autonome sur la scène politique désormais ouverte à la concurrence idéologique. C'est le cas du SDPR et du RPR, qui se distancient de DR malgré leur orientation libérale similaire. D'autres départs révèlent des divergences plus profondes au sein du camp démocratique. Ainsi, les partisans d'un État unitaire et fort s'insurgent contre la liquidation de l'URSS¹⁸ et claquent la porte de la coalition pour entrer en concurrence directe avec elle : certains rejoignent même les nationalistes et les communistes au sein du bloc Entente populaire¹⁹. Ce dernier, qui s'oppose à la marche forcée des réformes économiques, est désigné par la présidence comme un représentant de la menace « rouge-brun », accusée de préparer le retour du totalitarisme en s'appuyant sur le conservatisme des masses « lumpenisées ». Rappelons que les démocrates, à l'époque de la révolution anticomuniste, étaient habitués à concevoir la politique comme une lutte à mort entre les forces démocratiques menées par Eltsine et les forces de la nomenklatura. Depuis, selon le discours de la présidence russe, la situation n'a pas changé et ce sont les forces de la contre-révolution qu'il faut maintenant combattre à tout prix, y compris lorsqu'elles sont incarnées par des députés élus au parlement.

Pour autant, la victoire de la démocratie justifie-t-elle aux yeux des démocrates l'autoritarisme de la présidence ? Sur cette question, ils se divisent entre une majorité, réunie dans DR, qui demeure fidèle à Eltsine et qui le soutient dans – ou malgré – ses pratiques autoritaires, et une minorité qui décide de quitter DR pour protester contre sa servilité à l'égard du pouvoir exécutif. Les premiers tentent donc de préserver la ligne traditionnelle de DR depuis l'époque de la perestroïka, qui consiste à se situer au-dessus des débats concernant les politiques concrètes et à défendre une politique de ferme soutien à la présidence, contre le parlement où dominent les forces d'opposition. DR déclare en 1992 :

Le pouvoir d'un Président élu par l'ensemble du peuple est plus légitime que celui d'un Soviet suprême formé par les 1 068 citoyens du Congrès élu alors que le PCUS était en situation de monopole. Le projet de loi sur le gouvernement constitue une atteinte directe au principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs et crée une situation

¹⁸ Rappelons que la liquidation de l'État soviétique ne faisait pas partie du programme des démocrates russes à l'époque de la perestroïka, qui visaient plutôt un changement de régime à l'intérieur de cet État.

¹⁹ Il s'agit du DPR, du KDP et du RKhDD.

où l'arbitraire du Congrès et du Soviet suprême devient légal. Il transforme en fait la Russie [...] en république parlementaire, ce qui est contraire à la volonté de la majorité de ses citoyens exprimée lors du référendum.²⁰

Les seconds choisissent de protester contre l'autoritarisme du président russe. Certains d'entre eux étaient d'importantes figures au sein de DR, telles que Iouri Afanassiev, Léonide Batkine, Marina Salié. Peu de temps avant son départ officiel de l'organisation, Afanassiev déclare :

Ces derniers temps, un courant que je qualifierais de politicien et qui, me semble-t-il, est en passe de l'emporter, a pris une importance croissante au sein de la direction du Mouvement et du Conseil de coordination. Il cherche à s'intégrer dans les structures du pouvoir, à s'approcher des puissants, à ne pas les froisser. À mon avis, Zaslavsky, Boxer et, dans une certaine mesure, Ponomarev incarnent ce courant [...]. Je respecte ces personnes et ne suis nullement enclin à minimiser les services qu'elles ont rendus au Mouvement; je considère qu'elles y ont leur place, seulement la ligne qu'elles défendent ne doit pas prévaloir, sinon le Mouvement mourra.²¹

Les critiques sont encore plus sévères lorsqu'elles proviennent de démocrates qui n'ont jamais fait partie de DR, tels que les membres de l'Union démocratique. Ces derniers, fidèles à l'impératif d'intégrité établi à l'époque de la perestroïka, insistent sur le fait que la révolution n'est pas complétée tant qu'elle n'a pas transformé les consciences et met en garde contre la perpétuation d'une mentalité totalitaire chez les démocrates loyaux à Eltsine²².

Au fur et à mesure que s'envenime le conflit entre la présidence et le parlement, qui s'opposent sur la nature et le rythme des réformes économiques, la défense des démocrates à l'égard de la présidence prend des accents de plus en plus nettement favorables à l'autoritarisme. En décembre 1992, une crise constitutionnelle éclate lorsque le parlement refuse de renouveler les pleins pouvoirs du président. Ce dernier décide alors de recourir directement au peuple au moyen d'un référendum, qui est organisé au printemps 1993. DR

²⁰ « Zaïavlenie koordinatsionnovo Sovieta DemRossii » (Déclaration du Conseil de coordination de Russie démocratique), *Izvestia*, 16 novembre 1992. Cité par Sigman, « Russie démocratique », p. 20. Le référendum en question est celui de mars 1991, lors duquel a été créé le poste de président de la Fédération de Russie.

²¹ Afanassiev, Iouri, discours prononcé devant le Conseil des représentants de DR, 18-19 janvier 1992, cité par *Ibid.*, p. 19.

²² Sakwa, *Russian Politics and Society*, p. 174.

appelle alors la population à soutenir les politiques du président et à voter en faveur d'une élection anticipée du Soviet suprême. Malgré l'ambiguïté des résultats du vote, qui n'atteignent pas le seuil requis pour convoquer des élections anticipées, un groupe d'intellectuels démocrates exhorte Eltsine à profiter de ces résultats pour dissoudre le parlement, au mépris de l'ordre légal formel, soutenus en cela par la presse libérale favorable au président. Celui-ci, après s'être assuré du soutien des gouvernements occidentaux et des institutions financières internationales, prononce effectivement la dissolution du Soviet suprême le 21 septembre 1993, recueillant pour ce geste de nombreux témoignages de soutien de la part des démocrates. Quelques jours plus tard, l'escalade du conflit entre les pouvoirs exécutif et législatif se conclut dans le sang : la présidence lance les chars d'assaut contre les députés barricadés dans la Maison blanche, siège du parlement, faisant 142 morts selon la version officielle²³. Le lendemain, quarante-deux figures très en vue parmi les démocrates rédigent une lettre de soutien à Eltsine dans laquelle elles l'exhortent à sortir de la légalité pour en finir une fois pour toute avec l'opposition « antipopulaire ». Ces intellectuels et artistes demandent au président d'interdire tout parti communiste ou nationaliste, de fermer tous les journaux « incitant à la haine » et de dissoudre tous les soviets locaux ayant appuyé le Soviet suprême. Nous transcrivons ici un long passage de cette lettre, qui est particulièrement limpide quant au raisonnement qui justifie le recours à la force :

Après le putsch d'août 1991, « pris de compassion », nous avons supplié de ne pas « se livrer à des vengeances », ne pas « punir », ne pas « interdire », ne pas « fermer », ne pas « se livrer à la chasse aux sorcières ». Nous voulions être bons, généreux, tolérants [...]. Et les sorcières, ou, plus exactement, les vampires rouges-bruns, devenus impudents à force d'impunité, recouvraient les murs de tracts empoisonnés sous les yeux de la milice, tracts où ils offensaient grossièrement le peuple, l'État, ses dirigeants légaux et où ils expliquaient avec délice comment ils nous pendraient. Que dire ? Ce n'est plus parler qu'il faut. Il est temps d'apprendre à agir. Ces canailles n'entendent que la force. N'est-ce pas le moment de la montrer [...] ? Ça suffit ! Nous ne pouvons pas permettre que le sort du peuple, le sort de la démocratie dépendent ainsi d'une poignée d'escrocs idéologiques et d'aventuriers politiques. Cette fois, nous devons exiger fermement du gouvernement et du président qu'ils fassent ce qu'ils auraient dû faire depuis longtemps mais qu'ils n'ont pas fait [...]. L'histoire nous a

²³ Les victimes se compteraient par centaines, selon le journal *Nezavisimaïa Gazeta*. Cité par Roche, p. 205.

donné encore une fois une chance de faire un grand pas vers la démocratie et la civilisation. Ne perdons pas cette occasion, comme nous l'avons déjà fait une fois !²⁴

En toutes lettres, ces quarante-deux démocrates influents renoncent à leur propre impératif moral, désormais jugé impuissant à défendre la démocratie contre ses ennemis. Devant la menace perçue d'un mouvement « rouge-brun » contre-révolutionnaire, les démocrates russes rejettent donc les barrières morales qui endiguaient leur projet révolutionnaire²⁵. Le messianisme des démocrates apparaît désormais sans fard : au nom de la démocratie, unique voie historique vers la liberté et le bonheur, même l'autoritarisme est légitime. Ce renoncement à l'exigence d'intégrité, s'il semble ferme sous la plume polémique de ces quarante-deux signataires, est tout de même perçu comme une contradiction par la plupart des militants démocrates, comme le révèlent les entrevues réalisées par l'équipe de Berelowitch et de Wieviorka. L'attitude despotique d'Eltsine est généralement condamnée par les militants, mais elle est considérée comme un mal nécessaire pour faire face à la menace rouge-brun. Généralement, les démocrates se consolent à l'idée que l'autoritarisme constitue une étape transitoire dans l'instauration de la démocratie, comme ils en voient une illustration dans le règne de Pinochet au Chili²⁶. À l'arrière-plan de cette apologie de la force se trouve le même constat que celui fait par Kliamkine et Migraniane quelque quatre ans plus tôt : la démocratie ne peut se suffire à elle-même, car le peuple est trop « lumpénisé » pour reconnaître ses propres intérêts. C'est le sens de la déclaration suivante de l'écrivain Fazil Iskander, l'un des premiers défenseurs de la démocratie à l'époque de la perestroïka :

²⁴ « Pisateli trebouïout ot pravitelstva rečitelnykh deïstvii », (Les écrivains exigent du gouvernement des actions résolues), *Izvestia*, 5 octobre 1993. Cité par Ferretti, p. 151-152. Parmi les plus célèbres signataires de cette lettre, des artistes antistaliniens de longue date : Ales Adamovitch, Bella Akhmadoulina, Victor Astafiev, Daniil Granine, Boulat Okoudjava, Anatoli Pristavkine, Lev Razgon; des directeurs de revues libérales de la perestroïka : Anatoli Ananiev, Gueorgui Baklanov; des critiques littéraires et publicistes rattachés au mouvement démocratique : Iouri Kariakine, Andreï Nouïkine, Vassili Seliounine, Iouri Tchernitchenko; l'académicien Dmitri Likhachev.

²⁵ Il y a quelques rares exceptions à ce soutien unanime de l'autoritarisme. Mentionnons les protestations d'Egor Ligachev, ancien directeur de *Moskovskye Novosti*, de Valeri Tretiakov, directeur de *Nezavisimaïa Gazeta*, la démission de l'historien Mikhaïl Gefter du Conseil présidentiel et l'enquête réalisée par Memorial sur les victimes de la Maison blanche. Berelowitch et Wieviorka, p. 54.

²⁶ *Ibid.*, p. 75, 93.

Je risquerais d'affirmer qu'un tel peuple n'a pas besoin de parlement, n'a pas besoin d'élections. Un tel peuple et ses élus (car on sait bien ce que peut élire un tel peuple) ne sont pas capables d'élaborer de nouvelles lois, de les rendre plus humaines, plus civilisées, plus raisonnables. [...] Il serait cent fois plus utiles et meilleur marché de réunir une assemblée de la « crème » de la société russe, de ses élites morales et intellectuelles, qui choisiraient en leur sein les hommes aptes à diriger le pays pendant plusieurs années, en attendant l'arrivée des jeunes.²⁷

Cette déclaration désabusée fait suite aux élections de 1993, qui voient dominer le parti nationaliste de Jirinovski, tandis que Russie démocratique ne parvient même pas à atteindre la barre minimale de 5 % des votes²⁸. En effet, les temps sont durs pour les démocrates russes sous le régime présidentiel fort qu'ils ont contribué à fonder. Toujours dépendants du pouvoir exécutif, de moins en moins nombreux et de moins en moins organisés, ils se retrouvent complètement démunis pour protester contre les abus du pouvoir, comme la guerre en Tchétchénie, qui se déclenche en décembre 1994. À Moscou, à peine quelques centaines de personnes se réunissent pour protester, et l'initiative en revient à des mères de soldat et à des dissidents, qui ont repris leur attitude oppositionnelle de l'ère soviétique²⁹. Quant à la coalition Russie démocratique, dont les immenses capacités de mobilisation avaient fait descendre des millions de citoyens dans la rue pour protester contre le régime soviétique quelques années plus tôt, elle se dissout en 1995, délaissée aussi bien par la population que par le pouvoir. Ainsi disparaissent les démocrates russes en tant qu'acteurs importants de la scène politique russe. Au total, ils ont obtenu ce qu'ils recherchaient : ils peuvent désormais vaquer à leurs activités quotidiennes personnelles sans être troublés outre mesure par l'ingérence de l'État. C'est beaucoup, mais à quel point, politiquement, sont-ils plus libres ? Cela reste à voir.

²⁷ Iskander, Fazil, *Stolitsa*, no 5, 1994. Cité dans *Ibid.*

²⁸ Le DPR, de Travkine, est le seul parti démocratique qui obtient – de justesse, à 5,5 % – le minimum de votes nécessaire pour siéger à la Douma. Le parti de Jirinovski obtient le plus de votes, avec 22,79 % des voix, devant le parti de Gaïdar et le Parti communiste.

²⁹ *Ibid.*, p. 95.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages théoriques

- Arendt, Hannah, « Réflexions sur la révolution hongroise ». Chap. in *Les origines du totalitarisme, Eichmann à Jérusalem*, édition établie par Pierre Bouretz, p. 896-938. Paris, Gallimard (Quarto), 2002.
- . « Qu'est-ce que la liberté ? ». Chap. in *La crise de la culture : huit exercices de pensée politique*, p. 186-222. Paris, Gallimard (Folio essais), 1972, 380p.
- . « La brèche entre le passé et le futur ». Chap. in *La crise de la culture*, p. 11-27.
- . *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1985, 475p.
- . *On revolution*, New York, Penguin books, 2006, 336p.
- Brinton, Crane, *The anatomy of Revolution*, New York, Norton, 1938, 326p.
- Constant, Benjamin, « De la Liberté des Anciens comparée avec celle des Modernes ». Chap. in *Écrits politiques*, édition établie par Marcel Gauchet, Paris, Gallimard, 1997, p. 589-619.
- Fehér, Ferenc, Agnes Heller et György Markus, *Dictatorship over Needs*, Oxford, Blackwell, 1983, 312p.
- Lénine, Vladimir Ilitch, *L'État et la révolution*, Paris, Denoël/Gonthier, 1976, 158p.
- Lipset, Seymour Martin, *Political Man : the social bases of politics*, Garden City, N.Y., Doubleday, 1959, 477p.
- Machiavel, Nicolas, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, I, XVIII. In *Œuvres*, édition établie par Christian Bec, p. 179-461. Paris, Laffont, 2006.
- Montesquieu, *De l'esprit des lois I*, Paris, GF Flammarion, 1979, 507p.
- O'Donnell, Guillermo et Philippe C. Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule : Tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, John Hopkins University University Press, 1986, 81p.

Revault-D'Allonnes, Myriam, *Le pouvoir des commencements : Essai sur l'autorité*, Paris, Seuil (Couleur des idées), 2006, 266p.

Rostow, Walt Whitman, *The Stages of Economic Growth : a non-communist manifesto*, Cambridge, University Press, 1960, 178p.

Rousseau, Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 2001, 245p.

Sartori, Giovanni, *Parties and Party Systems : A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, 342p.

Stuart Mill, John, *De la liberté*. Paris, Gallimard, 2005, 242p.

Ouvrages sur la Russie soviétique

Afanassiev, Iouri (dir. publ.) *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989, 550p.

Atnashev, Timur, « Transformation of the Political Speech under Perestroika: Rise and fall of free agency in the changing idioms, rules and second-order statements of the emerging intellectual debates (1985-1991) », Thèse de doctorat, Florence, European University Institute, 2010, 483p.

Beasley-Murray, Tim, « The Revolutionary Moment and the Lost Treasure of Democracy : 1989 in the light of Hannah Arendt, Walter Benjamin and Slavoj Žižek ». Chap. in *Resistance, Rebellion and Revolution in Hungary and Central Europe : Commemorating 1956*, sous la dir. de Laszlo Peter et Martyn Rady. Londres, UCL-SSEES (SSEES Studies in Russia and Eastern Europe series), 2008.

Bérard-Zarzicka, Ewa, « Quelques propositions pour une perestroïka autoritaire », *Les temps modernes*, no 2, 1990, p. 11-22.

Berelowitch, Alexis, « Crise ou permanence du système de valeurs en Russie ». Chap. in *De Russie et d'ailleurs, feux croisés sur l'histoire : pour Marc Ferro*, textes recueillis et édités par Martine Godet, p. 141-149. Paris, Institut d'études slaves, 1995.

Berelowitch, Alexis et Michel Wieviorka, *Les Russes d'en bas : enquête sur la Russie post-communiste*, Paris, Seuil, 1996, 430p.

Besançon, Alain, « De la difficulté de définir le régime soviétique ». Chap. in *Présent soviétique et passé russe*. Paris, Hachette, 1980.

Boobbyer, Philip, *Conscience, Dissent and Reform in Soviet Russia*, Oxford; New York, Routledge, 2005, 282p.

- Bova, Russell, « Political dynamics of the Post-communist Transition: A Comparative Perspective », *World Politics*, vol. 44, no 1 (octobre 1991), p. 113-138.
- Brown, Archie, *Seven Years that Changed the World : Perestroika in Perspective*, Oxford; New York, Cambridge University Press, 2007, 350p.
- Brudny, Yitzhak M. « The Heralds of Opposition to *Perestroika* ». Chap. in *Milestones in Glasnost and Perestroika: Politics and People*, sous la dir. de Edward A. Hewett et Victor H. Winston, p. 153-189. Washington D.C., Brookings Institutions, 1991.
- . *Reinventing Russia : Russian nationalism and the Soviet state, 1953-1991*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1998, 352p.
- Cohen, Stephen et Katrina Vanden Heuvel (comp.), *Voices of Glasnost : Interviews with Gorbachev's Reformers*, London; New York, Norton, 1989, 339p.
- Davies, Robert W., *Soviet History in the Gorbachev Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1989, 232p.
- . *Soviet history in the Yeltsin era*, New York, St-Martin's Press, 1997, 264p.
- English, Robert D., *Russia and the Idea of the West: Gorbachev, intellectuals and the end of the Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000, 401p.
- . « The Sociology of New Thinking : Elites, Identity Change, and the End of the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, no 2, 2005, p. 43-80.
- Ferretti, Maria, « De l'engouement pour la liberté à l'apologie de l'autoritarisme : la métamorphose de l'intelligentsia démocratique russe ». Voir *De Russie et d'ailleurs*, p. 151-165.
- Ferro, Marc, *Les origines de la perestroïka*, Paris, Ramsay, 1990, 147p.
- Fish, Steven, *Democracy from Scratch: opposition and regime in the new Russian Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1995, 300p.
- Gans-Morse, Jordan, « Searching for Transitologists : Contemporary Theories of Post-Communist Transitions and the Myth of a Dominant Paradigm », *Post-Soviet Affairs*, 2004, 20, 4, p. 320-349.
- Garcelon, Marc, « The estate of change : The specialist rebellion and the democratic movement in Moscow, 1989-1991 », *Theory and Society*, vol. 26, no 1, p. 39-85.
- Goldman, Marshall I., *What Went Wrong with Perestroika*, New York, Norton, 1991, 258p.

- Hough, Jerry, *Democratization and Revolution in the USSR, 1985-1991*, Washington D.C., Brookings Institution, 1997, 542p.
- Joly, Elena, *La troisième mort de Staline : Entretiens avec des intellectuels gorbatchéviens*, Paris, Actes Sud, 1988, 206p.
- Kagarlitsky, Boris, « A Step to the Left, a Step to the Right ». Chap. in *Late Soviet Culture : from perestroika to novostroika*, sous la dir. de Thomas Lahusen et Gene Kuperman, p. 21-34. Durham N.C., Duke University Press, 1993.
- Kharkhordine, Oleg *The collective and the Individual in Russia : a study of practices*, Berkeley, University of California Press, 1999, 409p.
- Kotz, David Michael et Fred Weir, *Revolution from Above : the demise of the Soviet System*. Londres; New York, Routledge, 1997, 302p.
- Laqueur, Walter, *The Dream that Failed: Reflections on the Soviet Union*, New York, Oxford University Press, 1994, 231p.
- Lévesque, Jacques, *1989 : La fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1995, 331p.
- . « The Messianic Character of Gorbachev's "New Thinking" : Why and What for ? ». Chap. in *The Last Decade of the Cold War : From Conflict Escalation to Conflict Transformation*, sous la direction d'Olav Njolstad, p. 159-176. London; New York, Frank Cass, 2004.
- Lewin, Moshe, *La grande mutation soviétique*, Paris, La Découverte, 1989, 204p.
- Lukin, Alexander, *The Political Culture of Russian "Democrats"*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2000, 336p.
- Lukin, Alexander et Pavel Lukin, « Myths about Russian Political Culture and the Study of Russian history ». Chap. in *Political culture and Post-communism*, sous la dir. de Stephen Whitefield, p. 15-41. Basingstoke; New York, Palgrave Macmillan, 2005.
- Malia, Martin, *La tragédie soviétique, histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris, Seuil, 1995, 633p.
- Mandel, David, « La lutte idéologique en Union soviétique », *Critiques socialistes*, no 7-8, 1990, p. 97-121.
- Mau, Vladimir et Irina Starodubrovskaja, *The Challenge of Revolution : Contemporary Russia in Historical Perspective*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2001, 369p.

McFaul, Michael, « Lessons from Russia's Protracted Transition from Communist Rule », *Political Science Quarterly*, vol. 114, no 1 (printemps 1999), p. 103-130.

———. « The Fourth Wave of Democracy and Dictatorship : Noncooperative transitions in the Postcommunist World », *World Politics*, vol. 54, no 2 (janvier 2002), p. 212-244.

Millar, James R. et Elizabeth Clayton, « Quality of life : Subjective measures of relative satisfaction ». Chap. in *Politics, work and daily life in the USSR : a survey of former Soviet citizens*, sous la dir. de James Millar, p. 31-60. New York, Cambridge University Press, 1987.

Pipes, Richard, « Flight from Freedom: What Russians Think and Want », *Foreign Affairs*, vol. 83, no 3 (mai – juin 2004), p. 9-15.

Reddaway, Peter, « Aspects of Ideological Belief in the Soviet Union », *Soviet Studies*, vol. 17, no 4 (avril 1966), p. 473-483.

Reddaway, Peter et Dmitri Glinski, *The tragedy of Russia's reforms : market bolshevism against democracy*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press, 2001, 745p.

Remnick, David, *Lenin's Tomb : The Last Days of the Soviet Empire*, New York, Random House, 1993, 576p.

Roche, Michel, *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie : la démocratie confisquée*, Paris; Montréal, L'Harmattan, 2000, 248p.

Roeder, Philip, « Transitions from Communism: State-Centered Approaches ». Chap. in *Can democracy take roots in Post-Soviet Russia ?*, sous la direction de Harry Eckstein, Frederic Fleron, Erik Hoffman et William Reisinger, p. 201-228. Lanham, Rowman and Littlefield, 1998.

Rutland, Peter, « Labor Unrest and Movements in 1989 and 1990 ». Chap. in *Milestones in Glasnost and Perestroika*, sous la dir. de Ed A. Hewett et Victor H. Winston, p. 287-325. Washington D.C., Brookings Institution, 1991.

Sakwa, Richard, « The Russian Elections of December 1993 », *Europe-Asia Studies*, vol. 47, no 2 (mars 1995), p. 195-227.

———. *Soviet Politics in Perspective*, London; New York, Routledge, 1998, 355p.

———. *Russian Politics and Society*, London; New York, Routledge, 2008, 585p.

———. *The Crisis of Russian Democracy : The Dual State, Factionalism and the Medvedev Succession*, New York, Cambridge University Press, 2011, 398p.

- Irina Savvateyeva, « Does the new elite derive from the old nomenklatura ? About those who rule us », *Current Digest of the Post-Soviet Press*, vol. 46, no 20 (15 juin 1994), p. 8-9.
- Schell, Jonathan, « Introduction ». Voir *On revolution*.
- Schmitter, Philippe C. et Terry Lynn Karl, « The Conceptual Travels of Transitologists and Considologists : How Far to the East should They Attempt to Go ? », *Slavic Review*, vol. 53, no 1, 1994, p. 173-185.
- Seppo, David, « Contradictions et faillite du gorbatchévisme », *Quatrième internationale*, décembre 1991-février 1992, p. 8-27
- Sigman, Carole, « Russie démocratique : histoire d'une organisation », *Problèmes politiques et sociaux, série Russie* (La Documentation française), no 706, 18 juin 1993, p. 13-20.
- . *Clubs politiques et perestroïka en Russie : subversion sans dissidence*, Paris, Éditions Karthala, 2009, 476p.
- Soljenitsyne, Alexandre, *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique*, Paris, Seuil, 1974.
- Sutela, Pekka et Vladimir Mau « Economics under socialism : the Russian case ». Chap. in *Economic Thought in Communist and Post-Communist Europe* sous la dir. de Hans-Jürgen Wagener. London; New York, Routledge, 1998, p. 33-79.
- Tolz, Vera, *The USSR's Emerging Multiparty System*, Washington D.C.; New York, Praeger, 1990, 123p.
- Unger, Aryeh L., « Political Participation in the USSR: YCL and CPSU », *Soviet Studies*, vol. 33, no 1 (janvier 1981), p. 107-124.
- Urban, Michael, Vyacheslav Igrunov et Sergueï Mitrokhin, *The Rebirth of Politics in Russia*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 1997, 429p.
- Woll, Josephine, « Glasnost' and Soviet Culture ». Chap. in *The Soviet System: From Crisis to Collapse*, sous la direction d'Alexander Dallin et Gail Lapidus, p. 225-241. Boulder, Westview Press, 1995.
- Wyman, Matthew, *Public opinion in Postcommunist Russia*, New York, St-Martin's Press, 1997, 269p.
- Yurchak, Alexei, « Cynical Reason of Late Socialism: Language, Ideology and Culture of the Last Soviet Generation », Thèse de doctorat, Duke University, 1997, 388p.